l'unité

M 2805 - N° 503 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 4 mars 1983

DES INDICES... DE MAUVAISE FOI (page 2)

BORDEAUX: AVEC CATHERINE LALUMIERE LE COURANT PASSE (page 3)

LYON: ET SI ON CHANGEAIT DE COLLOMB? (page 6)

U.R.S.S.: LE NOUVEAU COURS ANDROPOV (page 14)

LES MERES DE LA PLACE DE MAI: "NOUS VOULONS NOS ENFANTS VIVANTS" (page 16)

DU CÔTE DES DAMNEES DE LA TERRE (page 22)



VOTEZ MASSIVEMENT POUR LES LISTES DE GAUCHE

en sachant que s'abstenir c'est voter pour la droite

PAR CLAUDE ESTIER

DERNIERS jours, dernières heures avant le premier tour des élections municipales. Avant que chacun aille voter, il faut redonner à ce scrutin sa juste dimension, repréciser son véritable enjeu que le bruit et la fureur répandus depuis des semaines par les « cavaliers de l'apocalypse » de l'opposition ont cherché à faire perdre de vue.

Elections municipales : il s'agit donc — pardon, pour cette lapalissade — de renouveler les conseils municipaux des 38 000 communes de France. C'est un acte rituel que les Français accomplissent tous les six ans. Ils le feront cette fois-ci dans des conditions différentes, d'une part parce que le mode de scrutin a changé et que dans toutes les villes de plus de 3 500 habitants, y compris les plus grandes, il y aura à la fois une majorité pour gérer les affaires de la cité mais aussi une représentation de la minorité, ce qui est un incontestable progrès dans le sens de la démocratie ; d'autre part, parce que les lois de décentralisation votées par la majorité de gauche donnent des pouvoirs accrus aux conseils municipaux en même temps qu'elles instituent de nouveaux pouvoirs au niveau des arrondissements de Paris, Lyon et Marseille.

Si l'on admet que l'on jugera d'abord la signification générale de ce scrutin d'après les résultats enregistrés dans les villes de plus de 30 000 habitants, il faut rappeler que la gauche en détient aujourd'hui les deux tiers après en avoir, en 1977, enlevé soixante à la droite qui était alors au pouvoir. Dans la grande majorité de ces villes, comme de celles qu'elle gérait déjà depuis longtemps, la gauche, comme nous l'avons vu au long des reportages que nous avons publiés depuis deux mois, présente un bilan largement positif auquel il est permis de penser que la population est attachée. C'est sur leur gestion municipale que les maires et les équipes sortantes seront d'abord jugés.

Cela ne signifie évidemment pas qu'une consultation de cette importance n'ait pas aussi une dimension nationale. Nous l'avons quant à nous toujours pensé et il est plaisant de voir aujourd'hui la droite clamer que les élections municipales sont politiques alors qu'elle avait toujours prétendu le contraire et tout spécialement lorsqu'elle les avait perdues il y a six ans. Politiques, certes, ces élections municipales, ne serait-ce que parce que la gestion même d'une cité est forcément politique. S'il est des maires ou des candidats — maires qui se prétendent « apolitiques » — Francisque Collomb à Lyon, Dominique Baudis à Toulouse — il est facile de constater qu'ils ont totalement partie liée avec la droite.

Politiques aussi ces élections, parce que de leurs résultats globaux, du nombre de villes gagnées ou perdues par les uns ou par les autres, on tirera fatalement des conclusions sur l'état d'esprit des Français un peu moins de deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les porte-parole de l'opposition qui se livrent depuis des semaines avec l'aide d'une grande partie de la presse, y compris celle qui se prétend « de gauche », à une véritable danse du scalp en utilisant tout et n'importe quoi pour faire croire que la France sombre dans la catastrophe espèrent de ce scrutin un nouvel élan pour leurs combats futurs. Le moment est donc venu de leur dire qu'ils se trompent et qu'ils ne sont pas qualifiés compte tenu de l'état dans lequel ils ont laissé le pays, pour donner des leçons de « cohérence » et de « compétence ».

Parmi celles et ceux qui ont voté en mai et juin 1981 pour le changement il y a bien sûr des insatisfaits. Sans doute espéraient-ils que les choses iraient plus vite et plus loin. Mais toutes les enquêtes d'opinion montrent que ceux-là même n'ont aucune envie de favoriser le retour des Giscard, Chirac et Barre. La campagne d'explication de la gauche, les appels du Premier ministre et des dirigeants des partis de la majorité présidentielle auront sans doute fait réfléchir ceux qui étaient, un moment, tentés par l'abstention. Ils ne peuvent plus ignorer que s'abstenir dimanche c'est voter pour la droite. C'est, au contraire, dans la mesure où elle recueillera dès le premier tour le plus grand nombre de voix que la gauche pourra non seulement continuer à gérer les villes mais poursuivre, avec des forces nouvelles, sur la voie difficile du redressement national.

Oui, les élections municipales sont politiques. Oui, c'est une réponse politique que les Français donneront en votant massivement pour les listes de la gauche rassemblée.

DES INDICES... DE MAUVAISE FOI

Les "mauvais" indices économiques font désormais les gros titres. Qu'en était-il il y a seulement vingt mois ? Force est de constater que les mauvais indices d'un gouvernement de droite n'intéressaient personne... surtout entre les deux tours de l'élection présidentielle. Vous avez dit bizarre !

PAR GUY PERRIMOND

LA presse, la « grande », s'intéresse enfin à l'économie ! Durant de longues années, craignant sans doute de lasser un public indifférent ou peu formé, les médias hésitaient à « faire la une » avec des chiffres, des indices. Seuls quelques journaux spécialisés avaient choisi de prendre le risque.

Puis, peu à peu, ces mauvaises habitudes se sont perdues. Depuis une vingtaine de mois, avec une ardeur de néophyte parfois, nos confrères se sont intéressés aux mécanismes compliqués qui régissent l'économie française. Faut-il une preuve de cette nouvelle attirance ? Feuilleter une collection des grands quotidiens nationaux suffira.

Février 1983. A la veille d'une élection municipale, deux indices sont publiés. L'un porte sur la hausse des prix durant le mois de janvier, l'autre sur le déficit du commerce extérieur. Ces deux indices mensuels sont importants. Douze fois par an, ils viennent indiquer aux Français comment évolue l'économie. Certes, chacun comprendra que l'examen d'autres « clignotants » (chômage, franc, production, etc.) est nécessaire pour avoir une vision relativement exacte des évolutions. Mais ne faisons pas la fine bouche : deux indices ont été publiés et radio, télévision et presse écrite y sont allées de leurs commentaires. Du coup, il doit être difficile de trouver un Français ignorant ce qu'ont été les résultats du commerce extérieur et des prix pour janvier 1983.

Avril 1981. A la veille d'une élection présidentielle, deux indices sont publiés. L'un sur la hausse des prix, l'autre sur le déficit du commerce extérieur. Or, à l'époque, la presse n'avait pas osé mettre l'accent sur de tels détails ; cela devait lui paraître secondaire, banal, événementiel. « Le Monde » lui-même, cette institution, avait hésité. Le mercredi 29 avril 1981, en « manchette » le quotidien du boulevard des Italiens annonçait : « Les prix ont augmenté de 1 % en mars. » Et en dernière page, sur deux colonnes, on pouvait lire le texte de l'I.n.s.e.e., détaillant secteur par secteur l'évolution des prix ce mois-là. Pas une ligne de commentaire sur le « vrai poids des chiffres », pas une seule question sur la politique économique du président-candidat. Juste le fait. Brut. Pas même brutal.



Or, cette semaine-là, « le Monde » s'était distingué par son audace. Dans les autres quotidiens, c'est à peine si l'information était donnée. Ici en quelques lignes, soigneusement cachées — « les chiffres, ça n'intéresse personne, coco », là, avec le titre le plus neutre possible. « Le Monde », vous dis-je, avait fait un effort. Lui et lui seul consacrait autant de place ce jour-là en économie à ce + 1 % d'inflation qu'à un papier titré : « Les basses températures d'avril sont surtout préjudiciables à la vigne... »

Quant à la radio et à la télévision, n'ayant pas « consulté » les archives de ces estimables moyens de communication, je me garderai bien de porter jugement. Mais ma mémoire me dit que là aussi le silence fut roi.

Cessons de plaisanter. Il serait naïf de croire que l'intérêt soudain porté par la presse aux « indices » n'est dû qu'à une meilleure approche des réalités économiques ou de l'intérêt national. La prudence d'alors et la franchise d'aujourd'hui ont d'autres raisons. On pourra parler d'idéologie dominante, de « l'image des socialistes » pour une certaine catégorie socio-culturelle. On pourra penser qu'aux yeux de certains il était légitime de faire silence avant, et de parler fort aujourd'hui. On pourra sourire en se disant que le 1 % d'alors n'avait pas de conséquence aux yeux des commentateurs sur les élections présidentielles et que le 0,9 % d'aujourd'hui en a sur les municipales. Mais il me semble que l'essentiel est ailleurs.

Les socialistes, qui, durant de longues années, ont protesté sur les silences trop lourds et les leçons magistrales basées sur des chiffres dont la cohérence était masquée, ne pourront qu'apprécier les premiers efforts faits pour enfin faire émerger les vrais problèmes. Et ils prendront pour « péché de jeunesse » la seule fascination d'un chiffre sorti de son contexte. Car il serait étonnant qu'il y ait autre chose, confrères ? Rassurez-moi, ne me dites pas qu'avant vous aviez peur ? Ne me dites pas qu'avant vous ne souhaitiez pas mettre en difficulté le gouvernement ? Ne me dites pas qu'aujourd'hui votre « déontologie » vous pousse à faire ce qui avant le 10 mai ne relevait que de la « brève », un moyen de vendre du papier où de biaiser le débat politique ?

Non. Depuis le 10 mai, vous avez enfin compris l'importance de l'économie et des indices. A croire que François Mitterrand, Pierre Mauroy et Jacques Delors sont meilleurs professeurs que Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et René Monory ! Il serait donc souhaitable que cette « avancée » se double de quelques autres. Afin d'éviter les faux débats : il en existe de vrais.

En arrivant au pouvoir, la gauche a trouvé un pays plus exsangue qu'il



Fac-similés des numéros du « Monde » datés du 27-28 février 1983 et du 29 avril 1981. Admirez la différence de traitement et encore s'agit-il d'un journal qui annonça l'augmentation des prix de 1981. Les autres n'y faisaient même pas allusion...

n'y paraissait. Qu'il s'agisse de l'état de l'industrie, (voir page notre article sur la Cellulose de Strasbourg), des mentalités, la France était sur la pente descendante. Certes, quelques secteurs, quelques entreprises étaient en expansion. Mais, au total, les ressorts étaient cassés. Faut-il réciter la litanie : chômage, inflation, perte de compétitivité ? Au fil des années, la majeure partie des atouts français avaient été dilapidés.

La gauche a donc entrepris de redonner ses chances à la France tout en réduisant les inégalités. L'un ne va pas sans l'autre. Modifier le niveau du Smic — au fait, la dernière hausse du Smic a-t-elle fait les gros titres ? — c'est tout à la fois permettre à de très nombreux Français d'un peu mieux vivre, offrir aux producteurs une occasion de vendre plus. Pour cela de fabriquer un peu plus. Donc d'utiliser à plein leurs capacités de production ou d'en créer de nouvelles. A vrai dire, du côté des entreprises, cette opportunité a été fort peu saisie : rares étaient les patrons qui croyaient en la reprise. Du coup, les importations ont flambé.

Dans le même temps, en s'appuyant sur le nouveau secteur public la gauche a voulu redonner une chance à notre industrie. On le sait, en ce domaine, les processus sont lents. On touche là tout à la fois aux niveaux de formation, à l'argent disponible, aux choix industriels à opérer. Il fallait — il faut — en même temps réduire l'inflation. Cette dernière a, en France, des caractéristiques particulières et la cure de désintoxication sera longue.

Tout cela peut sembler banal. A condition de ne pas faire l'impasse sur l'essentiel : la logique de la gauche, comme Pierre Mauroy l'a souligné avec force dimanche au Club de la Presse, n'a rien à voir avec cette mise en œuvre par la droite. Pour cette dernière, le profit devait être maximum. Foin des inégalités, des déséquilibres, mort aux canards boiteux. La gauche, elle, propose un autre partage de la valeur ajoutée, la fin des déséquilibres régionaux. On pourrait poursuivre, faire la liste des différences. Au total, la droite, à quelques exceptions près, oubliait, lorsque l'on parlait industrie, les aspects nationaux ou sociaux. La gauche, elle, au contraire, intègre ces deux notions dans son action.

Reste, compte tenu de l'environnement international, ce qui peut faire débat. Dans l'Hexagone, on connaît les conditions de la réussite : une mutation des mentalités. Pour y parvenir il faudra tout à la fois l'expérience concrète des Français, des modifications dans le système scolaire, d'autres pratiques bancaires. Il faudra aussi que le gouvernement ne soit plus seul : par exemple, les lois Auroux une fois appliquées devraient permettre des gains de productivité certains. Là, l'économie et la politique s'imbriquent inexorablement.

Mais, compte tenu de l'état de la France, de celui de son environnement, d'autres efforts seront à faire. Et certains peuvent, effectivement, faire débat : le déficit du commerce extérieur — on retrouve un des indices de la semaine dernière — est de ceux-là !

Comment faire pour réduire ce déficit ? Vendre davantage ? Certes. Mais pour cela il faudrait non seulement améliorer la compétitivité de nos productions — en prix et en qualité — mais insuffler une âme de marchand à des industriels qui l'ont rarement. Acheter moins ? En ce domaine, l'économie libérale a une réponse classique : faire pression sur la consommation des ménages, donc réduire les revenus. On connaît le résultat. Certes, on peut espérer qu'un autre partage épargne — consommation permette de réduire les importations. Mais cela sera-t-il suffisant ?

Les indices publics la semaine dernière débouchent donc sur de vraies questions. Du côté de l'inflation, le 0,9 % indique que la « cure » se poursuit. Lentement, trop lentement peut-être. Mais la décélération, mois après mois, est réelle. Ce qui est essentiel. Car ce qu'ont oublié les commentateurs c'est la tendance dans laquelle l'indice des prix s'inscrit. Du côté du déficit extérieur, le résultat de janvier montre les efforts à faire. Et ils ne sont pas seulement gouvernementaux. Réduire les mauvais résultats aux « charges qui pèsent sur les entreprises », comme ne cesse de le répéter Yvon Gattaz, c'est oublier quelques-unes des caractéristiques essentielles de notre industrie. Quelques pourcentages pour fixer les esprits.

Entre 1970 et 1980 — la gauche n'était pas au pouvoir et la grande presse ne s'intéressait pas aux indices — l'évolution du taux de pénétration étrangère du marché industriel français prouve nos faiblesses structurelles. A l'exception du sucre et des minerais divers, sur 53 secteurs examinés, la tendance profonde — qui pèse bien plus lourd que les détails de la conjoncture — montre une dégradation. André Garcia dans sa « Géographie des échanges internationaux » (Ed. Litec) indique que « le modèle français des échanges de marchandises est tendanciellement déficitaire, car il combine un écart accru entre la valeur des produits importés et exportés avec un accroissement de la part des pays avec lesquels les échanges sont déficitaires ». Et durant la décennie soixante-dix, la pénétration étrangère a fait un bond significatif : dans 4 secteurs — sur 53 — de plus de 30 %, dans 11 de plus de 20 %, dans 15 de plus de 10 %. Dans 2 seulement, on l'a vu, la situation s'est améliorée. C'est dire si la volonté de reconquérir la maîtrise de nos échanges correspond à un besoin profond. A moins de vouloir transformer la France en pays en voie de sous-développement.

Dès lors, la responsabilité du sursaut est multiple. Il y a, bien sûr, le Pouvoir, ses décisions, le lien établi entre économie et politique. Il y a les « industriels », et il ne s'agit pas là du seul patronat. Puis les consommateurs qui, en ce domaine, ont leur mot à dire.

La presse, on l'a vu, s'est intéressée aux indices publiés la semaine dernière. Il serait souhaitable de ce côté-là qu'un effort supplémentaire soit entrepris : au-delà des faits « bruts », journalistes et commentateurs pourraient peut-être s'intéresser aux tendances, aux buts. Quitte à ne pas être d'accord avec. Depuis vingt mois, l'effort fait en ce qui concerne l'information économique est visible. Peut-on espérer que dans vingt mois, vers la fin de 1984, les médias en seront venus, enfin, à poser les vrais problèmes. Ou à dire, franchement, pour qui « ils roulent » ! ●

SPECIAL MUNICIPALES

BORDEAUX : AVEC CATHERINE LALUMIERE LE COURANT PASSE

Contrairement au vin, le vieux Bordeaux vieillit mal, car Chaban-Delmas l'a bien anesthésié depuis trente-cinq ans. C'est pourquoi Catherine Lalumière dynamique et efficace a entrepris "d'aller au charbon"

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(De notre envoyé spécial)

« IL faut que Chaban le sache. Chaque fois qu'il formulera des attaques de ce genre à mon égard, la réaction sera immédiate. » Ferme et déterminée, Catherine Lalumière ne mène pas une campagne de pure forme à Bordeaux. Elégant et courtois Chaban ? En apparence. Mais en réalité il se révèle plutôt mesquin, alimentant des rumeurs du genre : « Une femme est-elle bien capable de diriger une ville comme Bordeaux ? » Plutôt machiste comme argument. Plus officiellement, il fait le coup du mépris. Il trouve Catherine Lalumière « charmante, de bonne compagnie, intelligente » mais se refuse à débattre avec elle « de peur de la ridiculiser et d'éclater de rire devant sa méconnaissance des dossiers ». Tout cela ne vole pas très haut.

C'est pourquoi, à l'occasion d'un meeting au cours duquel Lionel Jospin était venu lui apporter son soutien, Catherine Lalumière a haussé le ton.

Car Chaban n'a pas de quoi pavoiser. Même si, tout récemment, il se livrait à des déclarations surprenantes sur le rôle de « recours » qu'il pourrait éventuellement incarner si le pays avait besoin de lui (non merci ça va très bien comme ça), Chaban, politiquement, est un homme seul. Sur le plan local, il s'appuie sur le R.p.r., mais au niveau national il demeure toujours en marge du parti de Chirac. D'ailleurs, il était absent au « congrès » de la porte de Versailles en janvier dernier.

(suite en page 4)

Le challenger de Chaban devant la mairie de Bordeaux.



Sygma

(suite de la page 3)

Lui, qui, au zénith de sa vie politique, se prévalait de ses entrées dans les hautes sphères du pays pour défendre sa ville, n'est plus en position de force. Franchement entre Chaban et le ministre de la Consommation, qui est le mieux placé pour plaider la cause de Bordeaux ?

Enfin au terme de trente-cinq ans de règne municipal, le bilan de Chaban n'est pas aussi honorable qu'il veut bien le dire. Oh, bien sûr, « des choses ont été faites », reconnaissent ses adversaires. Il faut dire que depuis 1947 il a eu le temps. Et encore ! « Aujourd'hui, Chaban essaie d'expliquer qu'il réalisera lors de son prochain mandat les engagements qu'il n'a pas tenus au cours de celui-ci », ironise-t-on du côté de Catherine Lalumière.

Que propose Chaban ? La poursuite du Chabanisme, cette gestion de droite habilement masquée par des opérations de prestige, un œcuménisme de façade et un paternalisme enjôleur.

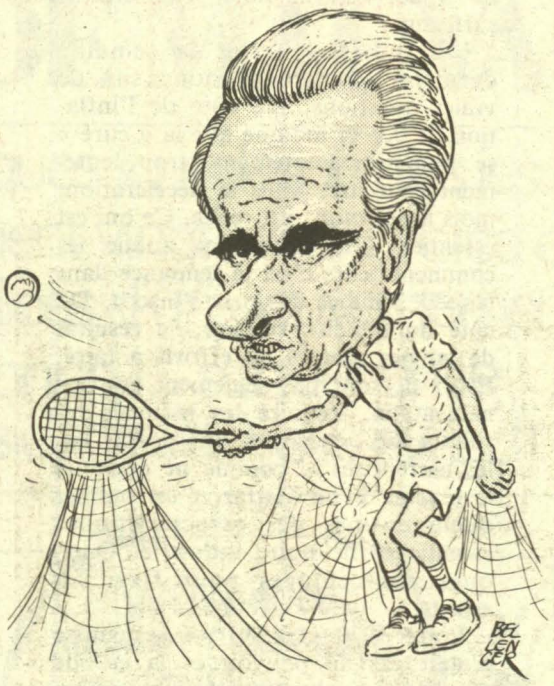
Une ville qui se vide

Contrairement à son adversaire, Catherine Lalumière se bat sur les vrais problèmes. « Bordeaux souffre d'une véritable hémorragie puisqu'elle a perdu un quart de sa population en 20 ans, ce qui a de grosses conséquences économiques. En outre, 25 % des habitants ont plus de 65 ans. Une tendance qui accentue la dévitalisation de la ville. Et Chaban depuis 35 ans a accentué ce phénomène. Il n'a pas construit de logements bon marché, si bien que les jeunes ménages sont contraints d'aller s'installer en banlieue. A Bordeaux, il y a 15 000 logements neufs mais qui sont vides car trop chers. »

Le dépeuplement des grandes villes et notamment du centre n'est pas propre à Bordeaux, mais Chaban a favorisé ce mouvement, car il y trouvait un avantage politique. Qui a fait les frais des opérations d'urbanisme et de logement du maire de Bordeaux ? Les gens de condition modeste réputés pour « mal voter ».

Dans les années soixante-dix, en plein centre, le quartier de Meriadeck a connu un sérieux coup de balai. Certes, ses habitations insalubres abritaient une importante prostitution mais il regroupait également tout un monde de petits artisans et commerçants qui conféraient au quartier son animation. Lors de la réhabilitation, ils ont été expulsés et Meriadeck est devenu un centre administratif et commercial bétonné, austère et sans vie profonde.

Dans les années soixante-quinze, « le vieux Bordeaux » a été victime lui aussi des mêmes bouleversements.



Chaban-Delmas, vu par Bellenger.



Sygma

Catherine Lalumière en campagne.

Dans le quartier Saint-Pierre, 60 personnes parmi les milieux les plus défavorisés ont été obligés de vider les lieux. L'opération était destinée à réhabiliter les habitations datant pour certaines des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles et à restaurer le pâté d'immeubles. Les appartements ont été aménagés avec un meilleur confort. Cette rénovation a suscité dans ce quartier et tout autour un attrait pour les investisseurs immobiliers qui se sont lancés dans une réhabilitation incontrôlée. Conséquence inévitable : les loyers ont considérablement grimpé. La population d'origine, âgée et aux faibles revenus, a été contrainte d'abandonner un quartier auquel elle était attachée. Elle a été remplacée par des classes moyennes plutôt aisées. « Sous couvert d'un souci esthétique, on a organisé le reflux de gens de milieux défavorisés. » « On aurait pu faire une opération sociale », déplorent les socialistes bordelais.

Meriadeck, Saint-Pierre, deux exemples d'une politique qui ne laisse rien au hasard. « Il y a une logique dans l'action de Chaban dans ce domaine. En 1965, il rattache la banlieue de Cauderan à Bordeaux. Il laisse s'y développer la promotion immobilière de manière tout à faift anarchique au profit d'une clientèle aisée, constate Catherine Lalumière. Parallèlement, aucun travail n'est accompli dans les quartiers populaires de Claveau ou de la Bastide qui périclitent totalement. En réalité, Chaban fait porter tous ses efforts sur le centre. Il pratique la politique de la ''vitrine''. Dans le reste de la ville, on peut trouver des rues mal entretenues, des quartiers sous-équipés qui se sont dévitalisés. »

Depuis le temps que Chaban a fait main basse sur la ville, les pratiques, enfermées dans la routine, n'ont guère évolué. Dans un domaine qui ne fait guère figure de priorité (l'action sociale), puisque les subventions de la ville au bureau d'aide sociale ne représentent qu'un millième du budget de Bordeaux, on en est encore à des conceptions rétrogrades. « Chaban a une idée très vétuste de l'action

Les paradoxes de la Communauté urbaine de Bordeaux

Si la C.u.b. retombe à droite ce ne sera pas la sanction d'une gestion socialiste plus que positive mais le résultat de circonstances politiciennes locales

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

LA Communauté urbaine de Bordeaux (C.u.b.) basculera-t-elle à droite à l'issue des élections municipales ? C'est la principale question que l'on se pose dans les états-majors politiques bordelais. L'enjeu est de taille. Avec ses 200 milliards de centimes de budget, soit cinq fois plus que le budget régional, des compétences s'étendant sur 27 communes regroupant 600 000 habitants, le C.u.b. est une énorme machine.

Son histoire a connu un tournant décisif en 1977. A l'issue des élections municipales, 19 villes étaient revenues à la gauche. Un résultat qui renversait totalement les rapports de forces au sein du conseil de la Communauté, jusque-là dominé par la droite. Battu, Chaban fit voter par le Parlement une loi de circonstance (loi Foyer) qui lui donnait la possibilité de retirer Bordeaux de la C.u.b. Une telle perspective signifiait l'éclatement de la Communauté et l'asphyxie des petites villes qui auraient été obligées de rembourser les dettes contractées par l'établissement, sans en avoir les moyens.

De négociations en discussions, on en arriva à une répartition égalitaire de 35 sièges de conseillers communautaires pour la droite et de 35 pour la gauche. Seul le poste de président, revenu au socialiste Michel Sainte-Marie avec voix prépondérante, pouvait faire pencher la balance. Un avantage très mince pour la gauche. A tel point que si, au cours des prochaines élections municipales, elle perd une seule commune, elle redevient minoritaire à la C.u.b. !

Or, précisément trois banlieues gérées actuellement par la majorité connaissent une situation délicate.

Au Bouscat (21 000 habitants), le maire Pierre Lalumière affronte une opposition divisée. Face à lui se dressent deux listes : l'une conduite par le R.p.r. Valleix qui a reçu l'investiture de toutes les formations d'opposition ; l'autre menée par Vibert, conseiller général, exclu du R.p.r. à la suite d'un conflit avec... Valleix. Mais pour la gauche, les inquitudes proviennent surtout de la victoire de Vibert sur Lalumière aux dernières cantonales. Ce succès sera-t-il confirmé dans quelques jours ? « La gauche n'était pas prête l'an dernier, explique Lalumière. Notre électorat était démobilisé. Cela ne se reproduira pas pour ces municipales. » Certes, il compte tirer profit des dures rivalités de ses deux adversaires mais il met également en avant son bilan de gestion municipale : « Notre commune avait accumulé beaucoup de retard : il n'y avait pas de bureau d'aide sociale, aucune action n'était engagée en faveur du troisième âge, par exemple. Nous avons remédié à ces carences. En six ans, nous avons fait les urgences. Le programme de 1977 a été entièrement réalisé et nous avons même été au-delà, en créant un centre aéré pour la petite enfance et une salle des sports. » Une action qui plaide en faveur d'une reconduction de la gauche à la mairie du Bouscat.

A Talence (40 000 habitants), le maire Henri Deschamps, socialiste depuis une bonne cinquantaine d'années, qui avait été un des premiers, dès 1965, à réaliser l'union de la gauche au niveau municipal, quitte avec fracas le P.s. à la fin de l'année dernière. Il se rapproche de Chaban et n'hésite pas à s'allier avec certains de ses anciens adversaires de droite pour monter une liste qui s'opposera à celle d'union de la gauche conduite par un de ses adjoints, le socialiste Bernard Saraben. De leur côté, le R.p.r. et l'U.d.f. présenteront une troisième liste. Certes, Catherine Lalumière, député de la circonscription, a apporté son soutien sans réserve à Bernard Saraben. Mais un certain nombre de vieux Talençais suivront inévitablement Deschamps. Reste à savoir dans quelle proportion la gauche en pâtira.

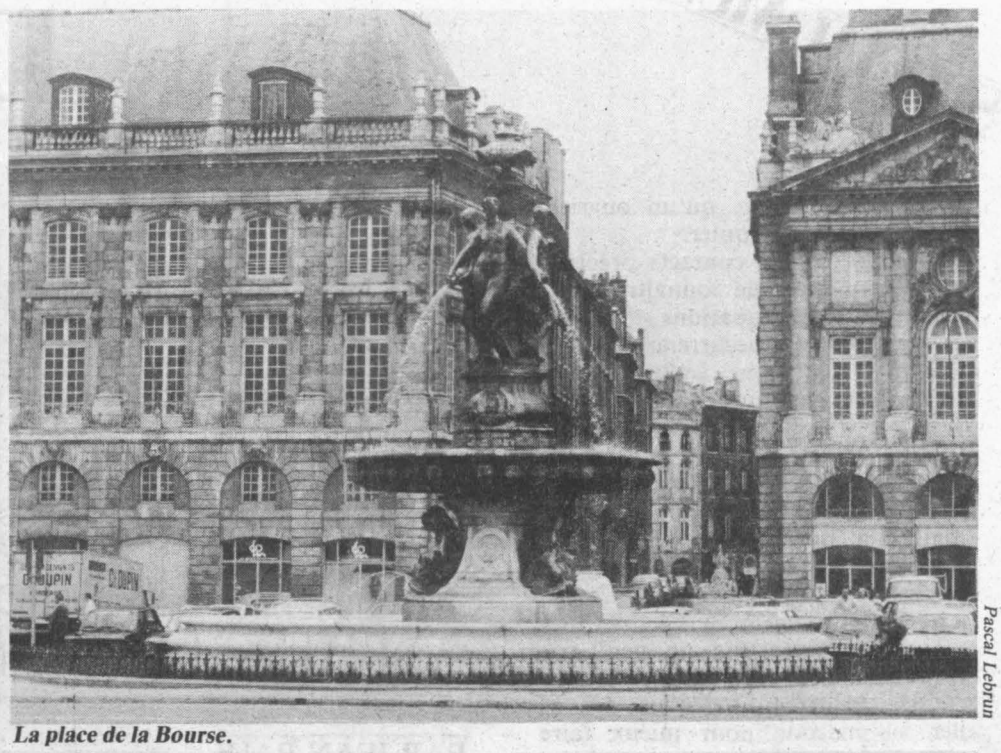
Plus difficle encore la situation à Pessac (60 000 habitants). Des dissensions parmi les socialistes ont entraîné une paralysie du conseil municipal. Au maire sortant André Pujol a été préféré Yvon Hadjaje comme tête de liste de l'union de la gauche. Il affrontera l'ineffable Dalbos débarqué de la mairie en 1977, mais qui a conquis un siège de conseiller général aux dernières cantonales, au détriment de Pujol. Une liste d'extrême gauche utilisera cette élection comme tribune. Les efforts et le dynamisme d'Hadjaje suffiront-ils pour lui permettre de reprendre les affaires en main ? Si au Bouscat et à Talence, la gauche peut espérer rester maîtresse chez elle, à Pessac, un redressement de la situation paraît plus difficile.

Dans ce contexte incertain et avec l'équilibre fragile de la Communauté urbaine, Chaban se frotte les mains, se faisant à l'idée, prématurée pour l'instant, de retrouver son fauteuil de président de la C.u.b. On n'en est pas encore là.

Néanmoins, après avoir passé six ans à la tête de la C.u.b., le président

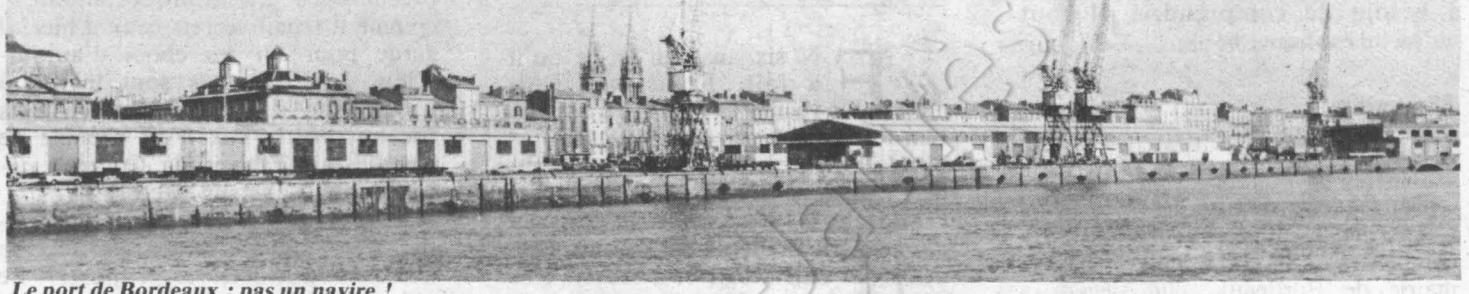


Le quartier de Meriadeck.



La place de la Bourse.

Pascal Lebrun



Le port de Bordeaux : pas un navire !

sociale. Il pratique surtout l'assistance avec des méthodes très paternaliste. L'adjoint au maire chargé de ces questions-là en fait une affaire personnelle. C'est la formule des œuvres sociales. »

La politique de Chaban, c'est aussi le prestige. En culture notamment. « Le maire de Bordeaux réalise de grosses opérations mais délaisse totalement l'animation et l'action en profondeur dans les quartiers », constate Philippe Rouyer, colistier de Catherine Lalumière. Quelle frange de la population profite de la part importante du budget communal consacrée à la culture ? « Beaucoup d'opérations financées par la ville concernent finalement un petit nombre des Bordelais ; il faut élargir le nombre des bénéficiaires. Symga est un bon festival mais ''le Mai musical'' se révèle beaucoup plus discutable », affirme Catherine Lalumière.

Enfin, le chabanisme, c'est aussi une conception de la démocratie... bien personnelle. Les décisions sont prises par le maire et deux ou trois adjoints. Tout aussi surprenant encore : à quinze jours des élections, les conseillers municipaux sortants ne savaient pas s'ils seraient reconduits sur la liste. Quant à la concertation avec les associations, elle est quasi inexistante.

Déjà candidate en 1977 sous la direction de Roland Dumas, Catherine Lalumière est bien placée pour observer l'évolution de Bordeaux : « En six ans, la situation de la ville s'est dégradée. Chaban ne propose plus rien. C'est l'essoufflement. »

Urbanisme, logement, démocratie locale, action sociale, autant de domaines où la gestion socialiste a déjà fait ses preuves dans de grandes villes. C'est pourquoi Catherine Lalumière entend la mettre en pratique également à Bordeaux. Pour cela, elle s'appuie sur une liste d'union de la gauche constituée sans problème.

Campagne concrète

Malgré ses responsabilités gouvernementales, Catherine Lalumière mène une campagne concrète sur le terrain cinq jours par semaine. Dans le centre commercial de Meriadeck, dans les magasins de Saint-Augustin ou à la cité lumineuse, elle aborde les gens avec son charme naturel. Et le courant passe. Son poste de ministre de la Consommation, en la plongeant directement dans les problèmes économiques que peuvent rencontrer les différentes catégories sociales, constitue un atout précieux dans ses discussions avec la population. « Dans le cadre de mes fonctions gouvernementales, je suis de très près tout le circuit économique de la production jusqu'à la distribution. D'autre part, mes nombreuses tournées en France à l'occasion du contrôle des prix m'ont familiarisée avec les problèmes des commerçants. » Résultat : elle est aussi à l'aise pour discuter avec

(suite en page 6)



Michel Sainte-Marie inaugurant le transport en commun à la demande.

Michel Sainte-Marie tire un bilan plutôt positif. Malgré les résistances chabanistes à l'intérieur comme à l'extérieur de la C.u.b., il est parvenu à renouveler les méthodes de travail et à imposer des priorités chères à la gauche. « Oui, il y a eu une gestion socialiste de la Communauté urbaine, s'empresse-t-il de souligner. D'abord Chaban gérait l'établissement de manière technocratique, le poids des élus était nul. Dans la plus pure tradition socialiste, nous avons redonné le pouvoir aux élus, ce qui pour nous est un principe de base avec celui de la décentralisation. » Des méthodes radicalement nouvelles lorsqu'on sait que Chaban qui n'avait pas de bureau à la C.u.b. dirigeait tout depuis la mairie de Bordeaux et ne mettait les pieds dans l'établissement que pour les réunions du conseil. Sous la direction de Michel Sainte-Marie, la communauté urbaine a défini de nouvelles priorités. La plus urgente était l'assainissement. L'agglomération bordelaise, située sur des terres inondables, est traversée par 150 ruisseaux qui se jettent dans la Garonne. « Jusqu'en 1977, jamais le problème de l'assainissement n'avait été pris à bras-le-corps, explique Michel Sainte-Marie. En 1980, le plan quinquennal a impliqué un effort important puisqu'un tiers du budget de la C.u.b. était consacré à l'assainissement, un secteur qui avait accumulé un retard considérable. Cet été, 1 500 logements ont été envahis par les eaux. Il y aurait pu y avoir des victimes. Il est inadmissible que Chaban qui règne sur Bordeaux depuis 1947 et qui a été président de la C.u.b. n'ait rien fait. »

En matière de transports en commun, c'est une politique sociale qui a été adoptée. « Un système a été mis en place pour les handicapés qui peuvent appeler un central pour obtenir un minibus. La gratuité a été attribuée aux anciens combattants et aux jeunes chômeurs. Une tarification unique a été instaurée en remplacement des trois zones plus chères qui touchaient essentiellement les populations périphériques, c'est-à-dire les plus modestes. Enfin, Bordeaux est la ville d'Europe qui compte le plus grand nombre de bus articulés. Malgré tous ces efforts, le réseau arrive à saturation et nous étudions la possibilité de mettre en service un tramway aérien », annonce Michel Sainte-Marie.

Les préoccupations de la population ont été prises en compte dans le domaine du cadre de vie. La pénétrante Sud-Ouest (Gradignan — Pessac-centre — Bordeaux) qui devait détruire des centaines de maisons a été supprimée en accord avec le ministère des Transports. D'une manière plus générale, les grands projets autoroutiers ont été revus en baisse.

D'autre part, deux usines d'incinération d'ordures ménagères devraient être implantées à Cenon d'ici à deux ans et à Mérignac dans huit ans.

Autre domaine capital où la C.u.b. est intervenue avec efficacité : l'action économique en faveur de l'emploi. La Communauté urbaine a participé au redémarrage des entreprises Saint-Joseph (60 ouvrières), Miroir-Brauthite (124 travailleurs) et Thierry-Sivern (136 personnes).

A travers toutes ces priorités et ces actions ressortent les préoccupations sociales qui ont toujours animé la gauche et les socialistes.

Dernière satisfaction de Michel Sainte-Marie, l'unanimité réalisée autour du budget : « Sous le règne de Chaban, les communistes s'opposaient au budget. Ensuite, ils se sont abstenus. Enfin, il y a quelques jours ils ont approuvé le budget que je soumettais. »

Preuve que, après la tempête de la crise politique de 1977, le président de la C.u.b. a su mener le navire à bon port.

Quelle suite sera donnée à cette gestion ? Compte tenu du contexte politique local, il serait hasardeux de répondre. Mais tirant les enseignements de six ans de présidence, Michel Sainte-Marie tient à souligner deux éléments : « D'abord en abrogeant, après le 10 mai, la loi Foyer et en la remplaçant par celle du 31 décembre 1982 relative à l'organisation adminsitrative des grandes villes et des communautés urbaines, la gauche a montré qu'elle ne faisait pas des lois de circonstance mais des lois démocratiques. Ensuite, malgré le bilan positif de notre action depuis 1977, il est possible que la C.u.b. retombe à droite. Ce ne sera pas la sanction de l'échec d'une gestion socialiste, mais le fruit de circonstances politiques extérieures à la Communauté urbaine. » Un paradoxe qui a au moins le mérite d'établir clairement les responsabilités.

LYON: ET SI ON CHANGEAIT DE COLLOMB ?

En somme le Francisque Collomb ça se présente comme le saucisson brioché: on met de la pâte autour du saucisson avant de le faire cuire, mais même enrobé, ça reste du saucisson. Eh bien la droite même camouflée ça reste la droite

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

«EN six ans, qu'est-ce qu'il a fait, Francisque Collomb ? Pratiquement rien ! » Quand on essaie de faire le bilan de la gestion du maire sortant de Lyon, c'est vrai, on ne trouve pas grand-chose à se mettre sous la plume. Son prédécesseur, Louis Pradel, avait bâti à tort et à travers ; ce qui lui avait valu le sobriquet de « Zizi Béton ». On pourrait à la rigueur appeler Francisque Collomb « Coco Barbouilleur » : il a fait repeindre les quais du Rhône et les quais de Saône de couleurs florentines, entre ocre et framboise. La frime, quoi ! Et tant pis si, à l'intérieur, les immeubles sont restés plus ou moins lépreux, plus ou moins salubres...

« Faut être honnête. Il y a quand même une autre réalisation à mettre au crédit de Francisque Collomb : la disparition du brouillard entre Rhône et Saône ! » Bon mot, évidemment : l'évanouissement des brumes lyonnaises est dû à l'assainissement des étangs des Dombes, pas à l'action politique de Collomb. A soixante-douze ans, le maire « le mieux peigné de France » (on a les titres de gloire qu'on peut !) serait bien en peine de s'attribuer la paternité de quoi que soit : il n'a jamais eu de programme politique ; donc, on ne peut pas lui reprocher de n'avoir pas tenu ses promesses ! Et, « modestement », comme il tenait secrets ceux d'hier, il garde pour lui ses choix d'aujourd'hui. Les Lyonnais sont invités à voter pour « Lyon d'abord » mais pas un d'entre eux n'est capable de dire ce que Francisque Collomb cache derrière ce slogan électoral.

Ce n'est pas là goût de la cachotterie. C'est plus grave : Francisque Collomb n'a rien à proposer. Le vide ! Effrayant. Incroyable mais lyonnais : ce notable propret est incapable de placer un mot devant l'autre quand il n'a pas un papier sous le nez. Au point que certains l'ont surnommé « le muet de la presqu'île ». Muet mais pas sphinx : inapte à résoudre la moindre énigme. Et, quand il sort de son silence, la gaffe n'est pas loin : ici, il inaugure une rue piétonne en parlant du Crédit Agricole ; là, il assène à un quarteron de charcutiers une allocation initialement prévue à l'intention d'une assemblée d'avocats. Marionnette au pays de Guignol ? Dans les coulisses, d'autres tirent les ficelles : Charles Béraudier, vieil ami de Jacques Soustelle ; Me Joannès Ambre, avocat de quelques personnages du « milieu » ; Ivan Chiaverini, tête pensante lyonnaise de la « nouvelle droite », etc. Du beau linge ! Du joli monde se prétendant « apolitique »...

Apolitisme ? Ça n'a pas empêché Francisque Collomb d'appeler à voter Giscard en 1981. Ça ne l'empêche pas de revendiquer le soutien de Barre dans la campagne en cours. Ça ne l'empêche pas d'affirmer : « Nous sommes clairement dans l'opposition nationale. » Ni d'ajouter : « Le P.r., le C.d.s., les radicaux, le C.n.i.p. sont avec nous. Ce n'est pas notre faute si le R.p.r. n'a pas voulu y être. » En somme, le Francisque Collomb, ça se présente comme le saucisson brioché : on met de la pâte autour du saucisson avant de le faire cuire, mais, même enrobé, ça reste bien du saucisson ; de même, on met de l'apolitisme autour du Francisque Collomb avant de le servir aux électeurs, mais même camouflé, ça reste bien de la droite ! Ah ! les charmes insidieux de la cuisine lyonnaise...

Il n'est pourtant pas sûr que cette tambouille électorale ait encore de belles années devant elle... Parce que figurez-vous qu'il existe aussi à Lyon une droite pure, dure, et fière de l'être, qui a bien envie de chasser les vieux crocodiles du marigot. C'est du moins ce qu'essaie de faire croire un jeune ambitieux du R.p.r. : Michel Noir, trente-neuf ans. Il a tout simplement décidé de « dégommer » Francisque Collomb. Avec le même programme politique que son « père-ennemi » : rien de précis, presque rien du tout. Ce qui expli-

(suite de la page 5)

une mère de famille qu'un ouvrier, un cadre ou un boutiquier.

Au cours de ces contacts précieux qui lui permettent de connaître directement les préoccupations majeures des gens — en l'occurrence le chômage —, Catherine Lalumière en profite pour expliquer l'action entreprise par la gauche au pouvoir : « Cette campagne est également pour moi l'occasion d'expliquer la politique gouvernementale. Ma candidature à Bordeaux revêt un sens particulier. Il était important pour les socialistes qu'une candidature significative soit opposée à Chaban. La majorité présidentielle ne peut pas être absente d'un combat comme celui-ci. Je crois que nous devons aller au charbon pour mieux faire connaître la politique que nous menons et pour convaincre. Le pays a besoin de comprendre. Il faut qu'on lui explique. »

Un peu l'édredon

Dans quelle mesure les efforts de Catherine Lalumière seront-ils récompensés ? Si elle n'enlève pas la mairie de Bordeaux, elle siégera à coup sûr au conseil municipal. Plus la gauche y sera implantée dès le mois de mars, mieux elle pourra préparer l'après-Chaban car le ministre de la Consommation s'est fixé un objectif bien précis : elle ne pénétrera pas au conseil pour faire de la figuration. La vie municipale ne devrait pas manquer de saveur dans quelques semaines à Bordeaux...

A l'exception d'une ou deux escarmouches, l'affrontement Chaban-Lalumière s'est déroulé dans un climat relativement serein, impropre à faire sortir la population de sa réverse et de sa placidité : « Bordeaux, c'est un peu l'édredon, reconnaissent les socialistes locaux. Il est très difficile d'accrocher, de savoir. » Quant à la constitution d'une troisième liste de vague coloration centriste sous la houlette de l'éternel Adrien Junca, elle n'est pas de nature à susciter une réaction quelconque ; elle relève désormais de la tradition. Même la candidature farfelue de Jean-Pierre Roche « l'aristocrate libertaire », qui s'est rendu devant l'A.n.p.e. pour planter un bouleau, n'a pas réussi à dérider Bordeaux plus que jamais fidèle à sa réputation de ville secrète, dépourvue de spontanéité... et sans doute anesthésiée par trente-cinq ans de chabanisme. ●

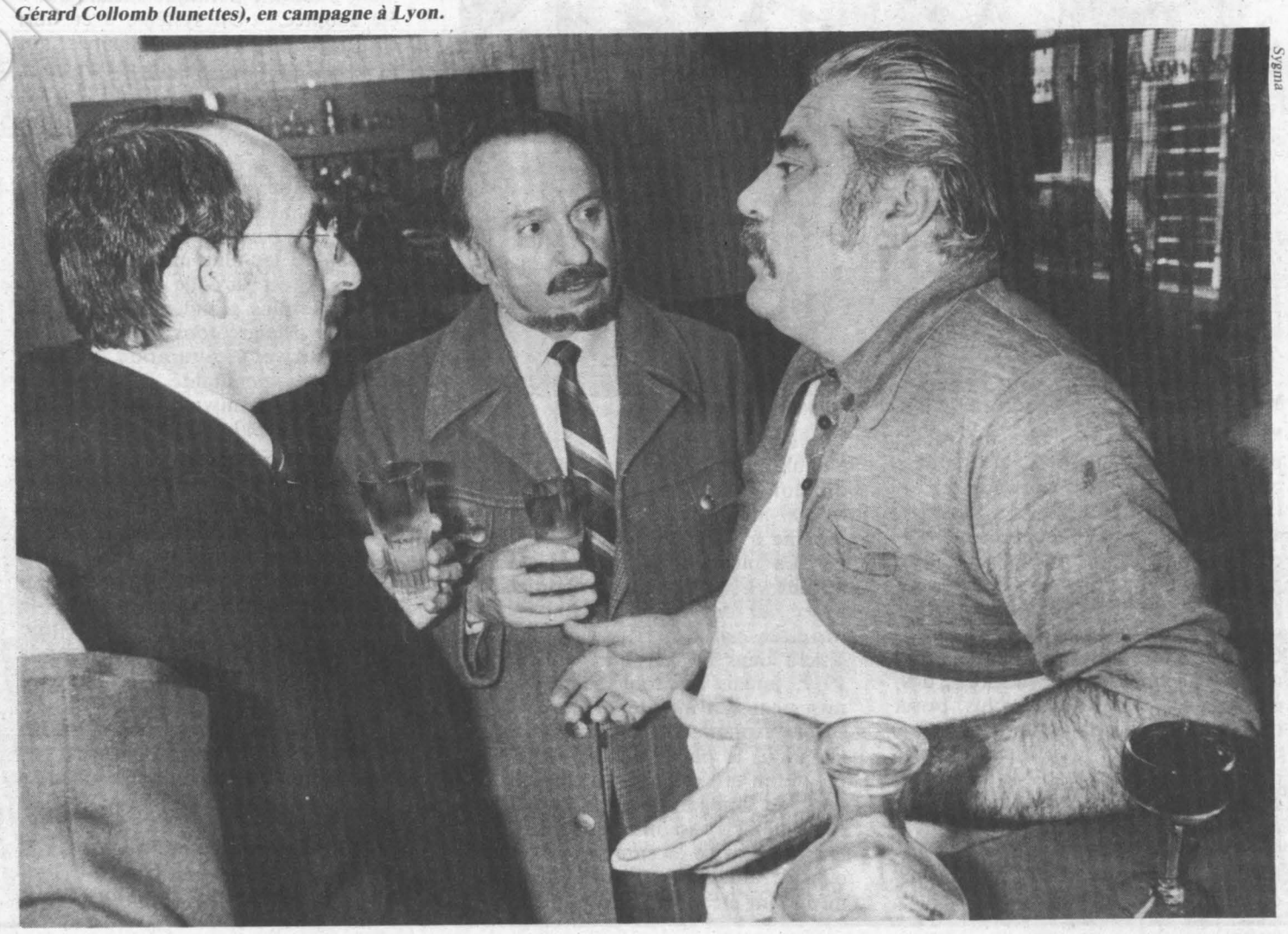
MUNICIPALES 1977
Gauche (Dumas) 34,9 %
Chaban 52,9 %
Extrême Gauche 4,4 %
Centre (Junca) 7,8 %

LEGISLATIVES 1978
P.s. 26,6 %
P.c. 14,3 %
Extrême Gauche 2,2 %
Ecologiste 3,7 %
Droite 53,2 %

PRESIDENTIELLE 2e tour :
Mitterrand 51,2 %
Giscard 48,8 %

LEGISLATIVES 1981
P.s. 38,6 %
P.c. 9,8 %
Extrême Gauche 1,3 %
Div. gauche 0,6 %
Ecolo. 0,7 %
Soit au total 51 %
R.p.r. 41,2 %
U.d.f. 7,1 %
Ext. droite 0,7 %
Soit au total 49 %

Gérard Collomb (lunettes), en campagne à Lyon.



Sygma

Gamma



Francisque Collomb, le maire le « mieux peigné » de France.

que sans doute la hauteur des arguments employés par l'un et par l'autre. Quel ravissant spectacle : les droites s'entre-dévorant sans honte ni pudeur ! A coup de fausses révélations ou de bruits invérifiables. A coup de parlotes dans les salons de la bourgeoisie locale. A coup de vacheries balancées « en privé » mais destinées à être racontées « en public ».

Ça vole bas ! Michel Noir « allume » Francisque Collomb : « J'ai trente-neuf ans, il en a soixante-douze. C'est un homme incapable de s'imposer à un entourage qui le manipule pour la défense d'intérêts personnels. » Francisque Collomb « gifle » en retour Michel Noir :

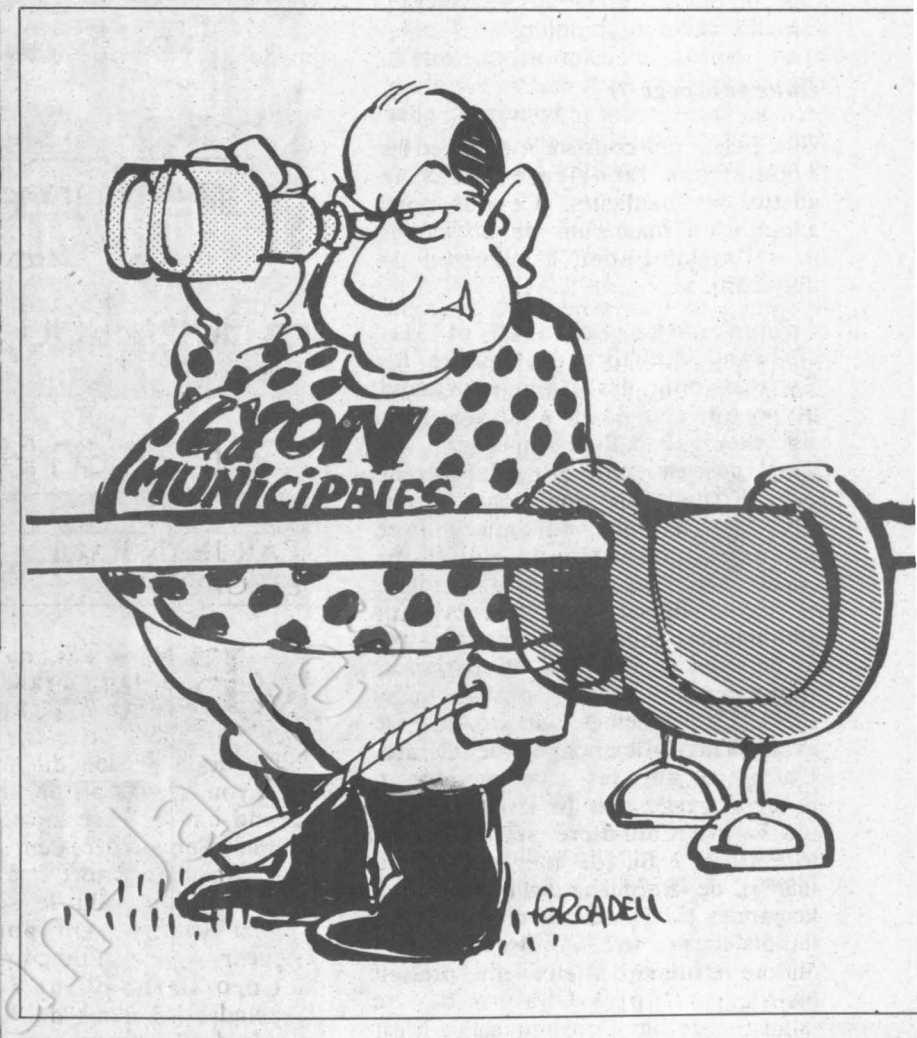
Paris : les fichiers détournés

Le chiraquien Jacques Marette ne s'embarrasse pas de principes. Candidat dans le XV^e^ arrondissement de Paris, il utilise sans vergogne le fichier de l'Office H.l.m. de la ville pour adresser son courrier électoral. Bien sûr, sa missive personnalisée est annonciatrice de bonnes nouvelles. Ainsi, elle avise les locataires de la cité Plaine de Vaugirard qu'un prochain ravalement des halles va être entrepris. Une décision d'autant plus surprenante que la cité n'est construite que depuis six ans et que, en dépit des plaintes de nombreux locataires au sujet de la mauvaise étanchéité des terrasses provoquant des dégâts importants dans les appartements, l'Office est resté sourd aux réclamations et n'a toujours pas décidé d'engager les réparations.

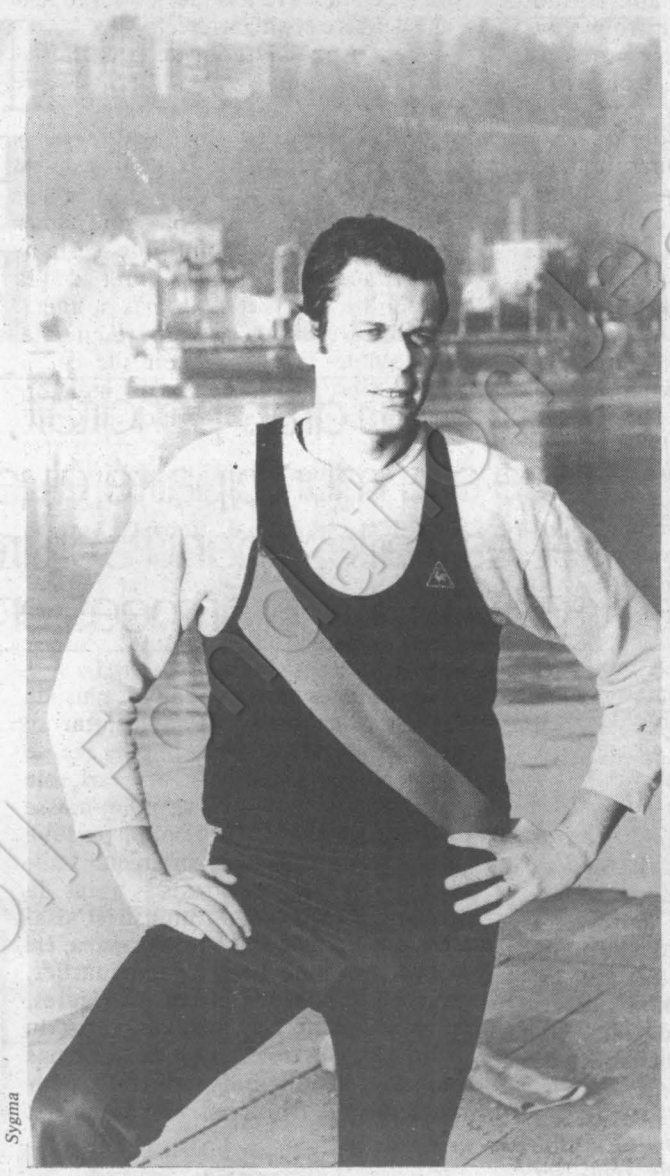
Face à ce détournement et à cette utilisation abusive du fichier de l'Office public, la réaction des locataires s'est manifestée sans tarder. La Ligue des droits de l'homme a été informée de l'affaire et la Commission informatique et libertés a été saisie, afin qu'elle engage une procédure judiciaire visant à faire respecter la loi du 6/1/1978 qui protège les citoyens contre l'emploi abusif des fichiers automatiques.

Le R.p.r. ne recule pas devant les méthodes les plus basses pour essayer de gagner des voix. Dangereuse conception de la démocratie qui consiste à prendre des libertés... avec les libertés.

J.-P.B.



Raymond Barre, vu par Forcadell.



Sygma

Michel Noir, posant devant le Rhône.

« Ce monsieur, qu'a-t-il fait en six ans au conseil municipal pour tant nous critiquer aujourd'hui ? La liste de ses interventions tient sur les procès-verbaux en une seule page. » Coup bas, coup fatal, qui éclaire tout, porté par le « vieux » contre le « jeune » : « Michel Noir, dès le début, avait son idée en tête. Il avait déjà retenu ses panneaux d'affichage. Il voulait de toute façon prendre la mairie. Mon devoir était de l'en empêcher. » Son devoir ou son intérêt ?

« T'es trop vieux ; T'es trop jeune ! »

Ce qui est effarant, c'est le mépris de ces gens-là pour les électeurs, pour les Lyonnais. De quoi parlent-ils sur la place publique ? D'améliorer la vie de la cité ? — Absolument pas ! De faire progresser la démocratie ? — Sûrement pas ! De tenir compte des souhaits de la population ? — Ils n'en ont rien à fiche ! Non, ce qui les intéresse, c'est de ferrailler sur leurs « mérites » réciproques : « T'es trop vieux, t'es trop jeune, tu m'as trompé, je t'aurai, etc. » Si vous trouvez plus minable, plus mesquin, écrivez-nous !

A court terme, Francisque Collomb et Michel Noir se croient les gagnants de la farce électorale qu'ils proposent aux Lyonnais : ils occupent la scène, ils sont persuadés que personne ne leur ravira la vedette. A long terme, ce spectacle d'un goût douteux a toutes les chances de finir par lasser : un jour, les Lyonnais en auront marre de ces « cabots » sans foi ni projet, de ces ambitieux habités par le seul goût du pouvoir. Un jour... C'est dans cette perspective, c'est pour cette échéance que travaille le socialiste Gérard Collomb, à la tête d'une liste d'union de la gauche. Pour le jour où les Lyonnais auront envie de « changer de Collomb ». Parce que Gérard Collomb, lui, contrairement à Francisque, n'essaie pas de fuir les problèmes.

Malaise à droite

N'ayant rien à perdre, Gérard Collomb s'est lancé à fond dans la bataille. Malgré le handicap politique : une presse locale, « le Progrès » compris, complètement acquise à la droite et à ses faux règlements de comptes. Malgré le handicap financier : Michel Noir a dépensé entre huit et neuf millions de francs pour sa campagne. Gérard Collomb a décidé d'appeler un chat un chat, de nommer les difficultés, les problèmes à résoudre. Chaque semaine, il a bagarré sur un thème différent. Incontestablement, il a déjà marqué des points. Opposé plusieurs fois, sur différentes radios, à ses adversaires, il les a laissés sans voix, à court d'arguments : la droite ne connaît pas les dossiers lyonnais !

De simples chiffres : en six ans, Lyon a perdu cinq mille emplois dans l'industrie ; depuis deux ans, Lyon est en régression dans le secteur tertiaire ; entre deux recensements, Lyon a perdu 10 % de sa population ; en vingt ans, Lyon s'est dépeuplée de soixante-quinze mille personnes ; à Lyon, aujourd'hui, les retraités représentent 35 % des habitants, près de la moitié des électeurs ; sur les deux dernières années, Lyon n'a construit que sept cents logements sociaux, alors que, dans le même temps, Villeurbanne (trois fois moins peuplée mais dirigée par le socialiste Charles Hernu) en a construit deux mille cinq cents... Malaise dans les rangs de la droite. Malaise devant les chiffres implacables alignés par Gérard Collomb. Malaise devant son commentaire : « L'orientation lyonnaise actuelle en matière de logement est unique et cynique. Le maire sortant mène la même politique que Jacques Chirac à Paris ; celle qui consiste à « déménager » les quartiers populaires de la

(suite en page 8)

SPECIAL MUNICIPALES

(suite de la page 7)

ville ; celle qui consiste à envoyer les populations laborieuses dans le ghetto des banlieues. Ce qui nous garantit un maximum de difficultés dans l'agglomération à l'horizon de l'an 2000. »

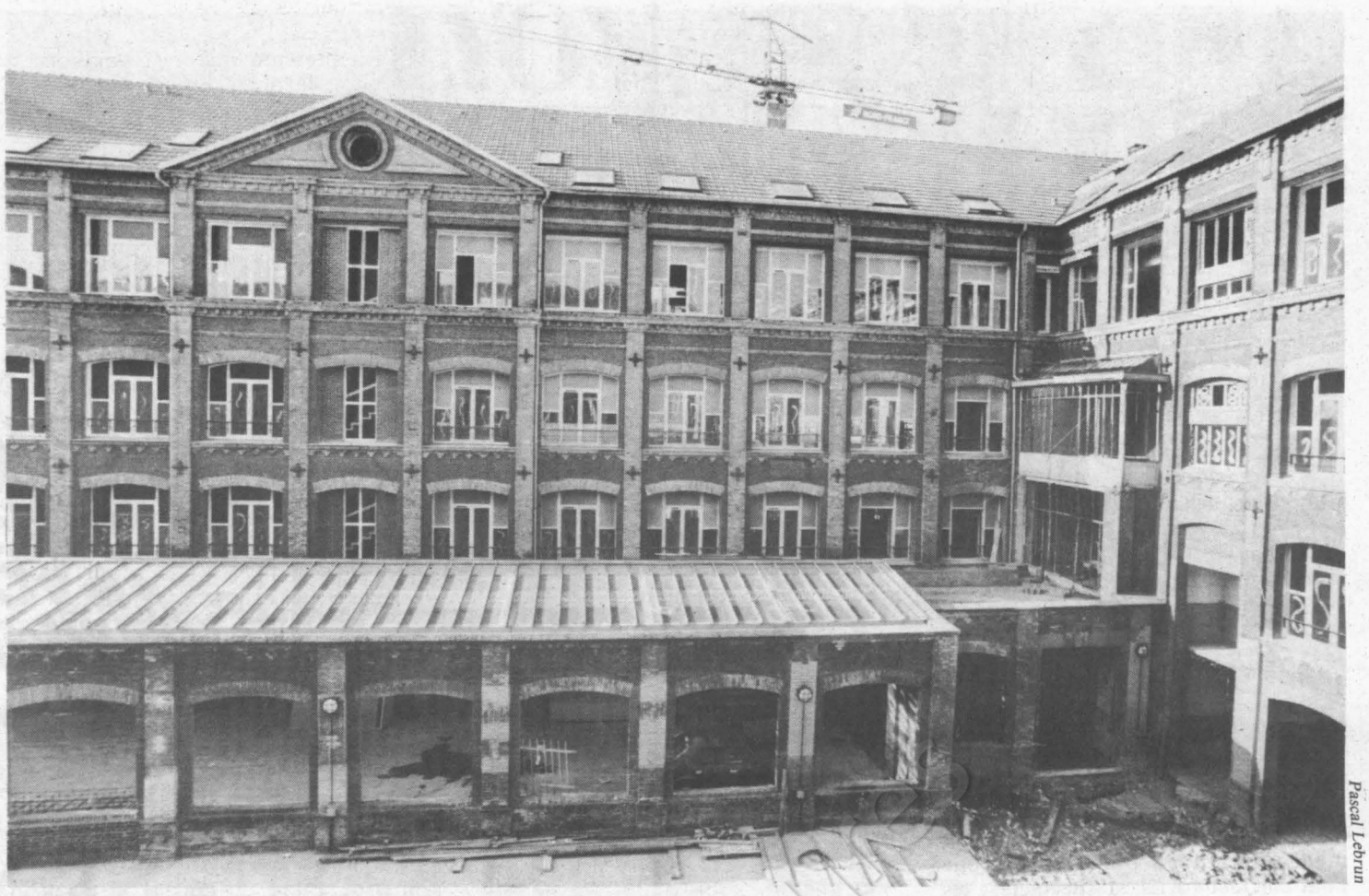
Francisque Collomb et Michel Noir ont tort de prendre les Lyonnais pour des imbéciles. Quand on regarde de près les sondages, dont ils se réjouissent officiellement, ils n'ont pas vraiment lieu d'être satisfaits. Prenons, par exemple, un sondage réalisé pour « l'Express » et Radio Monte-Carlo au début de février. On y constate que la majorité des Lyonnais ne se considèrent pas bien équipés ni en logements sociaux, ni en espaces verts, ni en parcs de stationnements. On y constate aussi (tous ces problèmes ont été mis en avant dans la campagne de Gérard Collomb) que les Lyonnais sont mécontents : de la circulation (59 %), de la propreté des rues (67 %), du bruit (63 %), de l'emploi (68 %), de la sécurité des biens et des personnes (81 %) et du montant des impôts locaux (67 %). Bravo, Francisque Collomb ! Bravo, Michel Noir !

Vieille tradition de gauche

Mais, dira-t-on, pourquoi l'électorat lyonnais n'a-t-il pas déjà basculé à gauche ? Historiquement, les causes sont lointaines. Gérard Collomb les rappelle : « Il existe une vieille tradition de gauche à Lyon. En 1871, après la Commune, Lyon s'était choisi un maire socialiste. En 1900, Lyon désigna de nouveau un socialiste à la mairie : Victor Augagneur. Le 19 juillet 1914, c'est à Lyon que Jean Jaurès prononça son dernier discours. Mais, entre-temps, en 1905, Edouard Herriot, radical-socialiste, était devenu maire. C'est avec lui que commença le glissement. En route, Herriot oublia la partie socialiste de son électorat ; ou, plutôt, l'entraîna peu à peu vers la droite. Et son successeur, Louis Pradel, tira dans le cap du centrisme tous les élus de la S.f.i.o. Cette « trahison » progressive s'est effectuée dans la confusion : les électeurs lyonnais ont peu à peu couronné la droite, en croyant continuer à voter pour la gauche. Aujourd'hui, les masques sont tombés. Les choses sont claires. Il faut renverser la vapeur. »

Gérard Collomb n'inversera peut-être pas le cours de l'histoire dès le 6 mars 1983. Mais il peut fort bien, ce jour-là, comptabiliser et les bénéfices de sa campagne et les effets de ses « éclaircissements » politiques. Au soir du premier tour, la droite lyonnaise risque de sentir souffler le premier boulet annonciateur d'une future défaite : la gauche pourrait se retrouver en tête ! Ne rêvons pas pour la suite immédiate. Mais dans six ans... La gauche a déjà prouvé qu'elle était capable de longues patiences...

Quand Louis Pradel, succédant à Edouard Herriot, avait été élu maire de Lyon pour la première fois, Jacques Soustelle avait eu ce mot terrible : « Ça y est, ils ont élu le plus con ! » Malheureusement, ils risquent de récidiver le 13 mars 1983. Jusqu'à la fois suivante... Jusqu'au jour où de vrais cuisiniers remplaceront enfin les gâte-sauce... ●



Pascal Lebrun

ELBEUF : COMMENT AVEC DU VIEUX FAIRE DU NEUF

La capital du drap périclitait, ses usines s'effondraient. Grâce à la municipalité élue en 1977, la ville revit et les vieilles manufactures désaffectées sont transformées en "H.l.m. de luxe"

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

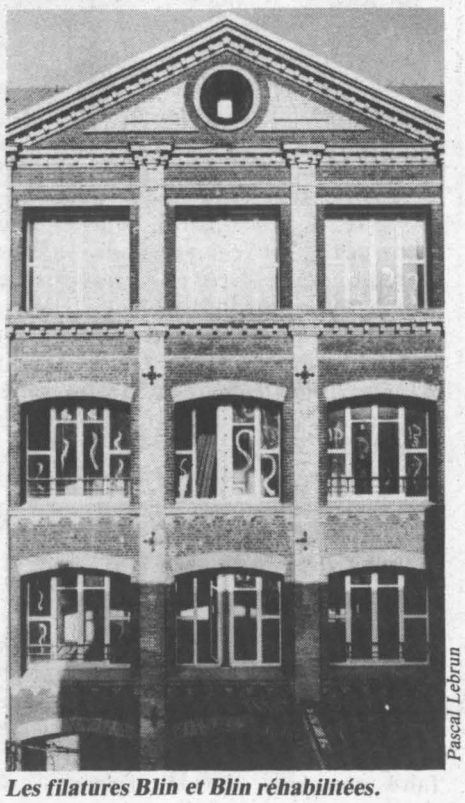
(de notre envoyée spéciale)

DEPUIS dix ans, ses filatures et ses usines de confection fermaient les unes après les autres : Elbeuf, la ville aux cent cheminées, se mourait, hantée par les cadavres de ses usines, témoins désertés de son essor et de son déclin.

Elue en 1977, la municipalité de gauche a pris le problème à bras-le-corps dès son arrivée. D'abord en essayant d'attirer de nouvelles industries puis en choisissant de réutiliser le site des filatures Blin et Blin, la plus importante usine de la ville. Un objectif : monter une opération publique, « fondement d'une véritable politique d'habitat social », explique le premier adjoint, Jacques Thoraval. Deux préoccupations : répondre aux besoins des habitants et favoriser le développement de la ville.

L'opération a pu se monter grâce à l'Etablissement public de la Basse-Seine, indispensable relais financier, et à la rencontre avec Reichen et Robert, les architectes, qui avaient déjà travaillé sur un projet comparable à Lille, dans l'ancienne filature Leblan. Après une pré-étude de faisabilité menée par le Crepah, filiale de l'Union des H.l.m., sur la qualité des bâtiments existants et sur les besoins de la ville en logements et en équipements, l'Office public d'aménagement et de construction du département a accepté de conduire le projet, bien qu'il soit très différent des ensembles H.l.m. qu'il avait l'habitude de construire et de gérer.

Après trois ans d'étude et plus de deux ans de chantier, le résultat se fait jour : l'usine austère et cernée de murs a laissé place à un véritable « morceau de ville ». Le plan-masse original y est pour beaucoup, puisque la filature, dont les premiers bâtiments ont été construits après la guerre de 1870 par un industriel alsacien qui voulait rester français, a été conçue comme une usine-quartier, avec ses rues et ses places intérieures, et non comme ces châteaux forts du Nord. Ici, les références ne sont pas moyenâgeuses mais plutôt néo-classiques : frontons, tympans et pilastres rythment des façades symétriques dont les différentes couleurs de brique — rouge, jaune et blanche — et les éléments de fonte ouvragée soulignent la très forte composition.



Pascal Lebrun

Les filatures Blin et Blin réhabilitées.

Equipements publics

Cette base, les architectes l'ont d'abord respectée, en nettoyant le site de divers bâtiments annexes qui l'avaient encombré au fil du temps, en remettant en valeur ses détails architecturaux les plus significatifs. Grâce à la structure des bâtiments, peu de travaux d'adaptation aux nouvelles fonctions se révélaient nécessaires. D'autant que la diversité du programme, qui comprend des logements, dont une partie réservée aux personnes âgées, des commerces, des surfaces d'artisanat et de petite industrie, des bureaux et des équipements publics, parmi lesquels une maison de jeunes, un club de boxe, des lieux de réunions et d'expositions, valorisait pleinement la variété d'espaces disponibles.

C'est donc au niveau du sol que les architectes ont réservé l'essentiel de leur intervention. « La modification de l'image du site viendra du changement du sol », dit Bernard Reichen. Les commerces s'installent au rez-de-chaussée, sous les arcades ou sous une verrière, ce qui permet de donner à ce niveau une transparence qu'il n'avait évidemment pas à l'origine. L'ensemble du « quartier » et ses liaisons avec les environs sont traités de façon piétonnière, en rues, en coin jardin. Heureux mélange de minéral et de verdure, très urbain.

L'originalité du projet est de conserver des éléments industriels, des « vestiges » disent les architectes, non comme un parcours du souvenir mais pour les réinterpréter. Une petite halle en bois recouverte d'une verrière, pour la rencontre et le repos ; le socle de l'ancienne cheminée reconvertie en tour de jeux pour les enfants ; la chaufferie mise à jour devient un amphithéâtre de plein air et Bernard Reichen voudrait même conserver les cuves à mazout pour y installer les locaux réservés aux adolescents. Autant de lieux de rencontres, de repères visuels, qui devraient révéler l'ancien usage du site et l'ajuster à ses nouvelles fonctions.

Cette idée de réutilisation de vestiges a cependant été un peu trahie, puisqu'une grande partie a été en fait construite à neuf : par négligence ou incompréhension, l'entreprise qui œuvre sur le chantier a laissé plusieurs de ces éléments pourrir. Un chantier très difficile qui a vu se succéder divers imprévus : le départ de l'équipe avec laquelle les architectes avaient déjà travaillé à Lille, une grève, un accident : une partie du bâtiment central s'est effondrée pendant que l'entreprise travaillait dessus, ne provoquant heureusement aucune mort mais retardant considérablement les opérations. Si bien que le chantier aura au total près de neuf mois de retard. Et que l'entreprise fait aujourd'hui grise mine, se plaignant de ne pas gagner un sou sur ce programme qui s'est révélé beaucoup plus complexe que prévu. « Ici, tout a l'air répétitif alors que chaque cas est particulier », explique Bernard Reichen. Configuration à laquelle les entreprises françaises du bâtiment ne sont guère préparées.

Cette complexité apparaît clairement en visitant les logements, car aucun ne se ressemble complètement. Quelques-uns sont superbes, en particulier les dupleix aménagés aux derniers étages, et tous bénéficient d'une qualité fondamentale : vastes et clairs, ils ont peu de choses en commun avec les classiques H.l.m. où chaque mètre carré est pingrement distribué. Mais pour celui qui connaît les logements de l'usine Leblan, riches de voûtes, de murs en brique, de colonnes en fonte et de patios intérieurs, ils déçoivent par leur manque d'originalité. Les prestations intérieures sont également très quelconques, récusant l'appellation d'« H.l.m. de luxe » accordée non sans acrimonie par le directeur régional de l'entreprise. L'Office a en effet refusé moquette au sol et peintures sur les murs et les revêtements actuels font triste figure. Bernard Reichen ne s'en émeut pas, considérant que, statistiquement, ce sont les éléments d'un logement qui changent le plus vite et que les locataires, comme à Lille, ne manqueront pas de peindre et de retapisser.

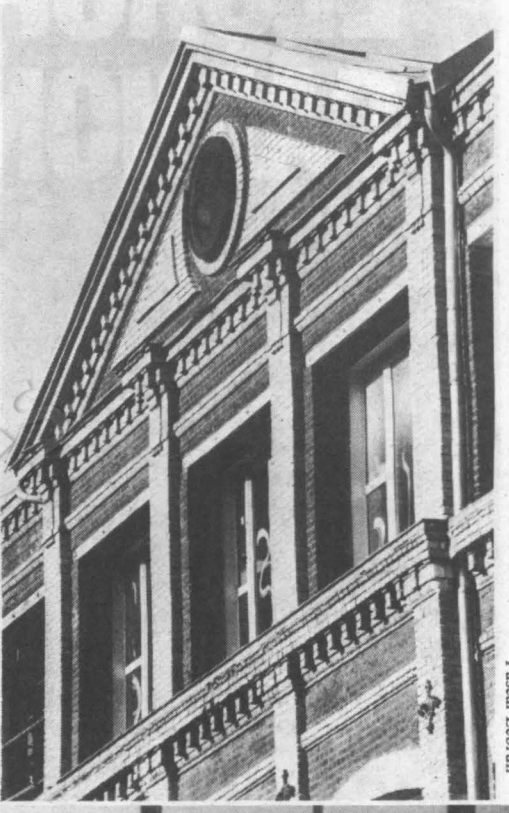
Une bonne affaire

Ces détails soulèvent d'ailleurs peu de critiques chez les habitants. Les récriminations portent plutôt sur la taille des fenêtres — « c'est difficile de faire les carreaux et j'ai dû changer tous mes rideaux » — ou sur les désagréments d'un chantier qui n'en finit pas. A part une femme qui n'apprécie pas le quartier et considère qu'« on ne fait pas d'une usine une maison », les locataires apprécient la lumière et l'espace. Et le prix : le loyer d'un F4 de 120 m² est de 1 500 F, avant déduction de l'A.p.l. (Aide personnalisée au logement).

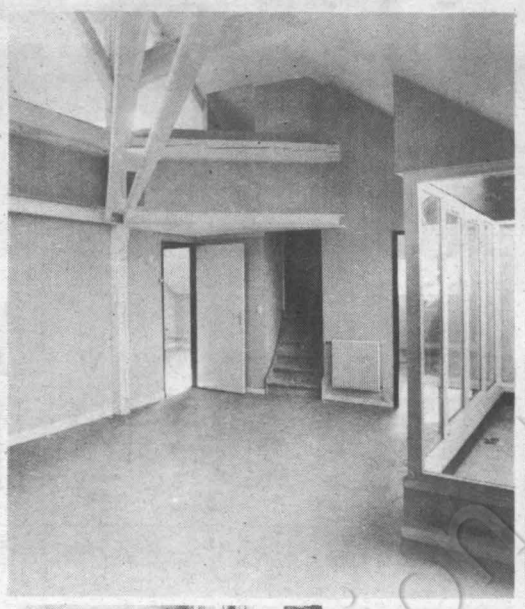
A la mairie aussi, on est très satisfait, malgré le retard, d'une opération qui semble ne présenter que des avantages. L'engagement de la ville ne représente que trois millions de francs, la municipalité ayant pris en charge, avec l'aide du Fonds d'aménagement urbain, le dépassement du prix de référence dû aux aménagements extérieurs, sur une opération qui coûtera globalement cinquante millions. Une bonne affaire, d'autant que le quartier sera producteur de revenus fiscaux, grâce aux impôts fonciers et aux taxes professionnelles. « Sans compter les emplois soutenus. »

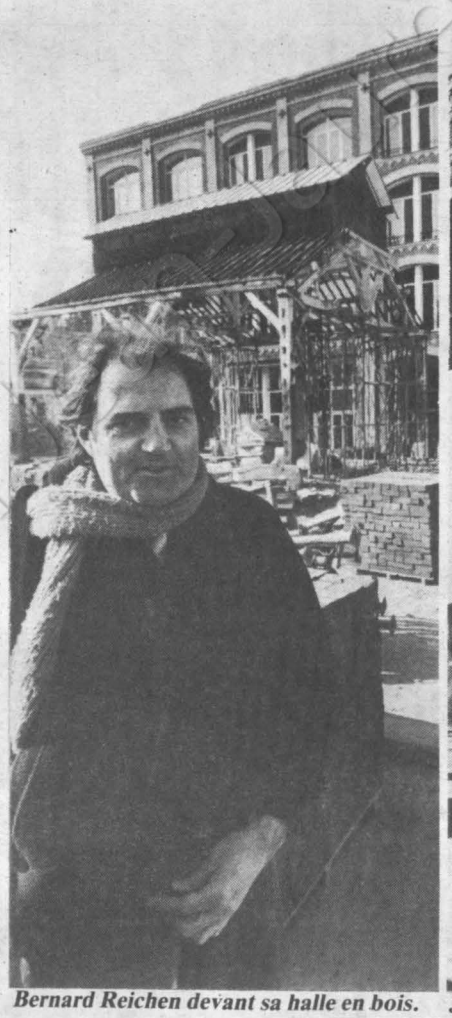
Plus que cela, le maire y voit un projet « significatif d'une politique de reconquête du centre urbain » et espère pouvoir étendre l'expérience à d'autres bâtiments. La ville a déjà racheté un entrepôt et une usine pour y implanter un musée du textile et lorgne sur son cirque en dur, un des derniers en France.

Avec passion, René Youinou et son adjoint parlent d'architecture et d'urbanisme. « C'est le secteur par lequel on peut faire revivre la mémoire et marquer son temps, dit René Youinou. Et je suis personnellement très sensible aux formes, à l'esthétique, aux matériaux, car il me semble important que les gens vivent en bonne intelligence avec leur environnement. » Un discours assez rare chez un élu pour être remarqué, parce qu'il est aussi significatif du dynamisme de cette équipe municipale. Une équipe qui a toutes chances d'être confortablement réélue, forte de la vie qu'elle a su redonner à une ville moribonde, selon le slogan — justifié — qu'elle reprend pour ses élections : « Ça bouge à Elbeuf. » ●



Pascal Lebrun





Bernard Reichen devant sa halle en bois.

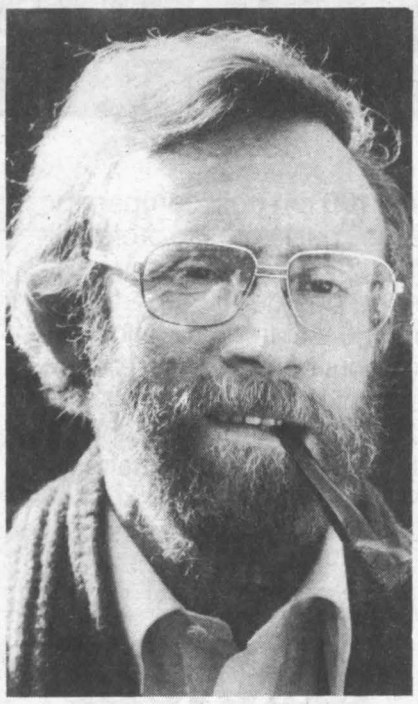




Jacques Thoraval et le maire d'Elbeuf, René Youinou.

DIPAPACÉQUOI

La raison



par Piem

COMME il pleuvait des critiques acerbes et des jugements à l'emporte-pièce, le père et son fils décidèrent d'écourter leur promenade à travers les dédales du débat démocratique.

Le père était trempé d'invectives et la grippe montrait son nez au bout duquel perlait le doute.

— Rentrons, dit l'enfant. Il est grand temps que je te ramène à la raison.

C'était une raison raisonnable et résonnante avec un grand toi et moi pour se sentir solidaire. De grandes baies vitrées apportaient à l'intérieur l'étrange lumière du monde. Les murs épais pouvaient résister aux attaques des intempéries.

C'était une raison où il faisait bon vivre, à condition de l'entretenir avec soin. Le père l'avait achetée à crédit avec un prêt sur l'avenir.

Une fois rentré, l'enfant mit son père au lit, une bouillotte bien chaude aux pieds. C'est souvent par les pieds que l'on perd sa raison. Il faut garder les pieds chauds pour avoir la tête froide. L'homme était pris de frissons ; il avait entendu d'Ormesson, le petit paillasson, au Club de la Presse. On commence par prendre les gens en grippe et après on attrape la fièvre du dimanche soir.

Heureusement, la raison était bien chauffée. Le fils tira les rideaux de la chambre, prépara une tisane, alluma la lampe de chevet et s'assit à côté de son père. Les rumeurs du débat ne parvenaient qu'étouffées à l'intérieur de la pièce.

L'enfant aimait bien la raison de ses parents. Il savait qu'ils l'avaient construite tout au long des années à coups de doutes et de certitudes, d'égoïsme et de charité, d'espoir et de désespérance. Elle avait résonné de grands rires et de gros soupirs. Elle se voulait la raison du bonheur.

Dans la douce chaleur de la chambre, le père retrouva son calme et sa respiration se fit plus régulière. Confortablement installés dans leur silence, le père et son fils se parlaient du regard.

— On est bien dans notre raison, disait le regard de l'enfant.

— La raison du meilleur est toujours la plus forte, répondait le regard candide du père.

— Dis papa, pourquoi c'est une bonne raison ?

Dans les yeux de son père, le fils vit défiler les droits de l'homme, la dignité du travail, les étranges vertus de l'amour, la solidarité, la main tendue aux déshérités, la justice bien rendue, le respect des opinions, l'absence de mépris. Il vit aussi scintiller, pourquoi pas, le courage.

— Dis, papa, on peut bâtir une raison sur des bons sentiments ?

Le doute était permis ; ces sentiments-là n'ont pas bonne presse à travers le monde. Ils font même ricaner l'Ormesson dans sa presse magazine où le papier couché et la quadrichromie font figure de vertu.

— Je préfère une bonne raison qui m'abrite et souvent me bouscule, à ces châteaux ou l'on s'ennuie, à ces palais tristes à en mourir, à ces nombrils dorés à la feuille.

— Préférer, c'est choisir, ajouta l'enfant.

Dehors, les indices frappaient aux carreaux. Le temps des giboulées était arrivé, qui passe si vite du rire aux larmes, qui annonce le printemps qui sera comme on le fera. Les porteurs d'apocalypse soufflaient leur colère et le petit peuple s'enfermait à double tour dans sa raison.

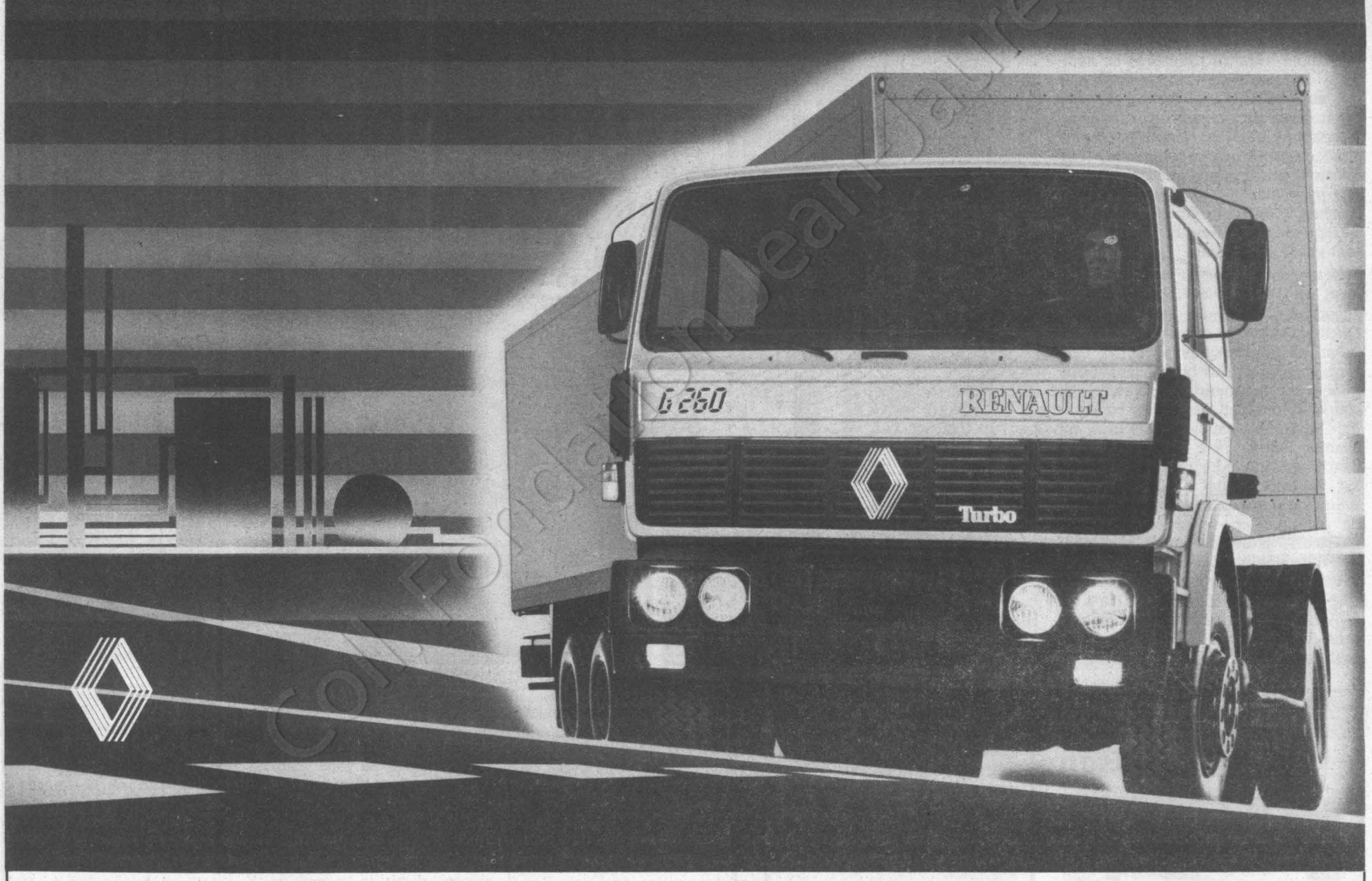
Dimanche il ira voter.

— Papa, dis papa, on est quand même bien dans notre raison.

Demain la fièvre sera tombée.

RENAULT G 260T.
L'EUROPE L'A ELU
CAMION DE L'ANNEE.

Ecom/Univas



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

– Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). – Charge utile : 32 tonnes.

– Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte (9 vitesses, ouverture 14.8).

– Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

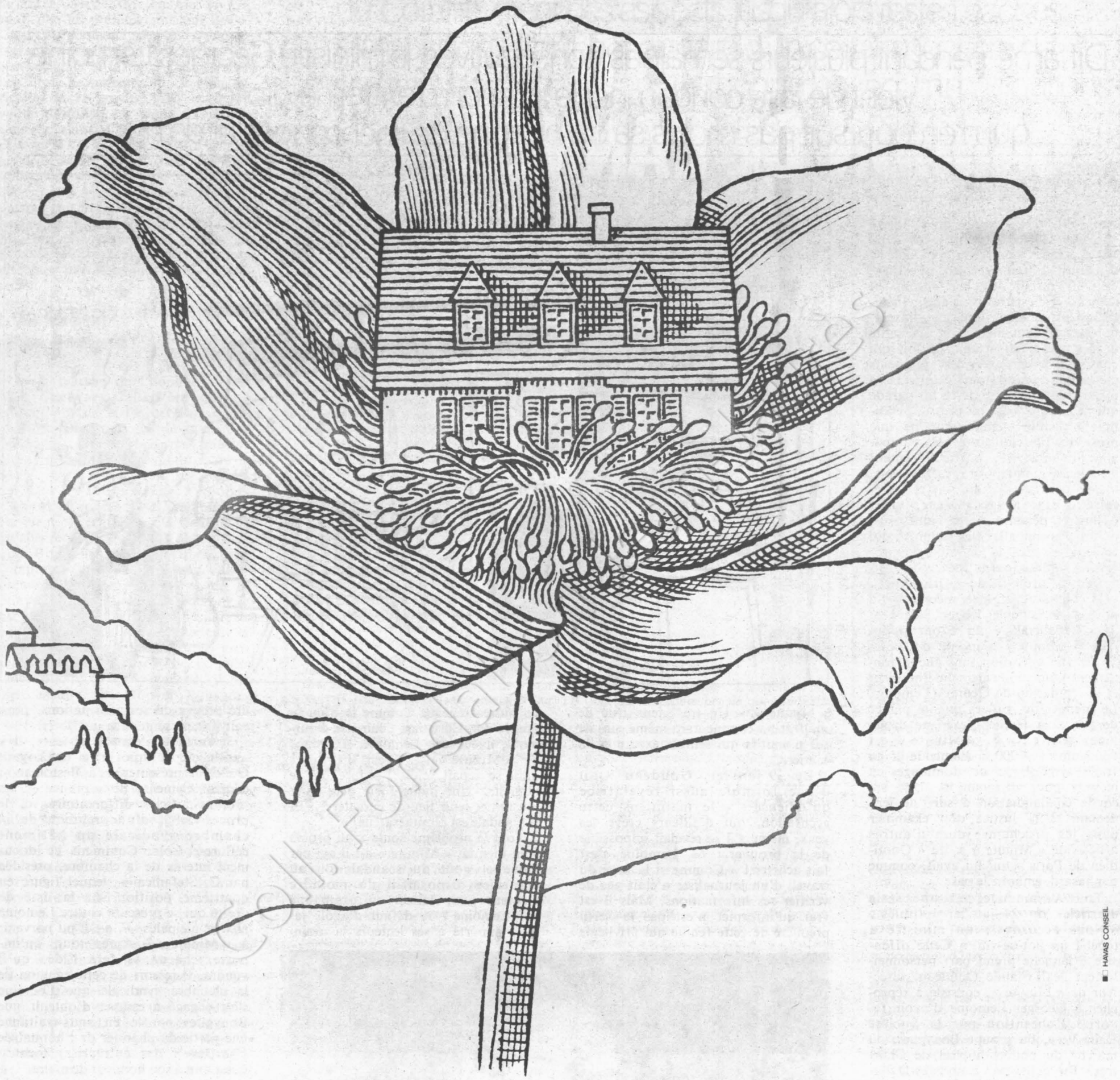
Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez cette année comme votre camion

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

FAISONS FLEURIR VOS PROJETS.



PRETS A L'HABITAT

Vous rêvez d'une maison, venez la faire fleurir au Crédit Agricole.

Que vous cherchiez à acheter un appartement ou une maison, améliorer ou transformer un habitat neuf ou ancien, le Crédit Agricole vous aidera à trouver la solution la mieux adaptée à votre problème et à votre situation. Si vous avez des idées, nous ne manquons pas de bon sens.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

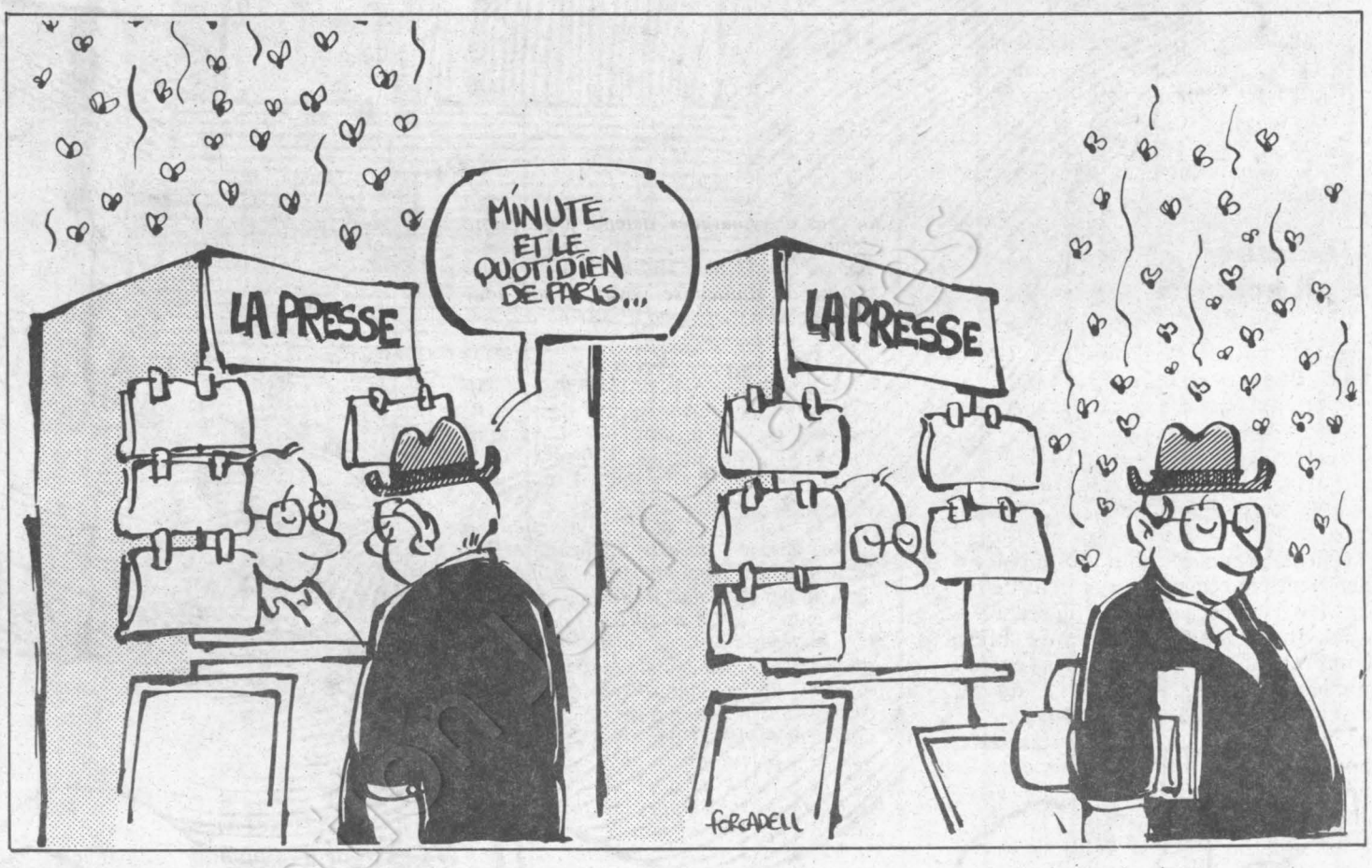
Le bon sens près de chez vous

HAVAS CONSEIL

"Minute" comme "Gringoire"...

Diffamé pendant plusieurs semaines consécutives, le ministre Georges Lemoine vient de faire condamner le torchon d'extrême droite qui n'en poursuit pas moins sa campagne de mensonges et de haine

PAR PAUL LEDUC



LIBERTE d'expression et liberté de la presse constituent deux grandes conquêtes que nul ne songerait à remettre en question. Tout le monde en use comme il l'entend et c'est très bien ainsi. Inévitablement, quelques-uns en abusent. Certains se font même une spécialité de ces excès, prévus par la loi, qui consistent à remplacer les arguments et les informations par l'injure et la diffamation. En tête de ce hit-parade qui n'honore pas la presse, « Minute » distille chaque semaine une prose des plus indigestes. Sa campagne diffamatoire, particulièrement venimeuse, contre Georges Lemoine, maire socialiste de Chartres et secrétaire d'Etat à la Défense, vient d'illustrer pendant six semaines jusqu'où peuvent aller des hommes qui foulent au pied la déontologie professionnelle des journalistes.

Dans le droit fil de « Gringoire », ce torchon de sinistre mémoire qui poussa au suicide Roger Salengro, ministre socialiste du Front populaire, « Minute » a monté de toutes pièces une opération sans aucun fondement pour tenter de salir l'honneur et la réputation de Georges Lemoine. Le premier des procès intenté par ce dernier à la feuille d'extrême droite vient d'être jugé. « Minute » est condamné à 4 000 F d'amende et au franc symbolique de dommages et intérêts pour diffamation. Une seconde condamnation a suivi le lendemain et la justice doit examiner dans les prochains jours d'autres articles de « Minute » et du « Quotidien de Paris » qui lui avait, comme par hasard, emboîté le pas.

Tout commence par une série d'articles du 21 janvier intitulés : « Nous accusons : un ministre a touché un pot-de-vin. » Cette offensive à laquelle prend part personnellement Jean-Claude Goudeau, directeur de « Minute », consiste à reprocher à Georges Lemoine d'avoir favorisé l'obtention par la Société Dalla-Vera, du groupe Bouygues, du marché du nouvel hôpital de Chartres. En échange, Bouygues-Dalla-Vera aurait exécuté les travaux de rénovation de la fermette en ruine achetée par Lemoine à Ceton (Orne). Et pendant six semaines, « Minute » a fait de ce pseudo—scandale ses plus gros titres.

Vieux truc de malfrat

Cet hebdomadaire à sensation, qui ne fait jamais dans la nuance, a atteint là le sommet de ce qui peut se faire de pire dans ce genre peu ragoûtant qu'il prise si fort. « Dossier accablant », « pots-de-vin », « concussion », « prévarication », « vénal », rien ne fut épargné à Lemoine. Celui-ci donnait-il des explications satisfaisantes à des journalistes que « Minute » revenait à la charge, parlant de mensonges, d'explications « imprécises » et «fantaisistes ». « Ces affirmations du ministre sont toutes fausses », ricanait « Minute ». « Un très vieux truc de malfrat », commentait même un de ses plumitifs qui semble expert en la matière.

Le 29 janvier, Goudeau usait d'une formule aussi révélatrice qu'odieuse : « Je maintiens cette accusation, qui d'ailleurs crève les yeux, même s'il se révélait impossible de la prouver : M. Lemoine s'est fait acheter ! » Comme si la base du travail d'un journaliste n'était pas de vérifier ses informations. Mais il est vrai qu'informer n'est pas la vertu première de cette feuille qui privilégie un autre créneau. Comme le dira au procès Me Christian Charrière-Bournazel, avocat de Lemoine, à propos de « Minute » : « C'est d'ordures qu'il se repaît, c'est l'ordure qui le nourrit... Une haine forte peut faire illusion et tenir lieu de caractère... Et le scandale est rémunérateur. »

Tout le problème soulevé au procès était bien là. « Minute » a-t-il agi par haine et goût du scandale ou au contraire disposait-il du moindre élément pour lancer sa campagne anti-Lemoine ? A défaut d'avoir jamais apporté à ses lecteurs la moindre preuve de ses affirmations, pouvait-il en présenter à la justice ?



Pascal Lebrun

Georges Lemoine.

Si l'affaire n'était si sérieuse, il y aurait eu de quoi rire en voyant Goudeau présenter, « à l'estomac », comme éléments de « preuve », ses propres articles diffamatoires et le procès-verbal d'une réunion de la chambre syndicale du bâtiment d'Eure-et-Loir. Comment ce document interne de la chambre, présidée par C. Stefanica — lequel figure en quatrième position sur la liste de droite qui se présente contre Lemoine aux municipales —, a-t-il pu parvenir à « Minute » ? Après tout, qu'importe, chacun se fera l'idée qu'il voudra. Il ressort de cette réunion de la chambre syndicale que Lemoine s'est engagé à essayer d'obtenir que Bouygues confie en sous-traitance une partie du chantier de l'hôpital de Chartres à des entreprises locales. C'est tout à son honneur de maire.

Quant aux faits eux-mêmes, la vingtaine de témoins entendus au procès — commissaire de la République, architectes, hommes d'affaires, fonctionnaires, dont plusieurs ont reconnu n'être pas politiquement du même bord que Lemoine — ont permis de s'en faire une idée précise. Il en ressort que « Minute » a allègrement imprimé quelques dizaines de contre-vérités patentes et fait un « travail » de contre-information accablant. Le scandale, personne ne peut le contester, c'est dans « Minute » lui-même qu'il a résidé une fois de plus.

Georges Lemoine habite depuis des années avec sa famille, à Chartres, un modeste pavillon Baticoop qu'il a acheté 100 000 F. Un de ses amis, M. Brûlé, lui parle en 1981 d'une fermette en ruine avec 8 000 m² de terrain, à Ceton. Lemoine l'achète 150 000 F en novembre 1981. Un autre ami, architecte, auquel il

s'adresse pour la restaurer, demande un devis à une filiale spécialisée de Bouygues. La note, 900 000 F, lui paraît trop salée. Et tandis qu'il songe à se défaire de cette maison, certains répandent à Chartres le bruit que Lemoine vient d'acheter dans l'Orne un château de 300 hectares. Le 10 septembre 1982, Lemoine signe un compromis de vente, sous condition suspensive de l'accord de la Safer, avec MM. Herbin et Girard, que lui présente son ami Brûlé. Ceux-ci entament aussitôt quelques travaux et s'engagent par écrit à ne rien réclamer si la Safer faisait jouer son droit de préemption. Il n'en est rien et le 15 janvier 1983 l'acte de vente définitif est signé. Lemoine cède la maison pour 150 000 F, le prix qu'il l'avait payée. Entre-temps, les deux acheteurs ont constitué pout l'occasion une société civile immobilière (S.c.i.) qui sera donc légalement l'acquéreur de la ferme. Tout cela est parfaitement clair et transparent. Et M. Herbin a produit au procès les preuves de règlement des travaux effectués par Bouygues dans sa fermette.

L'honneur d'un homme

Et le marché de l'hôpital ? C'est bien Bouygues-Dalla-Vera qui l'a emporté. Mais à l'issue d'un appel d'offres lancé non par la mairie de Chartres, qui n'était pas maître d'œuvre, mais par le ministre de la Santé. Que des entreprises locales qui, sur les conseils de Lemoine, s'étaient groupées pour soumissionner aient été écartées, cela vient de ce qu'elles étaient beaucoup plus chères que Bouygues. L'amertume bien compréhensible de quelques entrepreneurs est-elle à l'origine de la campagne de « Minute » ? Rien ne le prouve. En tout cas, Lemoine ne pouvait intervenir à aucun stade de la procédure d'attribution de ce gros chantier du seul ressort de la puissance publique. En revanche, il est bien ensuite allé trouver Bouygues pour demander à ce groupe de confier 40 % des travaux à des sous-traitants locaux. Personne ne songerait à le lui reprocher, bien au contraire. De plus, un représentant de la chambre syndicale du bâtiment d'Eure-et-Loir est venu dire au tribunal qu'aucune entreprise locale n'avait les épaules assez larges pour assurer la maîtrise d'un tel chantier. Une évidence...

Toute la campagne de « Minute » consistant à affirmer que Lemoine a fait « retaper » sa ferme par Bouygues en échange de l'obtention du marché de l'hôpital par ce groupe est donc un tissu de mensonges. Comme les attaques perfides concernant les avances perçues par l'industriel Brûlé pour installer à Chartres un atelier relais. D'abord, cette opération ne coûte rien à la municipalité. Ensuite 49 emplois, dont la moitié réservée à des handicapés, ont été créés à cette occasion. Les insinuations foireuses de « Minute » sur ce plan sont donc du même tabac que celles sur l'exferme de Lemoine.

On pouvait espérer qu'après sa première condamnation dans cette affaire « Minute » se le tiendrait pour dit. Erreur : dans son numéro du 26 février, l'hebdomadaire d'extrême droite réitère sa diffamation. Et son directeur prend à son compte la formule de Guy Béart : « Il a dit la vérité, il doit être exécuté... » Ce qui a valu à « Minute » de passer à nouveau en urgence le 1er mars devant la 17e chambre correctionnelle, et d'être condamné, en attendant le jugement des autres articles publiés avant l'ouverture officielle de la campagne électorale. Souhaitons que devant la récidive systématique de tant de haine diffamatoire, la justice se décide à frapper plus fort. L'honneur d'un homme a été mis en cause. Celui de la presse aussi. ●

Les taupes au travail

Les multiples rebondissements de l'instruction de l'affaire du Coral révèlent des aspects jusqu'alors restés cachés: la position ultra-réactionnaire d'un certain nombre de magistrats boycottant sans vergogne les recommandations et autres circulaires du garde des Sceaux

PAR MARTINE DUCOUSSET

LE Coral, suite. Avec une grande première : l'incarcération d'un directeur de publication pour violation du secret de l'instruction. Du jamais vu, de l'incroyable mais pourtant vrai. A peine Claude Sigala, le directeur du lieu de vie d'Aymargues détenu à la Santé depuis octobre dernier, sortait-il de prison qu'un des membres remuants de son comité de soutien se voyait à son tour privé de liberté. Quand c'est fini, et ni et ni, ça recommence... Le crime de Jean Lapeyrie, remis en liberté à la demande de son avocate après quelques jours d'incarcération, mercredi dernier, avoir divulgué certains « secrets » de l'affaire du Coral, avoir outragé à magistrat, et n'avoir pas respecté le contrôle judiciaire auquel il était soumis.

Pour Lapeyrie, tout commence en janvier dernier, avec la publication d'un bulletin quasi hebdomadaire distribué sur les marches du palais de justice et envoyé à la presse : « Le feuilleton du Coral ». Un bulletin pour dévoiler les dessous d'une affaire peu banale et curieusement instruite par le juge chargé du dossier, Michel Salzmann. Un bulletin-symbole aussi : peu satisfait de la tactique adoptée par les avocats qui le défendaient alors, Claude Sigala avait appuyé sur l'accélérateur, en faisant appel à une battante notoire, maître Elisabeth Auerbacher. Dès lors, plus d'atermoiements, mais un objectif très simple : faire connaître au public le contenu du dossier d'instruction, afin que ce même public puisse juger sur pièces — ou plutôt sur absence de réelles pièces — l'inanité du procès intenté à Claude Sigala et quelques autres pour « attentat à la pudeur et excitation de mineurs à la débauche ».

Mais là, attention, sacrilège. Un secret, surtout s'il est d'instruction, c'est fait pour rester secret. Les briseurs de silence tombent sous le coup de la loi, en vertu de l'article 11 du Code de procédure pénale qui spécifie : « La procédure au cours de l'instruction de l'enquête est secrète. » En l'occurrence, les sanctions n'ont pas traîné : dès le 3 février, Lapeyrie se retrouvait inculpé, par le juge d'instruction Jean Gourlet, « d'outrage à magistrat et violation du secret de l'instruction ». Outrage à magistrat parce qu'il avait envoyé à Michel Salzmann une lettre pas gentille du tout, où il écrivait notamment : « Le juge Michel et le juge Renaud ont été assassinés. Pour vous, ce sera pire : vous vivrez votre propre assassinat. » Lettre violente, avec des termes qui dépassent la mesure, c'est vrai. Mais lettre d'un homme, selon Elisabeth Auerbacher, « profondément écœuré par la manière dont s'était déroulée une entrevue entre Claude Sigala et le juge Salzmann ». Elisabeth Auerbacher qui, elle-même, se voyait également inculpée, le 10 février, de violation du secret de l'instruction.

Dernier épisode donc d'un feuilleton pour le moins rocambolesque — même plus le feuilleton du Coral, mais celui des méandres qu'emprunte parfois une justice qu'on aurait crue plus juste : l'incarcération de Jean Lapeyrie pour non-respect de son contrôle judiciaire. Un contrôle qui lui faisait obligation de ne plus outrager de magistrats et de ne plus violer de secrets. En clair : interdiction de publier un nouvel épisode de ce trop fameux brûlot qui donnait des boutons à certains. Jean Lapeyrie, avec l'accord du comité de soutien et de l'association des parents d'enfants confiés aux lieux de vie, a passé outre. Et publié.

Là où l'affaire se corse, c'est que cette détention ressemblait fort à une punition pour délit d'opinion. L'article 11 du Code de procédure pénale qui condamne la violation du secret de l'instruction ne concerne en effet que les policiers, les magistrats, et les avocats qui concourent à ladite instruction. L'inculpé peut, si ça lui chante, révéler, dévoiler, divulguer. Or, que s'est-il passé ? Claude Sigala, du fin fond de sa cellule de la Santé, a choisi de rompre le silence. Par l'intermédiaire — forcément — de son avocate qui avait accès au dossier, et de Jean Lapeyrie qui acceptait d'assumer la responsabilité de la publication. Par ailleurs, Marie Sigala, inculpée elle aussi mais laissée en liberté, avait tout à fait le droit de parler et de divulguer à son tour. Ce qu'elle voulait. Mais Lapeyrie est tout de même inculpé : première anomalie. La seconde, c'est son incarcération : ça ne s'était jamais vu, un directeur de publication — avec numéro de commission paritaire bien enregistré et parfaitement en règle — envoyé en taule pour des écrits. « C'est grave, souligne Elisabeth Auerbacher, c'est la liberté de la presse qui se trouve bafouée. »


Gamma

Claude Sigala et sa femme.

Contrecarrer les projets du ministre

C'est grave, et pas innocent. Parce que, ce qui est frappant dans l'histoire depuis le début, c'est la curieuse et insidieuse réaction des magistrats contre le Parquet. Un Parquet qui s'est toujours montré favorable à la mise en liberté provisoire de Claude Sigala, un Parquet qui s'est opposé à l'incarcération de Jean Lapeyrie. Un détail en passant, qui vaut son pesant d'indications : à Paris, sur une soixantaine de magistrats, deux seulement sont membres du Syndicat de la magistrature. Tout se passe comme si certains ne supportaient pas les intentions et la politique d'un garde des Sceaux nommé Robert Badinter. Tout se passe comme si certains avaient à cœur de contrecarrer les projets d'un ministre qui s'accroche, parce qu'il y croit profondément, à la notion même de justice. « Pourquoi les juges d'instruction envoient-ils de plus en plus en prison, alors que la délinquance a tendance à baisser ?, commente Elisabeth Auerbacher. Pourquoi développe-t-on de plus en plus le système américain de la caution, avec pour conséquence les riches en liberté parce qu'ils peuvent payer et les pauvres toujours dans leur trou ? » Intéressant, non ? Et carrément angoissant. La taupe qui œuvre souterrainement, et qui sape, qui sape... Et qui pose un problème de fond, celui de l'indépendance de la magistrature. C'est beau, c'est superbe en théorie, cette indépendance. Encore faudrait-il que la magistrature en question soit aussi neutre que possible. C'est-à-dire pas engagée d'un seul côté.

Voilà qui explique sans doute l'amertume de Claude Sigala, et les déclarations qu'il a faites à sa sortie de prison. Du style : « Le pouvoir politique m'a lâché. » Mais le pouvoir politique ne peut se permettre d'ingérer dans le judiciaire. Même si la conduite de ce judiciaire ne le satisfait pas, même s'il estime injuste la justice rendue par certains magistrats. Le problème n'est pas simple : quand on vous met des bâtons dans les roues et que vous vous refusez le droit de toucher aux bâtons, comment réagir ?

Côté instruction, l'affaire du Coral suit son cours. Apparemment, Michel Salzmann n'en a pas fini. Elisabeth Auerbacher a déposé, auprès du président de la chambre d'accusation, une demande de modification des structures du contrôle judiciaire. Claude Sigala, en effet, a été libéré, mais interdit de Coral. « On oublie trop ces enfants qui le réclament à cor et à cri, et ne comprennent pas son absence », souligne l'avocate. C'est pourquoi j'ai demandé pour lui la permission de retourner à Aymargues, et de s'occuper à nouveau des enfants qui lui avaient été confiés par les parents membres de l'Association. Des parents qui sont tous d'accord pour le retour de Claude. Ensuite, nous essaierons d'obtenir le non-lieu. »

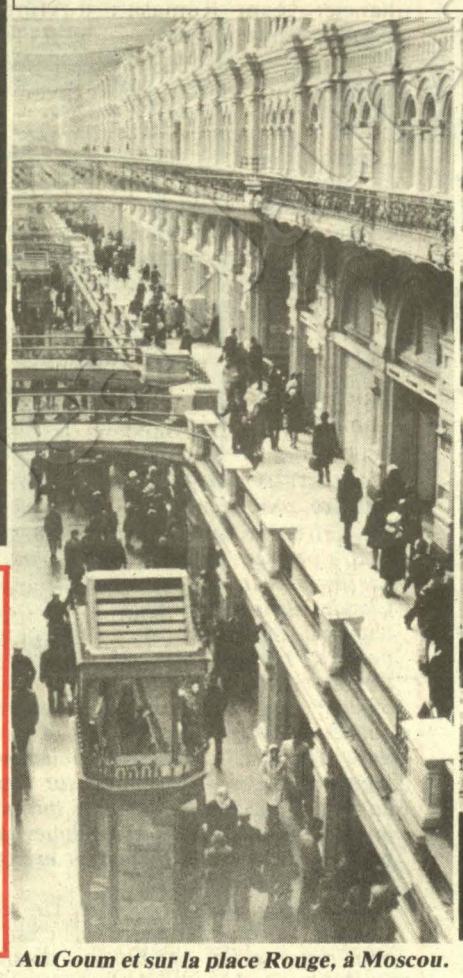
Et maintenant ? Allez savoir ! Le dossier ouvert en octobre dernier a déjà présenté tellement d'incohérences qu'on ne sait plus trop à quoi s'attendre. De nouvelles inculpations, de nouvelles incarcérations ? La vérité vraie enfin qui éclaterait ? La suite au prochain numéro. Viendra bien un jour, tout de même, où l'on verra clair dans cette histoire...? ●

Sygma



Youri Andropov.







Au Goum et sur la place Rouge, à Moscou.

U.R.S.S. : LE NOUVEAU COURS ANDROPOV

Moralisation et discipline sont devenues des mots clés à Moscou derrière lesquels commence à percer la critique de l'immobilisme de Brejnev

PAR CLAUDE ESTIER

ON s'est beaucoup interrogé ces jours derniers sur la signification exacte d'un long article publié dans la revue théorique « Kommunist » par le nouveau secrétaire général du P.c.u.s., Youri Andropov. Article consacré à une série de réflexions sur le fonctionnement de l'économie soviétique mais dans lequel on peut aisément déceler la définition du nouveau cours que le successeur de Leonid Brejnev entend imprimer à la politique soviétique, au plan intérieur tout au moins, cent jours après son arrivée au pouvoir.

Une première partie du texte d'Andropov est consacrée à une description des « phénomènes fâcheux » dont souffre l'économie soviétique, phénomènes au demeurant bien connus et que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ici même (cf « l'Unité » du 22 octobre 1982) : faible productivité du travail, absentéisme généralisé, production mal adaptée aux besoins des consommateurs, mauvaise organisation de la distribution. Ces « phénomènes fâcheux » sont anciens et les dirigeants soviétiques s'y étaient déjà attaqués par deux grandes réformes, en 1965 puis en 1977, dont les résultats, semble-t-il, sont demeurés médiocres. Aussi bien, Andropov ne se contente-t-il pas de décrire la situation. Il explique que des mesures sont actuellement à l'étude pour « étendre le vaste champ d'action des forces créatrices colossales que révèle l'économie du pays », mesures qui, ajoute-t-il, « doivent être soigneusement préparées et se fonder nécessairement sur les lois du développement du système économique socialiste ».

Les mimosas du Caucase

A travers ce langage abstrait, il faut voir la confirmation d'un mouvement qui a commencé en fait dans les jours mêmes qui ont suivi la prise de fonctions d'Andropov, laquelle a pu s'effectuer d'autant plus rapidement après la mort de Brejnev qu'elle était préparée depuis un certain temps déjà.

Pour m'être trouvé à deux reprises à Moscou à quelques mois de distance, en octobre 1982 d'abord et il y a quinze jours en accompagnant Claude Cheysson, j'ai pu mesurer la différence de « climat » intervenue dans ce laps de temps relativement bref. Deux expressions reviennent aujourd'hui dans la bouche des officiels soviétiques qui acceptent d'aborder le sujet. Ce sont : « campagne de moralisation » et « renforcement de la discipline ». Et ces deux expressions, ajoutées à ce qui apparaît déjà du caractère personnel d'Andropov, à savoir celui d'un homme froid, austère, beaucoup moins enclin que son prédécesseur à céder au culte de la personnalité, suffisent à définir le début du nouveau règne comme devant être marqué par une période de rigueur.

Première illustration de ce nouveau climat : les changements importants qui, en trois mois, se sont déjà produits à différents niveaux de l'appareil du Parti et de l'Etat. Officiellement, ces changements sont expliqués par une volonté de rajeunissement et ce sont effectivement, en plusieurs cas, des hommes de 75 à 80 ans qui sont ainsi « mis à la retraite ». Mais j'ai également entendu certains de mes interlocuteurs ajouter qu'il ne s'agit « pas seulement d'un rajeunissement par l'âge ». Effectivement, certains responsables récemment écartés n'étaient pas parmi les plus âgés mais semblent avoir « payé » le mauvais fonctionnement de certains secteurs de l'économie (agriculture, transports, etc.).

Un deuxième aspect de cette campagne de moralisation et de renforcement de la discipline est encore plus concrètement visible. J'avais toujours été frappé lors de mes visites à Moscou de constater que les magasins, les débits de boissons, de même que les marchés kolkhoziens, où l'on trouve de nombreux produits à des prix fabuleux par rapport au salaire moyen, étaient, à toute heure du jour, y compris aux heures de travail, remplis d'une foule de badauds apparemment peu pressés. Il y a deux semaines, consacrant une promenade à la rue Gorki et à un marché kolkhozien, j'ai pu constater que ces mêmes lieux étaient quasiment désertés. L'explication est simple : à plusieurs reprises, ces dernières semaines, la milice y est intervenue pour vérifier l'identité de ces « chalands » apparemment désœuvrés et les inciter à retourner à leur usine ou à leur

bureau. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Au marché kolkhozien, j'ai entendu les lamentations d'une paysanne caucasienne qui n'avait pas trouvé preneur pour les bouquets de mimosas qu'elle avait amenés, en avion, de sa lointaine province (le prix des fleurs à Moscou est tel que la vente de quelques bouquets paie le prix du voyage en laissant un substantiel bénéfice au paysan qui vient vendre ainsi la production de son lopin de terre individuel). Et, à l'autre bout de la chaîne, j'ai entendu l'un de mes interlocuteurs haut placés m'affirmer que les mesures prises avaient déjà permis un relèvement de la production industrielle de l'ordre de 6 % pour janvier 1983 par rapport à janvier 1982. Chiffres évidemment invérifiables mais dont le seul énoncé traduit une volonté de lutte contre l'absentéisme et contre les trafics divers qui portent tort à la production et dont les journaux soviétiques, ceux de Moscou comme ceux de chacune des républiques, fourmillent depuis longtemps d'exemples parfois croustillants.

La « débrejnerisation » a-t-elle commencé ?

Je n'ai pu m'empêcher de poser une question qui me venait sur les lèvres : si les mesures nouvelles produisent de tels effets, comment se fait-il qu'elles n'aient pas été prises plus tôt ? C'est dans la réponse à cette question que j'ai entendu la première critique ouverte de Leonid Brejnev dont la « mollesse » — c'est le mot qui a été employé — avait laissé se développer ces dernières années un climat de nonchalance et d'irresponsabilité. Faut-il voir dans ce propos les premiers signes de ce que l'on appellera peut-être plus tard la « débrejnevisation » ? Je ne m'aventure pas jusque-là mais il ne faut pas être un grand kremlinologue pour constater que Youri Andropov a d'ores et déjà rompu avec l'immobilisme qui avait caractérisé la fin du règne d'un homme que la maladie avait gravement atteint et isolé.

On peut donc s'attendre à de nouvelles décisions dans les prochaines semaines ou les prochains mois, notamment dans le cadre de la préparation de la session du Soviet suprême prévue en juin et qui, précédée comme à l'ordinaire d'une réunion du Comité central, sera consacrée essentiellement à la politique extérieure et aux problèmes de l'économie. En attendant, les groupes de travail qui avaient été mis en place au dernier congrès ont été réactivés et l'on assiste d'ores et déjà à la « montée » d'hommes d'une nouvelle génération ayant à la fois une grande compétence technique ou scientifique et une bonne connaissance des pays occidentaux et en particulier des Etats-Unis. C'est le cas par exemple de Gouri Martchouk, vice-président du conseil des ministres et président du Comité d'Etat pour la science et la technique, qui a participé récemment à la « grande commission » franco-soviétique et se trouvait aux côtés d'Andreï Gromyko lors de la visite de Claude Cheysson, ou encore de Youli Vorontzov, nouvel ambassadeur d'Union soviétique à Paris qui est passé ces dernières années par Washington et New Delhi. Ces hommes s'expriment couramment en anglais et s'écartent assez volontiers du « langage de bois » que l'interprétation rend encore moins communicatif.

Il est encore trop tôt pour savoir jusqu'où ira le nouveau cours Andropov et quelles seront aussi ses conséquences sur la vie des citoyens soviétiques. Mais il est déjà tout à fait clair que derrière les murailles du Kremlin ce n'est pas seulement un homme qui a succédé à un autre mais une conception nouvelle du système qui est en train de se faire jour. ●

Espagne : une œuvre de Dieu nationalisée

Nationalisé – pour éviter la catastrophe – le géant espagnol Rumasa avait pourtant des appuis célestes !

PAR GILBERT SANS

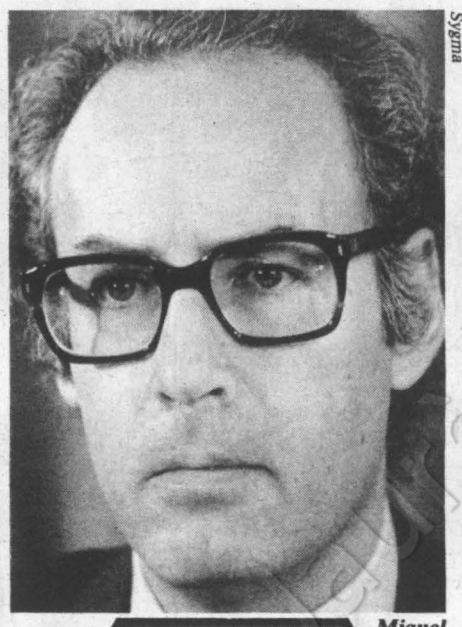
(de notre envoyé spécial)

LES socialistes espagnols n'ont pas fini de surprendre. C'est à minuit le 23 février dernier que le porte-parole du gouvernement — à l'issue d'un conseil des ministres dont les délibérations avaient duré onze heures ! — annonçait la promulgation d'un décret d'expropriation de toutes les sociétés du groupe financier géant Rumasa : « Afin de garantir pleinement les droits des épargnants, les emplois et les droits patrimoniaux des tiers, gravement menacés... »

L'empire financier de la Rumasa — du nom de son fondateur Ruiz-Mateos, société anonyme — n'a guère d'équivalent en France auquel on puisse le comparer. En Espagne, elle était le symbole de la puissance et du travail, d'un certain capitalisme triomphant, affairiste, paternaliste, empreint tout à la fois de mystique religieuse et d'une féroce agressivité commerciale à l'américaine. L'Espagne n'échappe nullement à la crise économique mondiale, bien au contraire. Alors que, sous l'effet de cette crise, les capitalistes espagnols rivalisaient de prudence, sinon de couardise, José Maria Ruiz Mateos, lui, rachetait tout : banques et sociétés en difficulté, sans trop de précautions.

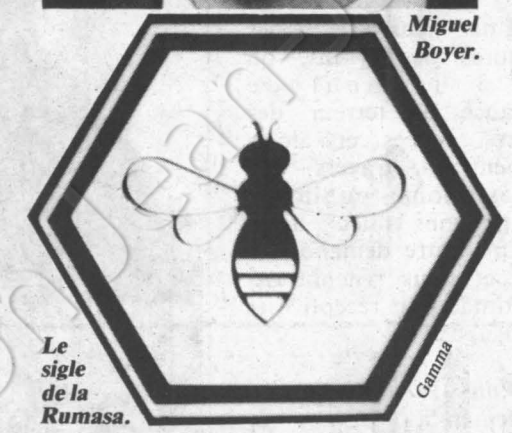
« Nous n'avons pas agi avec une voracité d'expropriation ou par infantilisme gauchiste, comme certains aimeraient à le faire croire, mais pour protéger un édifice qui pouvait s'écrouler à tout instant », déclarait, au lendemain de la décision gouvernementale, le ministre socialiste de l'Economie, Miguel Boyer, dont les tendances « modérées » sont en effet bien établies. La situation financière du groupe était pour le moins préoccupante. On commence aujourd'hui seulement à connaître la réalité des méthodes de financement du groupe Rumasa. Ce sont, presque exclusivement, les propres banques du groupe — il y en a dix-huit dans la Banco Atlántico — qui finançaient le déficit des autres sociétés du groupe. Parfaite image d'un serpent se mordant la queue : en économie ça ne pardonne pas. Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué, mais, dans les faits, Ruiz Mateos avait bloqué toute vérification des finances et acquis de son groupe. C'est d'ailleurs ce qui devait motiver la décision des socialistes espagnols. Si la décision gouvernementale a surpris c'est d'abord par l'importance de l'enjeu : Rumasa était, de loin, la première société holding du pays. Mais sans doute aussi un peu parce qu'à l'origine le programme électoral de la gauche ne comportait aucune mesure prévisible de nationalisations (hormis le transport de l'électricité par les lignes à haute tension). D'où, également, les différences de réactions au lendemain de la « nationalisation ».

La droite politique et le patronat traditionnel réagissaient violemment dénonçant le « coup d'Etat économique ». En revanche, les milieux bancaires étaient plus nuancés dans leur réprobation. Ne parle-t-on pas d'une restitution des entreprises saines du groupe — et notamment de la Banco



Sygma

Miguel Boyer.



Gamma

Le sigle de la Rumasa.

Atlántico, la huitième du pays — au privé dès que les comptes seraient vérifiés et éclaircis ? Ce qui ne manquerait sans doute pas de poser quelques problèmes nouveaux aux dirigeants gouvernementaux et socialistes sur le thème, déjà bien connu par ailleurs, de la « collectivisation » des pertes et de la privatisation des profits... Sans même vouloir entrer dans la problématique, plus ambitieuse encore, du renforcement de l'appareil économique de l'Etat, donc de l'Etat lui-même, dans un pays qui en a grand besoin, n'ayant guère connu que le franquisme, et en portant les évidentes stigmates.

Face aux réalités économiques le « message » de la droite revancharde ne porte guère. Au point que le manager numéro un de la Banco Atlántico qui avait démissionné voici quelques mois devant l'incohérente politique du groupe vient d'accepter de faire partie des organes provisoires de gestion de la banque, désignés par le gouvernement. Juste deux chiffres, imparables : selon Miguel Boyer, les réserves et le capital du groupe ne dépasseraient pas 5 milliards de pesetas, alors que Ruiz Mateos annonçait publiquement 120 milliards ; les actions des 18 banques de la Rumasa seraient cotées à 5 fois leurs valeurs réelles.

José Maria Ruiz Mateos annonçait au début de 1982 que l'année serait celle de la consolidation définitive du holding. Une organisation patronale internationale, European Management Forum, considérait pour sa part la Rumasa comme l'une des entreprises d'Europe les plus exemplaires. La Mère de Dieu du Perpétuel Secours, qui veillait sur l'entreprise depuis sa fondation, a-t-elle abandonné l'un de ses fils parmi les plus fidèles, José Maria Ruiz Mateos ?

Parce que Rumasa, il faut bien le dire, n'était pas seulement une puissance d'argent. La technocratie « à l'américaine » fait, on le sait, adhérer le cadre et l'employé à l'idéologie « maison ». Mais celle-ci se limite, si l'on ose dire, à une stricte efficacité capitaliste. A la Rumasa, le mysticisme intégral s'ajoute à la performance et à la concurrence personnelles de mise dans ces milieux. Que de chemin parcouru depuis ce début des années soixante où le jeune Ruiz Mateos, monté de Jerez, créait à Barcelone la petite Rumasa avec sept employés et 300 000 pesetas de capital. L'entreprise, dès sa fondation, était placée sous la protection — apparemment insuffisante — de Notre-Dame du Perpétuel Secours ; une chapelle lui est d'ailleurs dédiée dans la modeste propriété « la Atalaya » à Jerez. Chaque année le 27 juin, le jour de la sainte patronne est d'ailleurs obligatoirement fêté dans les quelque 360 entreprises du groupe. Bon chrétien, mais aussi bon père de famille puisque Ruiz Mateos règne aussi sur une progéniture de 13 enfants. En 1983, comme en 1961, José Maria Ruiz Mateos se rend à la messe chaque jour que Dieu fait. Bref, on dit, et faute d'être démenti, on redit que Ruiz Mateos est un membre distingué de l'Opus Dei. Organisme séculier, élevé à la prélature personnelle l'été dernier par Jean-Paul II, l'Opus Dei avait déjà été mis ouvertement en cause lors d'un important scandale financier — l'affaire Matesa — sous le franquisme. On voit périodiquement réapparaître son nom dans des circonstances les plus diverses, mais jamais les plus banales. Saura-t-on un jour toute la vérité sur les « affaires » qui ont précédé, et sans doute motivé, l'assassinat d'un prince giscardien dans les rues de Paris ou le « suicide » d'un banquier du Vatican sous un pont de la Tamise ? « On peut aller jusqu'à dire que les personnes qui tiennent les rênes du pouvoir sont pratiquement toutes soumises à une même discipline, religieuse, morale et peut-être même politique — je veux ici parler de l'Opus Dei... », déclarait en 1965 un professeur de l'université de Salamanque nommé Enrique Tierno Galvan. On le voit, les mérites et les antécédents démocratiques de la « Sainte Mafia » ne sont plus à démontrer...

Famille, religion, mais aussi travail, travail et encore travail auraient pu constituer la devise de Ruiz Mateos, exigeant une totale identification au groupe et à son idéologie moyenâgeuse. « Les mille fils de Ruiz Mateos », à savoir les mille cadres supérieurs du groupe, arrivaient au bureau tous les matins, depuis 1961, à 8 h 30 — en même temps que José Maria. A la Rumasa il n'y a jamais eu d'horaire de fin de travail. Ils étaient — les mille — les gardiens de « la Ruche » et portaient tous à la boutonnière un symbole de reconnaissance leur permettant de s'identifier discrètement à l'extérieur : une petite abeille — le symbole travailleur et économe du groupe — en or ou en argent suivant le grade.

Ces « Rumacrates »-là étaient la parfaite image d'une Espagne mystique, franquiste, passéiste dont le peuple a dit, le 28 octobre dernier, qu'il ne voulait plus. ●

LES MERES DE LA PLACE DE MAI: "NOUS VOULONS NOS ENFANTS VIVANTS"

Hebe de Bonafini, présidente du mouvement des Mères de la Place de Mai, et Maria Antokoletz, vice-présidente, après avoir été reçues par François Mitterrand, ont accordé un entretien exclusif à notre collaborateur Carlos Ferrari-Lopez

« L'UNITE » : En Argentine, vous menez un combat de vie et d'espoir contre une dictature militaire brutale qui a essayé par tous les moyens de vous réduire au silence. Aujourd'hui, votre lutte a un retentissement international et vous êtes reçues par des chefs d'Etat européens, quel est donc le sens de votre visite en France ?

HEBE BONAFINI ET MARIA ANTOKOLETZ : Nous avons eu des entretiens avec François Mitterrand, avec le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, et aussi avec le président du Parlement européen. En France, nos rencontres ont été très positives et le président Mitterrand nous a manifesté sa solidarité et nous savons maintenant que la France va se préoccuper du sort des détenus-disparus.

— Est-ce que ces entretiens peuvent contribuer à fortifier votre position face aux autorités militaires ?

— Bien sûr, les militaires et le gouvernement sont obligés de tenir compte de l'opinion publique internationale. Ils ont toujours essayé de donner une image mensongère de la réalité du pays, mais, après les Malouines, l'Argentine n'est plus la même. Nos rencontres et l'appui que nos interlocuteurs nous donnent en Italie, en Espagne ou en France consolident notre lutte face aux militaires, à l'Eglise, aux hommes politiques.

— L'attitude des Argentins envers les « Mères de la Place de Mai » a-t-elle changé après la guerre dans l'Atlantique sud ?

— Oui, très certainement il y a eu une modification... Les Argentins ont compris le sens de notre lutte et ils nous ont vues sous un autre jour. Vous savez, notre peuple est fatigué des mensonges et des impostures des tyrans, on sort doucement de l'ambiance de terreur des dernières années et alors, forcément, à travers nos manifestations publiques nous pouvons mieux faire connaître notre demande de justice et nous rencontrons une attitude plus réceptive et plus engagée.

— Vous avez aussi effectué des démarches devant la Commission des droits de l'homme de l'O.n.u. La plainte concernant les détenus-disparus a été discutée à plusieurs reprises, où en est-on aujourd'hui ?

— Il est très triste pour une Mère de faire ce voyage annuel à Genève.

— Pourquoi ?

— Parce que là-bas nos fils deviennent des numéros, des dossiers sans visage, sans âme. D'autre part, les peuples ne sont pas représentés dans cette commission des droits de l'homme, il y a les Etats, et eux, ils peuvent échanger la vie de nos fils contre du blé ou du pétrole... Vous vous rendez compte !, on ne défend plus à l'O.n.u. les droits de l'homme mais seulement, à la limite, les droits commerciaux... Cette année, le rapport de la commission ne tient compte que de la position du gouvernement argentin et nous n'avons pas retrouvé les traces de nos propres enquêtes. Depuis trois ans, ils travaillent sur 1 500 cas de disparitions, par manque de temps selon eux, mais nous leur avons fait parvenir plus de 10 000 noms avec tous les renseignements nécessaires. Ils ont bureaucratisé au maximum cette commission et ils ne facilitent pas notre travail. Nous arrivons là avec un problème de vie ou de mort et nous ne trouvons que des entraves bureaucratiques.



— En Argentine, et pendant plusieurs années, le silence de la presse accompagnait votre lutte. Cela semble changer actuellement.

— Oui, à partir de 1980, les journaux commencèrent à parler un peu du mouvement des Mères et chaque fois que nous faisions quelque chose, nous parcourions toutes les rédactions et toutes les agences de presse. Nous faisons de même aujourd'hui. Notre présence, notre insistance nous ont permis d'entrouvrir les portes des journaux. La radio et la télévision en revanche restent sourdes et sans voix face à notre désespoir.

— On parle beaucoup de réconciliation et de concertation nationales, les militaires vous ont-ils proposé quelque chose de concret par rapport à votre demande concernant la vie de vos fils et filles ? Ont-ils essayé de négocier avec les Mères ?

— Non, jamais, en plus, il n'y a rien à négocier. La vie ne se négocie pas, n'est-ce pas ? Nous avons beaucoup de choses à dire aux militaires, nous avons plusieurs questions à leur poser, nous avons donc demandé des entretiens. Ils ont toujours refusé ; ils voudraient bien pouvoir échapper éternellement à un face à face avec les Mères et avec les victimes de la répression.

— Et la justice argentine ?

— Elle est complice du pouvoir militaire. La justice ne fait que recevoir les dénonciations, les plaintes de familles et les milliers de demandes d'enquêtes. Mais les enquêtes n'aboutissent jamais. Nous pensons qu'un juge qui mérite ce nom doit démissionner s'il trouve sur son chemin des obstacles qui empêchent que la vérité éclate. Alors, face aux ingérences du pouvoir, qui plus est d'un pouvoir illégitime, les juges doivent partir, sinon ils deviennent les complices des infamies du pouvoir. Ils ne doivent pas rester pour soutenir l'injustice. En Argentine, les juges sont restés...

— Nous avons reçu des informations concernant des militaires qui promettaient de livrer des informations sur les disparus contre des sommes d'argent.

— Par principe, nous nous sommes toujours opposées à ce type de marchandage. Nous ne pourrions jamais accepter de donner de l'argent dans ces conditions. Mais nous connaissons des

Fondation Jean-Jaurès

familles qui ont payé des militaires, des officiers, pour recevoir des informations concernant leur fils, leur fille, leur mari... Très souvent — après avoir encaissé l'argent — le militaire en question ne revoit plus jamais la famille qui a payé une forte somme. D'autres fois, l'informateur demande toujours plus pour « toucher » d'autres officiers et cela peut durer des mois. A la fin, le résultat est toujours le même, aucune information valable et beaucoup d'argent pour ces profiteurs du désespoir.

— La position de l'Eglise est très controversée dans votre pays. Vous-mêmes, vous avez dénoncé les positions de l'Eglise.

— Oui, il faut savoir que l'Eglise catholique est majoritaire en Argentine ; elle a aussi un poids spirituel et moral très grand. La haute hiérarchie n'a jamais été du côté des victimes de cette abominable répression. Il y a eu des exceptions, quelques évêques — peu nombreux mais d'un grand courage — ont pris des positions favorables à notre lutte pour la vie et la paix. Sur quatre-vingt-deux évêques, seulement quatre sont résolument à côté des Mères des détenus-disparus.

— Certains observateurs signalent un abîme croissant entre les positions des partis politiques argentins et les vôtres face au problème des disparus. C'est une opinion que vous partagez ?

— Nous avons exprimé clairement et à tout le monde que nous voulons que nos enfants et les enfants de nos enfants nous soient rendus en vie. Bien, s'il y a des personnes qui pensent autrement ils doivent le dire. Dans les partis politiques, il y a différentes positions et nous ne connaissons pas encore les programmes de chaque parti. Mais nous savons que la jeunesse argentine, d'un parti ou d'un autre, a pris conscience du sens profond de notre mouvement. Elle sait aujourd'hui ce qui est arrivé pendant les années de répression et les jeunes soutiennent dans chaque parti politique notre lutte.

— Pensez-vous qu'un régime démocratique pourrait — en Argentine — favoriser votre mouvement ?

— Bien sûr, mais nous ne devons pas non plus tomber dans de vaines illusions. La démocratie viendra doucement et il ne faut pas croire que parce qu'il y aura des élections, du jour au lendemain, tout va s'arranger. N'oublions pas que les militaires ont plongé le pays dans un cauchemar, dans un chaos économique et social sans précédent. L'Argentine vit une profonde crise morale.

— Justement, il existe le danger de reléguer le problème des détenus-disparus derrière la faillite économique, la difficile construction de la démocratie, etc. Ne craignez-vous pas cela ?

— Non. Nous sommes là pour témoigner, pour empêcher l'oubli. Et de la même façon que pendant des années nous avons — isolées et sans défense — fait face à la tyrannie, nous demanderons à un gouvernement légal de répondre à nos questions.

— Les militaires ne veulent pas parler directement avec vous ; par ailleurs, plusieurs hauts officiers déclarent qu'il n'y a pas de survivants après la « sale guerre » et ils essaient d'escamoter tout débat concernant ce problème avant ou après les élections promises pour octobre 1983. Dans ce cadre et sachant que des cadavres sont apparus un peu partout en Argentine, est-il réaliste de demander — comme vous le faites — « l'apparition en vie » des détenus-disparus ?

— Nous savons qu'ils ont assassiné des centaines de personnes. Nous savons de quoi ils sont capables. Mais nous savons aussi que dans certaines casernes militaires existent de véritables camps de concentration, dans ces camps, il y a des détenus-disparus vivants et qui doivent le rester, c'est pour eux que nous continuons nos manifestations. De toute façon, ils doivent expliquer à la nation et à l'opinion publique internationale ce qu'ils ont fait avec les personnes dont on trouve actuellement les cadavres. De temps en temps, nous retrouvons — vivants — des garçons ou des filles portés disparus. Ils sont relâchés et terrorisés, ils n'osent pas parler.

— Vous dites que des détenus-disparus sont aujourd'hui retrouvés vivants...

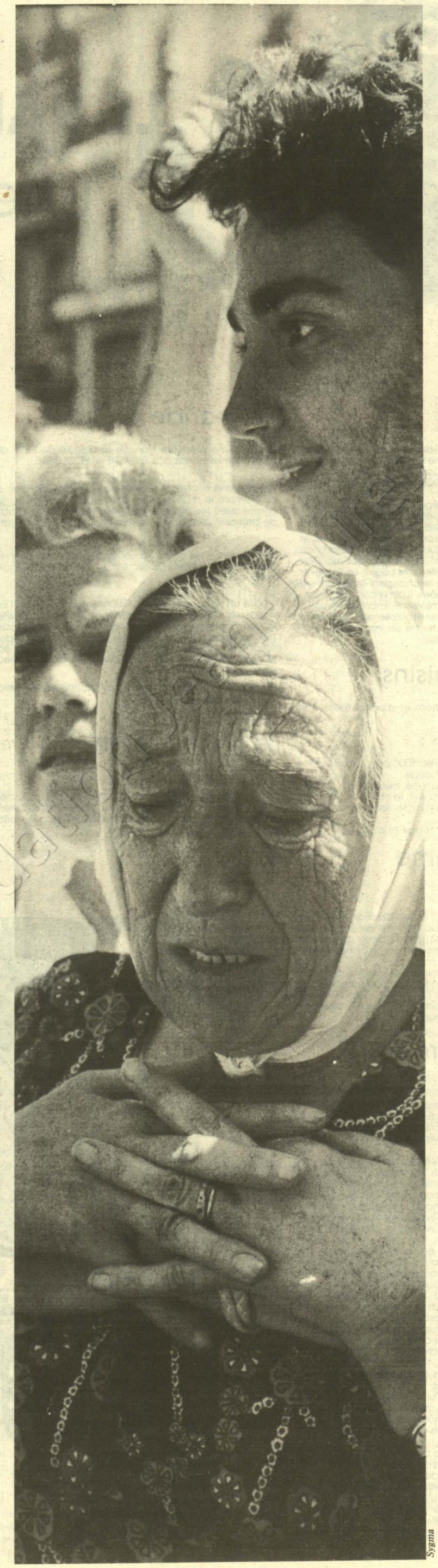
— Mais oui, il s'agit de personnes qui ont passé des années dans des camps secrets de détention. Libérés et menacés par les militaires, ils se cachent pour ne pas avoir à raconter leur drame, cela mettrait en danger leurs familles, leurs proches. Nous avons parlé avec quelques-uns d'entre eux et ils sont terrorisés.

— Vous avez enregistré encore récemment des cas de disparition ?

— Oui, en décembre 1982, trois personnes ont été enlevées.

— Les militaires argentins vous laissent partir librement pour venir en Europe. Pourquoi ?

— Ils ne peuvent pas nous arrêter maintenant, mais ils ne renoncent pas à nous intimider et parfois ils vont plus loin et ils arrêtent des Mères de notre mouvement... Depuis notre départ de Buenos Aires, nous avons été accompagnées par trois policiers en civil qui venaient dans le même avion. Il y a eu un incident à l'aéroport quand nous nous sommes aperçues qu'on fouillait nos bagages qui étaient déjà embarqués, nous avons perdu là quelques papiers, mais les documents les plus



Sygma

importants, nous les portons en permanence sur nous. Une fois en Europe nous avons été contactées à plusieurs reprises par des « journalistes » argentins très originaux, au lieu de nous poser des questions sur nos activités, ils photographiaient les personnnes qui nous accompagnaient ou qui nous accueillaient dans chaque escale de notre tournée. De toute façon, nous n'avons rien à cacher et nos démarches sont ici la continuation de notre combat en Argentine.

— Est-ce que vous connaissiez le capitaine Astiz, celui qui est à l'origine de la disparition de deux religieuses françaises ?

— Oui, il était infiltré dans notre mouvement et il participa à nos assemblées et à nos marches face à la Place de Mai. Pendant cinq mois et sous le nom de Gustavo Nino, il fréquenta les sites où nous nous réunissions jusqu'au moment de la disparition de deux religieuses et de trois mères de disparus. Ces enlèvements sont dus à son « travail ». Récemment, nous avons appris qu'il avait demandé — et obtenu — un visa pour l'Afrique du Sud.

— Vous continuez à vous réunir tous les jeudis face à la maison du gouvernement dans la déjà célèbre Place de Mai. Ici même — à Paris — des groupes et des associations solidaires de votre mouvement (+) se sont constitués et il existe depuis quatre ans déjà une rencontre hebdomadaire face à l'ambassade argentine organisée par Droits socialistes de l'homme (+). Votre mouvement acquiert donc en Argentine mais aussi en Europe et en Amérique latine une importance grandissante. On peut se demander aujourd'hui : jusqu'où irez-vous ?

— Jusqu'à ce que justice soit rendue. Nous voulons nos enfants vivants. Nous continuons aussi pour arrêter la politique de disparitions partout où elle existe. Nous ne voulons plus que cela puisse se reproduire chez nous ou ailleurs. Les détenus-disparus constituent un problème national avec une dimension internationale. Il doit donc être résolu au niveau national en prenant l'ensemble du problème. Nous n'acceptons pas qu'on nous dise : « Présentez à titre individuel chaque cas. » Non, nous pensons qu'il faut des tribunaux qui délibèrent sur l'ensemble, qui cherchent à dévoiler tous les aspects de la politique répressive et qui puissent enquêter sur les responsabilités des chefs, et exécutants militaires. Cela ne peut pas se faire à travers des présentations individuelles face à la justice ordinaire. Les juristes devront étudier les formes légales les plus adaptées à cette situation. ●

+) Organisations de solidarité avec les Mères de la Place de Mai Co.so.fam. ; Solma.

+) Tous les jeudis de 12 h à 13 h.

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels.
Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien.
L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il draînera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne. Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

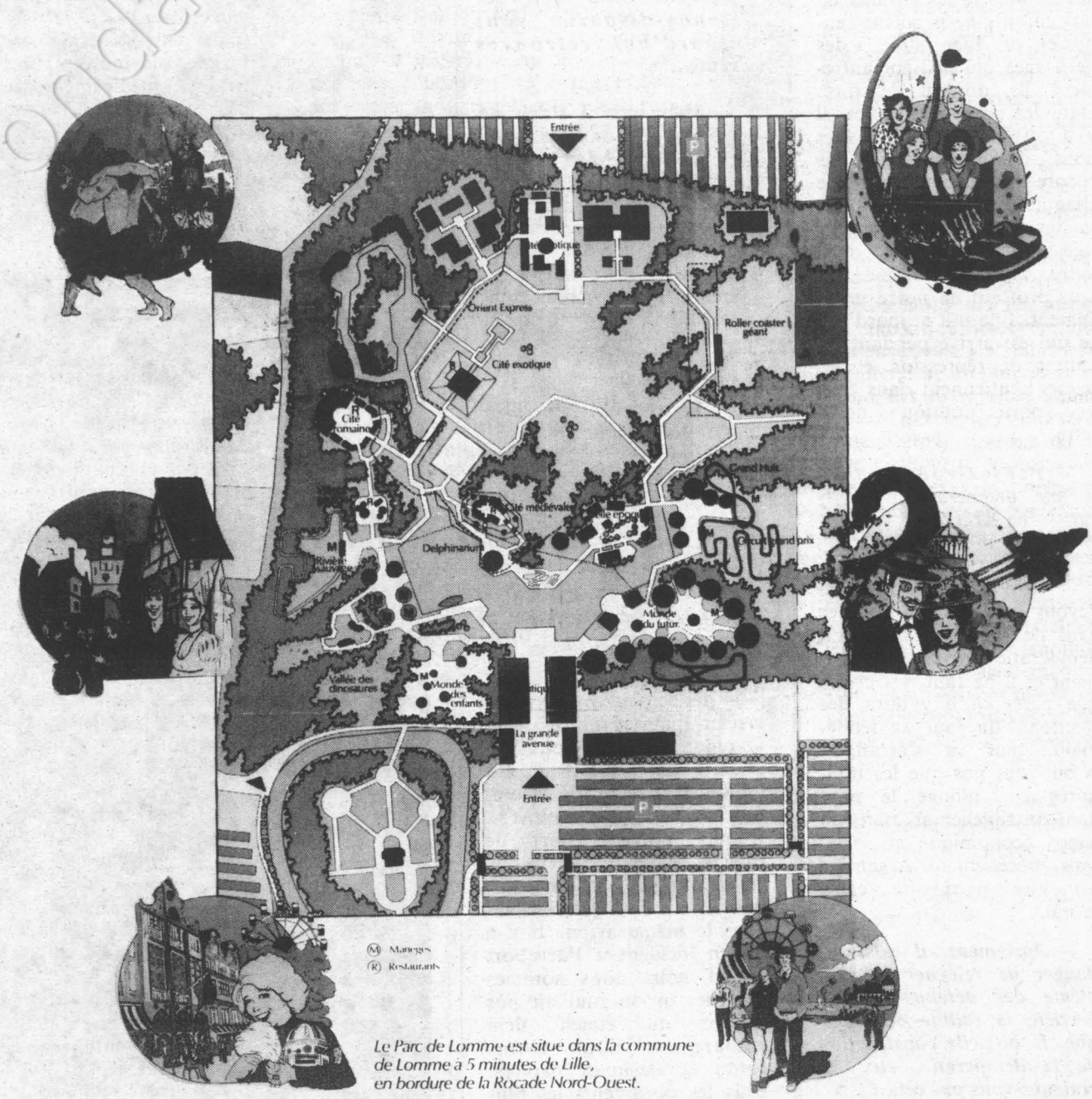
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

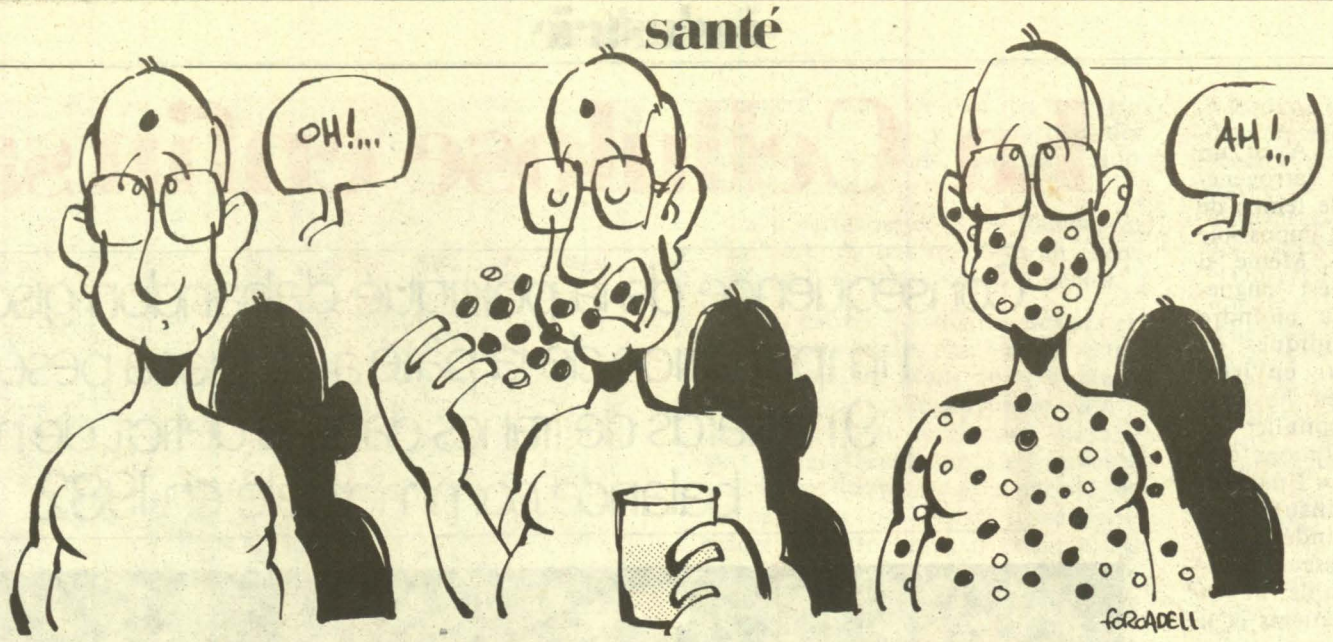
En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situe dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

Collection Jean Lebas



Maladie de société, maladie de médicament

La maladie ayant pris le pas sur le malade, celui-ci navigue au gré d'affections autodiagnostiquées, de consultation en cabinet, avec son petit viatique de pilules; cachets, sirop qui mélangés peuvent donner naissance à un drôle de syndrome : la maladie iatrogène

PAR PIERRE-YVES POINDRON

REGULIEREMENT, des informations en provenance des Etats-Unis ou d'un pays européen sur les effets dangereux de tel ou tel produit ou telle ou telle thérapeutique ébranlent les certitudes médicales et secouent la presse grand public. Que la médecine provoque des maladies, voilà, qui est inimaginable, voire scandaleux aux yeux de malades potentiels. Tellement scandaleux qu'il faut un coupable : médecin, médecine, médicament, et que, pour le trouver, on grossit l'événement comme pour y voir plus clair.

Certains parlent de 25 000 décès par an en France à cause de maladies d'autant plus redoutables qu'elles portent le beau nom de iatros (médecin, en grec). Les maladies iatrogènes rempliraient bon an mal an 10 % des lits de gériatrie. Ces chiffres sont probablement exagérés. A dire vrai, on ne possède aucune donnée globale, car le phénomène est beaucoup plus complexe qu'on ne le croit. La pilule n'est ni tout à fait blanche ni tout à fait noire.

Iatrogène... il faut s'habituer au nom, sinon à l'idée. « On appelle maladie iatrogène toute pathologie entraînée par un acte médical, diagnostique ou thérapeutique, voire par la relation médecin-malade. » Telle est la définition qu'en donne le docteur Ageorges, rédacteur en chef de la revue « Prescrire », de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (Unaformec), la seule revue médicale vierge de toute publicité. « Tout acte médical comporte un risque, plus ou moins grand, plus ou moins connu. »

L'évaluation des risques

Le tout est de le savoir, dira-t-on, mais la marge est étroite entre l'évaluation d'un risque et l'appréciation du bénéfice qu'on peut retirer d'une thérapeutique. L'effet iatrogène doit évidemment être moindre que l'intérêt de l'acte médical. Mais dans la pratique ? Dans la pratique, effet secondaire et bénéfice escompté ne sont pas très transparents. Il n'y a pas d'équation : tel médicament X n'entraîne pas « ipso facto » telle maladie Y.

Le professeur Dangoumau, directeur de la pharmacie et du médicament au ministère de la Santé, classe les troubles iatrogènes en trois groupes. Ceux qui, en l'état actuel de la thérapeutique, sont inévitables, comme la chute des cheveux à la suite de certains traitements anticancéreux. Il va de soi qu'on acceptera de courir ce risque si le jeu en vaut la chandelle. C'est ici une affaire d'évaluation. Le diagnostic déterminera la décision : on n'estourbit pas une mouche avec un insecticide toxique... encore faut-il être sûr qu'il ne s'agit que d'une mouche et non point d'un frelon.

Deuxième catégorie de troubles : les troubles imprévisibles ; ceux dont on sait qu'ils peuvent statistiquement survenir, mais dont on ne peut prévoir chez quel malade ils apparaîtront. Le médecin se trouve un peu dans la situation d'un conducteur sur l'A6 un jour de Pentecôte : il y aura des accidents, mais où ? Et qui en seront les victimes ? Au praticien d'évaluer le rapport risque/bénéfice. Mais aucune méthode scientifique pour l'instant ne peut l'assister, nous sommes dans le domaine de la statistique. Ce petit jeu de l'évaluation est d'ailleurs constamment remis en cause. C'est, par exemple, ce qui s'est passé avec le distilbène employé pour corriger les troubles hormonaux auxquels on attribuait les avortements spontanés. On a longtemps cru que la balance risque/bénéfice penchait côté bénéfice. Mais lorsque les connaissances scientifiques se sont précisées, lorsqu'on sut, par exemple, que nombre d'avortements spontanés étaient d'ordre génétique, l'indication de ce produit ne se justifiait plus ou se trouvait très réduite. Méconnaissance scientifique en deçà, erreur médicale au-delà.

Ce risque imprévisible, comment le distinguer, s'il est statistiquement faible ? C'est tout le problème avec les nouveaux médicaments. A moins de ne rien faire, à moins de se priver d'une thérapeutique, il faut bien commencer un jour à les administrer. Restent enfin les maladies iatrogènes dues à des erreurs médicales patentes. De l'avis du professeur Dangoumau, celles-ci seraient rarement graves.

Mais revenons dans le cabinet médical au trio « médecin-malade-maladie », au moment de la rédaction de l'ordonnance. Parmi les causes de maladies iatrogènes, le médicament occupe une bonne place. En tout cas, la plus connue, la plus sensible au grand public. Il y a au moins trois raisons pour lesquelles le médicament risque de décevoir, comme l'explique le docteur Ageorges : sa mauvaise utilisation sur un terrain inadéquat ; c'est la cause la plus fréquente de iatrogénécité, le jeune enfant ou le vieillard constituant très généralement ce terrain fragile ou inopportun ; ensuite la stratégie médicamenteuse est parfois incertaine : faut-il commencer par tel produit plutôt que tel autre ? Pas toujours évident. Enfin, les interactions médicamenteuses et la longue liste de produits dont on ne sait pas trop comment les principes actifs vont interréagir.

Quand la maladie cache le malade

Les maladies iatrogènes sont en fait révélatrices de l'organisation de notre système de santé et de son fonctionnement. Le jeune diplômé frais émoulu de l'université n'a pas appris la thérapeutique des maladies courantes. Oh, bien sûr, des malades, il en a vu à l'hôpital et de bien mal en point. Mais des banales rhinopharyngites ? des otites ? voire des grippes ? « La thérapeutique est un chapitre presque ignoré à l'université, estime le docteur Ageorges ; elle dispense de solides connaissances, mais sa mission n'est pas de former des professionnels. »

Lâché dans la nature, le jeune diplômé se retrouve désarmé... et dans son cabinet médical, il se retrouve tout seul. « Cette solitude est rompue par le visiteur médical. » C'est, à dire vrai, le premier contact avec le médicament d'emploi courant. Que le produit présenté par le visiteur médical soit efficace, le jeune médecin en fera lui-même l'expérience, mais n'en existe-t-il pas un autre moins iatrogène, moins cher ? Il lui faudra attendre la visite d'un autre représentant de laboratoire pour le savoir. Et quelle conduite thérapeutique tenir devant la maladie qu'il croit avoir diagnostiquée ce matin ? Là aussi, la plus grande incertitude règne dans la tête du jeune docteur en médecine, qui sait parfaitement ce qu'il ferait dans tel cas rarissime qu'il a vu au Pavillon A du C.h.u. 3. La presse médicale ? Tiens oui, pourquoi pas la presse ? Justement « le Stéthoscope libéré » publie cette semaine un article... Las, on y parlera peu ou mal de prescription. Le budget des laboratoires représente 550 millions de francs lourds. Un gâteau que se partagent de nombreux titres médicaux. Alors pas d'impairs. « Les meilleurs d'entre eux, constate le docteur Ageorges, préfèrent parler de médicaments parfaitement évalués et connus, mais aucun n'avoue que tel médicament n'a aucun intérêt. » Dans le meilleur des cas, un silence poli entoure une nouveauté qui n'a de nouveau que le nom et voile pudiquement l'inefficacité de certaines familles de produits. Pas étonnant dans ces conditions que le produit le plus vendu — un vasodilatateur — n'offre — comme beaucoup de vasodilatateurs — aucun intérêt. Une chance : ils sont inoffensifs. Mais pour la stratégie médicamenteuse ou thérapeutique ? Le jeune médecin repassera. « Le débat n'est pas ouvert dans la presse », constate le docteur Ageorges.

Formation insuffisante, information tronquée... il existe des parades : la formation sur le terrain ; le stage chez le praticien déjà installé de longue date ; l'introduction des généralistes à l'université comme enseignants. Depuis ces dernières années, les médecins se regroupent en associations de formation continue et certains parmi eux ont eu l'idée, pour ne pas dire l'audace, de publier la revue « Prescrire », totalement indépendante de la publicité et dans laquelle les nouveaux médicaments sont passés au crible de la pratique quotidienne.

Mais ne mettons pas sur le compte du tapage publicitaire l'ensemble des maladies iatrogènes. Rares sont les produits efficaces qui n'ont pas d'effets secondaires... c'est même plutôt une preuve qu'ils agissent et généralement les effets indésirables sont signalés avec les précautions d'emploi dans les encarts publicitaires...

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

quand ils sont connus. Avec un médicament nouveau, la iatrogénécité n'a pas toujours eu le temps de pointer son visage et il est impossible qu'il en aille autrement. Même si toute nouvelle substance est longuement testée, éliminée au moindre soupçon. Les études cliniques en vérifient l'efficacité sur environ 2 000 personnes en milieu hospitalier, mais le milieu hospitalier ne réunit pas les mêmes conditions que la médecine de ville. « Ensuite, 2 000 personnes, c'est insuffisant pour déceler un effet indésirable grave », estime le professeur Dangoumau. L'effet indésirable ne se produit pas sur tous les patients et il faut un panel plus étendu pour qu'il émerge. (On considère généralement qu'un effet indésirable grave pour 10 000 malades justifie sa mise à l'écart). Quelle que soit la qualité des tests, ils ne déjouent pas les lois de la statistique. C'est donc après la commercialisation qu'on constatera l'effet indésirable. Autant dire qu'il est indispensable de suivre un nouveau médicament durant les années qui suivent sa mise sur le marché ; quelquefois même d'anciens médicaments réservent des surprises (cf les sels de bismuth). Depuis quelques années, un système de pharmacovigilance alerte le ministère de la Santé en cas de pépins. « La France en cinq ans a considérablement amélioré son système de connaissance de médicaments, affirme le docteur Ageorges. Elle se trouve au même niveau que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne. »

La place perdue du généraliste

Les interactions médicamenteuses ? Elles sont souvent incriminées et il est vrai que le « probable » pourrait être évité. « Au-delà de trois médicaments prescrits, il est impossible de prévoir ce qu'il adviendra avec toutes les combinaisons réalisables, ni savoir à quoi attribuer la maladie iatrogène », explique le rédacteur en chef de « Prescrire ». « On prend rarement un produit seul, mais on ne peut tester toutes les combinaisons. Lorsqu'elles sont repérées, les contre-indications figurent dans le Vidal », confirme le professeur Dangoumau. Et pourtant, que de longues ordonnances ! Quelle prolifération d'ordonnances, prescrites par des spécialistes différents. Certaines pathologies multiples justifient cette profusion, mais la plupart du temps les malades eux-mêmes en redemandent. L'accès direct au spécialiste est passé dans les mœurs : on a son cardiologue, son gynécologue, son ophtalmo, son urologue... et chacun de ces hommes de l'art y va de sa petite prescription.

Depuis vingt ans, le système de soins français a vu se multiplier les spécialités sous la pression de la démographie médicale. Mais qui coordonne les traitements ? Le généraliste ? Encore faut-il qu'il soit averti des prescriptions de ses confrères. Encore faut-il qu'il soit correctement formé à être « l'homme de la synthèse ». La médecine a valsé en éclats, s'est émiettée en spécialités, la maladie a pris le pas sur le malade et celui-ci navigue, au gré d'affections autodiagnostiquées, de consultation hospitalière en cabinet de spécialiste avec sa petite cargaison de pilules, de cachets, de sirops dont il jettera la moitié à la mer. « On ne reviendra en arrière que très progressivement. » Peut-être en redonnant au généraliste la place qu'il a perdue.

Haro sur le médicament et celui qui l'administre, haro sur la médecine, la chirurgie, etc. ? Non, les maladies iatrogènes sont aussi une maladie de société. En tous les cas, révélant que le système de soins a besoin, lui aussi, d'un bilan de santé. ●

La Cellulose enfin sauvée

Conséquence de la politique d'abandon giscardienne, l'importation de la pâte à papier a pesé pour 9 milliards de francs dans le déficit de notre balance commerciale en 1982



Jean Oehler (à droite), député socaliste de Strasbourg, avec des grévistes de la Cellulose. A.f.p.

PAR CLAUDE JADOUL

(de notre envoyé spécial)

SAUVEE la Cellulose de Strasbourg ? 370 travailleurs voudraient bien y croire. « Apparemment, en tout cas, il n'y a pas de souci à se faire », dit Bernard Vignon, secrétaire F.o. du C.e. de l'entreprise. Même son de cloche auprès d'Albert Klein, secrétaire régional de la C.g.t. : « Il y a un accord sur une solution de sauvetage depuis le 7 février. » Et l'on est confiant sur une issue positive à Matignon et au ministère de l'Industrie. Oui, la « Cellulose » vivra.

Mais les travailleurs restent sur leurs gardes. A preuve, la manifestation organisée par les syndicats lundi 28 février devant le siège de la Chambre patronale des industries du Bas-Rhin. Car s'il y a eu effectivement accord, les patrons et la droite locale n'ont pas dit leur dernier mot... Mieux vaut se méfier. Et les futurs actionnaires de la « Cellulose », les « papetiers », les « scieurs » et les collectivités locales (les régions de Franche-Comté, de Lorraine et d'Alsace) mettent peu d'empressement à concrétiser l'accord, c'est-à-dire à s'entendre sur la future structure de la « boîte ». Et ce peu d'empressement est politique : ni Rudloff, président du conseil régional d'Alsace, ni Rausch, de Lorraine, ni même Edgar Faure n'ont l'intention de faire des cadeaux à la gauche à la veille du 6 mars... Alors papetiers et scieurs, très liés à la droite, freinent. C'est le contraire qui serait étonnant.

Les travailleurs attendent donc, l'arme au pied, que tout ce beau monde s'entende une bonne fois pour toutes. Mais comme personne n'a intérêt à laisser « couler » la « Cellulose », ni les papetiers, ni les scieurs (responsables pour partie des difficultés de l'entreprise, on y reviendra), ni les collectivités locales, les syndicats jouent la détente. Et pourtant, la « Cellulose » revient de loin. De très loin.

« Sous Giscard, c'est clair, la "boîte" fermait purement et simplement, dit Jean Oehler, député socialiste de Strasbourg. Et la "filière-bois" en prenait un sacré coup dans l'Est.

Des milliers de royalties

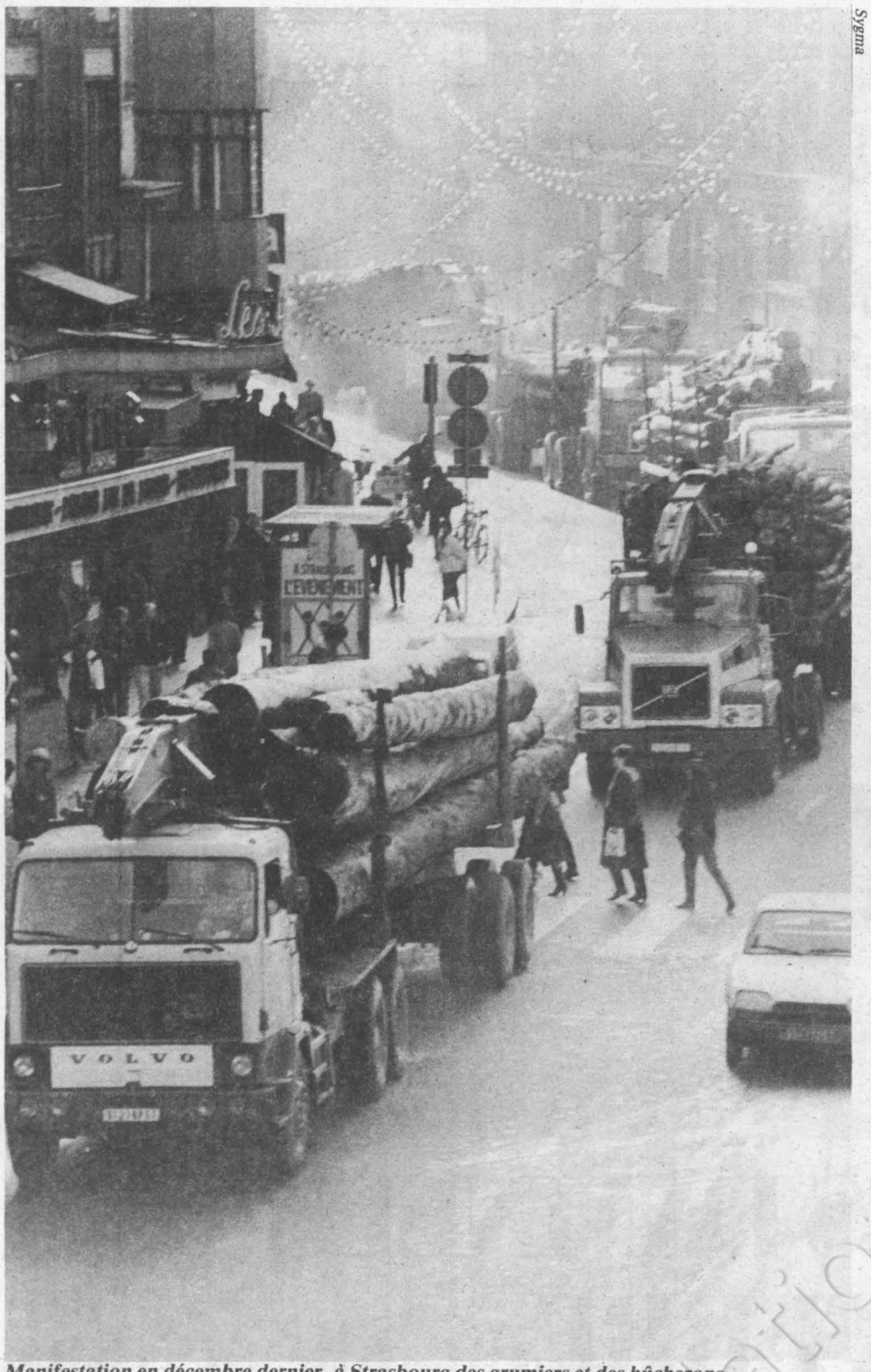
» Au bas mot, c'était la disparition de 1 500 emplois régionaux. »

Sans doute aussi des menaces très sérieuses sur plusieurs scieries qui assurent leur marge bénéficiaire en vendant leurs déchets à la « Cellulose ». « Ceux-ci représentent entre 10 à 15 % du budget des scieries », estime Oehler dont les incessantes navettes Matignon-région ont largement déblayé le terrain pour l'accord du 7 février.

Les ennuis de la « Cellulose » remontent à 1980. Cette année-là, en novembre, le Groupement européen du papier qui exploitait la « Cellulose » dépose son bilan. Gros émoi dans la région. Et l'Etat crée donc sous son égide une « société d'exploitation » avec location-gérance à la clé. La S.d.r., les banques, les scieurs et le canadien Parsons et Whitmore sont partie prenante. En tout, l'Etat injecte plus de 35 millions de francs en subventions et en prêts étalés en 1981 et en 1982. Le temps, pensait-on, d'effectuer les études techniques nécessaires et, surtout, rechercher des « repreneurs » industriels pour assurer l'avenir à plus long terme de la « Cellulose ». Et puis, patatras ! fin 1982, Parsons & Whitmore se désengage. Pas sans biscuits : « Ce groupe a empoché six millions de royalties en deux ans, ce n'est pas mal », explique Robert, un vieil agent de maîtrise aux 35 années de maison.

L'industrie de la pâte à papier n'intéresse, semble-t-il, plus beaucoup le patronat. Peu d'investissements en tout cas ces dernières années, l'outil stagne. Une chose est sûre : « En une génération, la France a perdu la place de premier plan qu'elle détenait dans l'entreprise papetière », affirme Pierre Nouzarède, secrétaire général de la Fédération des industries papetières C.g.t. Résultat : les pays scandinaves et l'Amérique du Nord nous dictent leur loi sur ce marché. Et les parties de yo-yo du dollar n'arrangent rien. Car toutes les tractations s'effectuent en billets verts.

Là, comme pour d'autres industries, l'ère giscardienne a misé sur l'importation. Un bilan noir : le déficit de la balance commerciale de la pâte à papier représente la plus grande part du déficit du secteur papier-carton qui a atteint 7,2 milliards de francs en 1981, et probablement 9 milliards en 1982. Alors, perdre la « Cellulose » de Strasbourg, c'était se condamner à aggra-

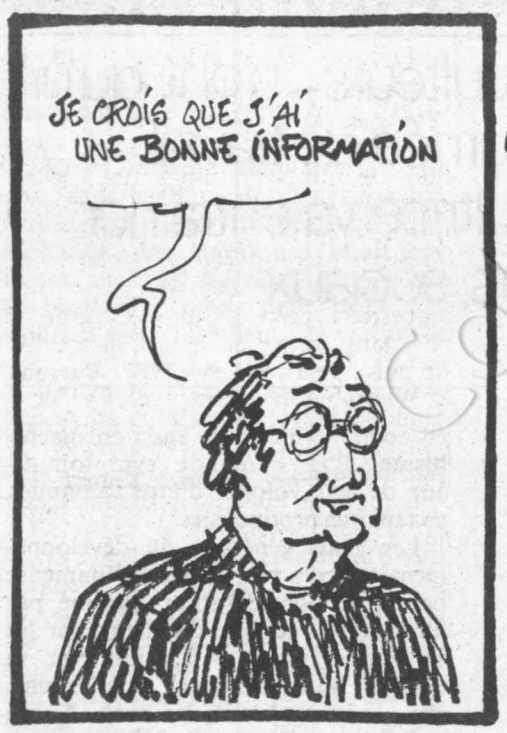


Sygma

Manifestation en décembre dernier, à Strasbourg des grumiers et des bûcherons.



Sygma









ver le déficit de la balance commerciale de 300 millions de francs.

Paradoxe insupportable : alors que la France, on l'a assez répété, possède un bon quart du massif forestier de la Communauté européenne, notre pays importe 45 % de sa pâte à papier et un tiers des papiers que nous consommons sont importés comme produits finis. Un exemple : en matière de papier journal, la France ne possède qu'une machine de 100 000 tonnes contre 26 en Scandinavie, révèle un rapport du ministère de la Recherche et de l'Industrie.

Pour combler notre retard, il faudra donc une intervention « massive et cohérente » des pouvoirs publics.

Le rapport Duroure estime qu'il faudra investir 20 milliards de francs dans le secteur. « Dix milliards sont indispensables pour la toute prochaine période », estime le ministère de l'Industrie. Si l'on veut sauvegarder ce qui existe et s'engager dans un processus de développement.

Voilà le contexte dans lequel se règle l'affaire de la « Cellulose » de Strasbourg.

La politique de redéploiement à l'étranger, les fameux « créneaux » chers à Giscard et à Barre ont, pour ce qui concerne la « Cellulose », fait la part belle aux multinationales. C'est le régime précédent qui a « introduit le loup dans la bergerie », avec des groupes comme Mac Millan-Bloedel et Parsons & Whitmore. Une opération juteuse qui a mis les marchés de la « Cellulose » de Strasbourg à portée de ses concurrents étrangers, sans compter les subventions d'Etat. « Il y a pourtant des opérateurs français, comme Saint-Gobain », dit Robert.

La « participation » de Parsons & Whitmore n'a pas rapporté un client de plus à l'entreprise strasbourgeoise.

Et les patrons locaux, les scieurs et les papetiers n'ont pas été en reste. En amont et en avant de la production, « on » s'est joyeusement servi ! Les scieurs ont largement majoré leurs marges bénéficiaires en vendant à 22 % au-dessus du prix normal, et les papetiers ont réussi à se faire brader 6 000 tonnes, par exemple, au mois de juin dernier. A des prix défiant la concurrence : 2 200 francs la tonne au lieu des 2 500 pratiqués à l'époque. Etranglée des deux côtés, lâchée par ses propriétaires étrangers, la « Cellulose » ne pouvait que rendre l'âme. Une bonne affaire pour Parsons & Whitmore. En revanche, scieurs et papetiers se sont aperçus, mais un peu tard, que la disparition de l'entreprise les desservait.

« Ce ne sont pas des philanthropes », disait-on lundi matin au quai Sturm, en face de la chambre patronale des industries du Bas-Rhin.

« L'argent que les scieurs et les papetiers vont remettre dans la ''Cellulose'' coïncide assez exactement à leurs surbénéfices », précise-t-on au ministère de l'Industrie.

Les travailleurs vont plus loin dans leurs accusations : « Si Parsons & Whitmore ne s'était pas aussi copieusement servi, l'équilibre des coûts d'exploitation aurait pu être réalisé en 1982. » Fin décembre 1982, la colère gronde à la « Cellulose » lorsque la fermeture se révèle inéluctable. Parsons & Whitmore joue le catastrophisme auprès du ministère : 60 millions de francs de déficit en 1983, annonce la multinationale. Les experts entrent en lice... et Jean Oehler affûte son dossier. Début février, le député strasbourgeois précipite les choses en annonçant que les « pouvoirs publics proposent une dernière réunion (...) avec les représentants des scieurs, des papetiers, des transporteurs, des banques, des établissements financiers, des salariés et des collectivités locales ».

Objectif : le redémarrage de la « boîte ». Et, le 7 février, au prix d'une partie de bras de fer, l'accord se conclut. Les scieurs apportent 4 millions de francs de la nouvelle « Société d'exploitation » sous forme... de déchets déjà livrés, les papetiers effectuent un investissement d'un montant identique, le port autonome de Strasbourg accepte de réduire de 50 % le montant du loyer versé par la « Cellulose », etc. Surtout : l'Etat apporte 25 millions dans la corbeille et les collectivités locales s'engagent au même effort. « Il fallait que tout le monde soit embarqué sur le bateau, dit Albert Klein, maintenant les régions ne peuvent plus faire marche arrière. »

Mais elles renaclent. La région lorraine ne s'est pas encore prononcée sur l'aide de 8 millions qu'elle s'est engagée à verser. Municipales obligent... Mais un homme comme Christian Poncelet, président du conseil général des Vosges, par exemple, est bel et bien « coincé ». 400 scieries de sa région sont concernées. Toujours est-il que 370 travailleurs sont les victimes d'un jeu politicien, sous couvert d'arguments techniques. Et que le redémarrage tant attendu n'a pas encore eu lieu. Même si l'accord du 7 février prévoit, bel et bien, l'annulation des licenciements. Ce qui est clair, également, c'est que le gouvernement de la gauche veut préserver les chances de la filière-bois dans l'Est en maintenant l'activité de la « Cellulose » de Strasbourg. Jean Oehler disait l'autre jour à un travailleur impatient et mécontent de toutes ces magouilles : « On peut gagner des batailles si on les maîtrise. Ce n'est pas la droite qui va te rendre la Cellulose. » ●



Viva

DU CÔTE DES DAMNEES DE LA TERRE

Le plus souvent les agricultrices – c'est-à-dire les épouses d'agriculteurs – n'ont qu'un droit : celui de trimer pour une double, voire une triple journée de travail. La mise en place par le gouvernement d'un statut de l'agricultrice va entraîner des changements considérables : juridiques, financiers, sociaux mais aussi et surtout psychologiques

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« JE ne regrette pas ma vie mais pour rien au monde je ne voudrais que ma fille ou ma belle-fille ait la vie que j'ai eue, c'est trop dur.» Cette amère constatation d'une agricultrice des Ardennes, presque toutes les femmes qui travaillent dans l'agriculture pourraient la faire. Car elles restent dans une large mesure exclues de ce grand mouvement de libération quii a amélioré considérablement les conditions de vie des Françaises depuis une dizaine d'années.

Etre femme d'agriculteur, cela signifie encore souvent aujourd'hui l'isolement, l'absence de divertissements et de loisirs, les grossesses épuisantes, un corps usé avant l'âge et un droit unique, celui de trimer, pour une double — voire triple — journée de travail.

Sombre tableau ? Misérabilisme ? Pourquoi alors seraient-elles unanimes, ces femmes qui ne se plaignent pas mais passent leur temps à râler ? Certes, le tableau n'est pas complètement noir mais peu de citadines imaginent le fossé qui les séparent des travailleuses rurales.

Au premier plan, les conditions de travail. Un travail qui, même s'il est difficile à cerner compte tenu de l'imbrication des tâches professionnelles et familiales sur l'exploitation, n'a cessé de s'intensifier depuis une dizaine d'années et qui correspond en fait à l'équivalent d'un temps plein d'un salarié, étant donné l'absence de vacances et même de repos hebdomadaire.

Que cette augmentation du temps de travail ne soit pas rémunérée, passe encore ; après tout, les hommes sont logés à la même enseigne. Mais si les agricultrices ruent aujourd'hui dans les brancards c'est pour le voir reconnu. Parcellaires, imprécises, ces tâches dévalorisées ne se mettent à exister que lorsque la femme cesse de les assumer. En fait, il est clair que le choix du système de production est, en partie du moins, conditionné par la présence ou l'absence d'une femme sur une exploitation : pas d'élevage, pas de cultures maraîchères, s'il n'y a pas, grâce à la femme, un deuxième travailleur. Mais la mécanisation et la spécialisation croissante des tâches agricoles ont écarté les femmes des travaux les plus techniques, les transformant en manœuvres non qualifiés, juste bonnes à abattre un boulot pénible. « Si les hommes charriaient tout ce qu'elles transportent en brouette, il y a longtemps que les brouettes auraient des moteurs et que les cours de ferme seraient pavées » constate Marie-Catherine Becouarn, chargée au ministère de préparer le statut des agricultrices. Et elle ajoute : « Mais quand tout est mécanisé, ce sont les hommes qui se chargent du boulot, comme on l'a vu pour le lavage après la traite ! »

Marginalisées par le progrès, pour cause d'incompétence technique, les agricultrices se plaignent aussi de ne plus avoir voix au chapitre dans les décisions qui engagent l'exploitation. Elles revendiquent donc de plus en plus l'accès à la formation. Celles qui suivent aujourd'hui des filières à caractère professionnel ne sont qu'une minorité : 21 % de jeunes filles dans l'enseignement agricole et 30 % de femmes dans la formation pour adultes. Elles sont pourtant de plus en plus nombreuses à suivre les stages dits féminins mis en place après 1976 qui donnent des connaissances techniques de base. Mais beaucoup parmi elles souhaiteraient pouvoir aller plus loin, suivre des stages plus techniques, pas seulement en comptabilité mais aussi en machinisme. Une demande symptomatique de leur volonté d'être reconnues en tant que producteurs.

Les Etats généraux du développement agricole ont souligné l'immense besoin de considération exprimé par les femmes, comme d'ailleurs par les salariés agricoles. « Le jour où tu épouses un agriculteur, tu n'es plus rien, tu n'as plus aucun droit. Tu ne redeviens quelqu'un que lorsque, par malheur, ton bonhomme meurt. » D'où la revendication d'un statut professionnel qui reconnaîtrait le métier d'agricultrice et non plus l'état de femme d'agriculteur. Problème beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. D'abord par la multiplicité des situations. Il y a la coexploitante à part entière, la comptable secrétaire de l'exploitation, la responsable d'un atelier — élevage de lapins, d'oies, culture d'endives... — l'associée d'un G.a.e.c. (elles ne sont que 4,3 % de femmes associées dans ces groupements qu'on appelle d'ailleurs communément « G.a.e.c. père-fils », preuve supplémentaire, s'il en était besoin du peu de cas que ce milieu fait de ses éléments féminins). Il faudrait encore tenir compte de celles qui, exerçant une autre profession, peu-

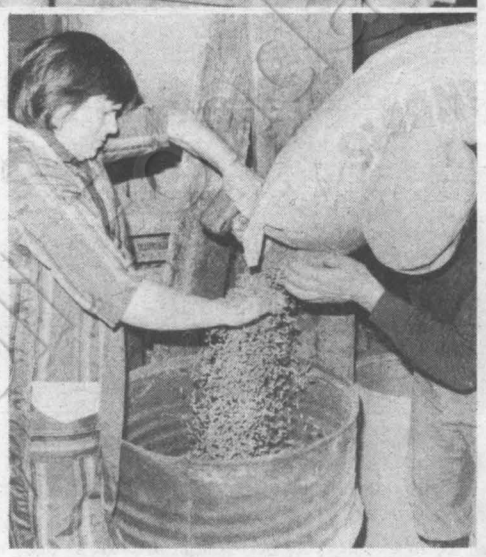
vent servir de main-d'œuvre d'appoint.

On le voit, un statut ne peut facilement tenir compte de tous ces cas, d'autant qu'il est délicat, statistiquement, de décider qui est agricultrice et qui ne l'est pas. Deux millions de femmes dans l'agriculture, dit le recensement mais un million d'actives agricoles, selon d'autres enquêtes, parmi lesquelles sept cent sept mille « épouses » et plus de cent seize mille « chefs d'exploitation ». Ce dernier chiffre traduit un phénomène nouveau, en pleine expansion et regroupe des veuves qui, aujourd'hui, reprennent le titre en même temps que l'exploitation, des jeunes qui vivent maritalement pour ne pas perdre, en se mariant, un certain nombre d'avantages, en particulier des prêts à l'installation, et des femmes dont le mari travaille à l'extérieur.









Marie-Catherine Becouarn en vient donc à parler d'un statut des « actifs agricoles » séparé de celui de l'exploitation. Un statut qui serait optionnel puisque, ouvrant à des droits, en particulier celui, pour deux travailleurs qui s'installent, de conserver une double D.j.a. (dotation jeunes agriculteurs), il serait assorti naturellement de contraintes, celles de faire vraiment partie de la profession, donc de suivre un parcours de formation semblable à celui des hommes.

En revanche le volet « social » du statut concernerait la totalité des femmes d'agriculteurs. « Il ne s'agit en fait que de mesures de rattrapage. Les femmes d'agriculteurs ne sont aujourd'hui que les ayants-droit de leur mari », explique Marie-Catherine Becouarn. Ce qui signifie qu'en cas de divorce elles perdent toute couverture sociale et qu'elles ne touchent ni pension d'invalidité ni retraite complémentaire, le chef d'exploitation étant le seul bénéficiaire de cette retraite proportionnelle au nombre d'années d'activité et au nombre d'hectares cultivés.

Bien sûr, la création de droits propres aux femmes pose à la fois des problèmes juridiques et financiers, puisqu'il faut revoir la loi à laquelle une seule entorse a été faite, en 1981, avec la création d'une retraite personnelle forfaitaire, et aider les assurances agricoles à payer les trente mille pensions d'invalidité supplémentaires qu'il leur faudrait verser par an.

Cette réforme entraînera aussi d'autres changements juridiques, en particulier pour l'acquis de la communauté en cas de veuvage et surtout de divorce, épineux problème qui explique sans doute pourquoi la population agricole reste pratiquement imperméable au divorce : aujourd'hui, celle qui s'en va perd tout, y compris sa qualification professionnelle, puisqu'elle a très peu de chances de retrouver un métier dans l'agriculture.

Mais c'est surtout sur le plan psychologique qu'il va falloir attendre de grands bouleversements. Coexploitante à part entière, la femme pourra intervenir dans les décisions d'investissement ou choisir plus librement de développer une activité annexe, une de ces initiatives qui, de la vente de produits à la ferme au tourisme rural, ont l'avantage de demander peu d'investissements mais que les hommes ne voient pas toujours d'un bon œil.

Car un statut ne résoudra pas tout. C'est la reconnaissance dans la pratique de tous les jours que les femmes réclament : qu'on leur fasse confiance pour prendre des responsabilités et participer aux décisions, qu'on les accepte dans les groupes et les organisations collectives. Et pour cela, elles devront vaincre un certain nombre de blocages psychologiques. Quand le mari part en réunion ou en stage de formation, il est admis que sa femme fait son travail. Mais le contraire est moins vrai... Quant au partage des tâches ménagères et familiales, c'est à peine si les agricultrices elles-mêmes le mentionnent.

Autre exemple : les congés-maternité, grâce auxquels une femme peut pendant vingt-huit jours obtenir l'aide d'un remplaçant, sont actuellement très peu utilisés : ils n'ont concerné que 10 % des naissances en agriculture en 1981. Certes, les services de remplacement ne sont pas présents partout et ne sont remboursés qu'à 90 %, mais invoquer leur coût fait figure de mauvaise excuse destinée à cacher la réelle résistance d'un milieu où il est considéré comme normal de « travailler jusqu'au bout », quoi qu'il en coûte pour la santé de la mère et celle de l'enfant.

Marie-Catherine Becouarn, qui organise le 11 mars une rencontre sur ce thème pendant le Salon de l'Agriculture, considère ce point comme essentiel. « La sous-information des femmes en matière d'accouchement sans douleur ou de contraception est dramatique en milieu rural : il n'y a pratiquement pas de sages-femmes ni de conseillères conjugales et les médecins de campagne ne se recyclent pas assez. » Si elle insiste tant sur le congé-maternité, c'est pour promouvoir des idées comme le droit au repos, le temps de réfléchir, « la prise de conscience de soi, de son corps, alors que le corps du paysan est encore trop considéré comme un outil de travail, juste bon pour le boulot ».

Evidemment, les blocages psychologiques n'expliquent pas tout. L'éloignement, l'isolement comptent pour beaucoup. Les femmes en ont bien conscience qui mettent sans cesse l'accent sur la nécessité d'un meilleur aménagement rural. Une revendication qui est apparue au premier plan au cours des états généraux du développement, pour l'aménagement de transports en zones rurales, la création de haltes-garderies et de maternelles, l'implantation de centres culturels. Sur ces points, Marie-Catherine Becouarn espère favoriser des rencontres entre femmes de milieu rural, puisqu'elles ont les mêmes problèmes et souffrent toutes des défaillances de l'aménagement du territoire, malgré des différences qui rendent le dialogue parfois difficile, en particulier entre agricultrices et femmes de commerçants.

Au cours des réunions des états généraux du développement, dans les petites régions, ce sont souvent les femmes qui ont soulevé ces problèmes, parlé de l'isolement des agriculteurs, revendiqué un meilleur équilibre entre le travail, la vie de famille, les relations sociales, les loisirs.

Ce sont elles aussi qui ont constaté que le développement technique de ces dernières années n'avait pas toujours contribué à l'amélioration de la qualité de la vie, que les investissements plus lourds ont exigé une charge de travail accrue... Des idées qui font leur chemin et que leurs maris reprennent de plus en plus à leur compte, en particulier lorsqu'ils demandent que l'exploitation ne soit pas seulement viable mais vivable, lorsqu'ils cherchent comment intensifier la production en économisant des investissements autant que de la main-d'œuvre.

Mais les femmes restent les plus conscientes des conséquences de l'endettement et de la complexité du travail pour la santé des agriculteurs. Elles parlent de « charge mentale », de « souci psychologique » et cherchent de nouvelles solutions pour éviter d'investir beaucoup d'un seul coup, en particulier les achats de matériel en commun. Un petit bout de femme chef d'exploitation dans le Morbihan raconte qu'elle s'en sort en faisant appel aux copains. « Un homme ne prend pas toujours la peine de s'entendre avec son voisin. » Elle, elle organise des réunions, monte une Cuma (coopérative d'utilisation de matériel), pousse les gens à s'entraider.

Des femmes comme elle, prêtes à sortir d'une réserve ancestrale pour apporter à l'agriculture une nouvelle force d'imagination et de solidarité, il y en a sans doute beaucoup. Celles qui ont participé aux états généraux du développement, en tout cas, en faisaient de toute évidence partie et c'est, sociologiquement et politiquement, un fait remarquable qu'elles aient trouvé à s'exprimer dans un tel cadre. Une petite révolution en soi mais, après tout, la moindre des choses puisque, comme l'a dit l'une des participantes, « sans les femmes, l'agriculture est borgne ». ●



TOURISME : DESTINATION FRANCE

A pied, à cheval, en bateau, en calèche, en avion, à bicyclette… si vous n'avez pas encore programmé vos vacances, voici pêle-mêle quelques suggestions à petits prix et grande originalité. D'autant que pour la première fois les chèques-vacances viendront donner l'appoint nécessaire à ceux qui ne partaient pas ou partaient peu

PAR FRANÇOISE LORIOL

SOIXANTE-HUIT nations étrangères, cent vingt agences de voyages, vingt-cinq comités régionaux, chaînes hôtelières, films touristiques, groupes folkloriques… Bref, le monde à portée de la main, dont l'image la plus rassurante, la plus attrayante qui soit, se focalise dans ce carrefour, occasion d'une vaste confrontation entre l'offre et la demande.

Le voyage est un produit. Il faut donc le vendre. Soixante-huit nations s'y emploient, faisant miroiter leurs îles et rivières, leurs volcans et glaciers, leurs vieilles pierres dépaysantes. Le monde aux mille facettes, en sons et en images, un monde qui paraît accessible, — et qui l'est, puisque trente-deux millions de Français, dit-on, sont partis en 1982… qui en avion, minibus, qui en felouque, dos d'âne, «trekking», voile ou moteur, logeant en palace ou à la belle étoile, selon l'âge et le porte-monnaie.

Ici, un kaléidoscope envoûtant dans lequel le regard se plonge avec délices d'abord, puis incertitude : que choisir ? C'est la surconsommation. Le supermarché du voyage, le B.h.v. du rêve… Dans ce labyrinthe d'images, on cherche l'issue de secours la plus proche qui pourrait donner accès à quelque autre découverte, à quelque secret pour changer la vie, le temps des vacances… Pourquoi ne serait-ce pas la France, tout simplement ? D'ailleurs, « la Voix du lézard », au centre même du Palais des Congrès, ouvre son cœur et son antenne au tourisme. Entre le bruissement des bocages et l'écume des vagues, elle parle de la France des jeunes, de la France des stages, de la France buissonnière, enfin de la France des loisirs. En direct des régions, elle émet tous les jours, et continuera — qu'on se le dise — apportant par la voie des ondes (94,2 MH2) sa contribution originale.

Premier contact : les stands-régions sont loin d'être négligeables, et on peut remarquer combien d'efforts ont été accomplis, quand on se souvient du modeste stand de 9 ou 10 m2 que le tourisme français occupait il y a trois ou quatre ans. Il s'étale aujourd'hui sur un vaste emplacement, toutes régions représentées, chacune annonçant sa couleur, sa touche personnelle et novatrice.

La révolution de l'année, c'est le forfait-camping, et c'est le Dauphiné qui en a eu l'heureuse initiative. Forfait hebdomadaire comprenant camping de bonne qualité, sept repas du soir au restaurant du village — vraiment pas bête — quatre randonnées en montagne avec accompagnateur diplômé… Les autres jours : loisirs ou repos. Cette formule toute nouvelle inaugurée à Saint-Martin-de-Clelles, près de Grenoble, va faire des adeptes. Ordre de prix : six cent vingt francs en août, un peu moins en juin et septembre.

« Quand on partait à bicyclette… », cela se chantait il y a bien des années et se chantera encore, car le voici de nouveau à la mode ce vélo bleu, ce vélo vert, bleu le long des rivières, vert dans les chemins de bocage, il circule dans les pays de Loire, au pays des clochers à vis, au pays de Retz ou de Mélusine, en Vendée et ailleurs. Toujours le forfait : hébergement en chambre d'hôte ou hôtel rural, gîte d'étape où l'on retrouve ses bagages — chic alors. Léger et court vêtu, c'est le circuit découverte sur les plus petites routes, carte et itinéraire détaillés en poche. De six cent soixante quinze à neuf cents francs par semaine.

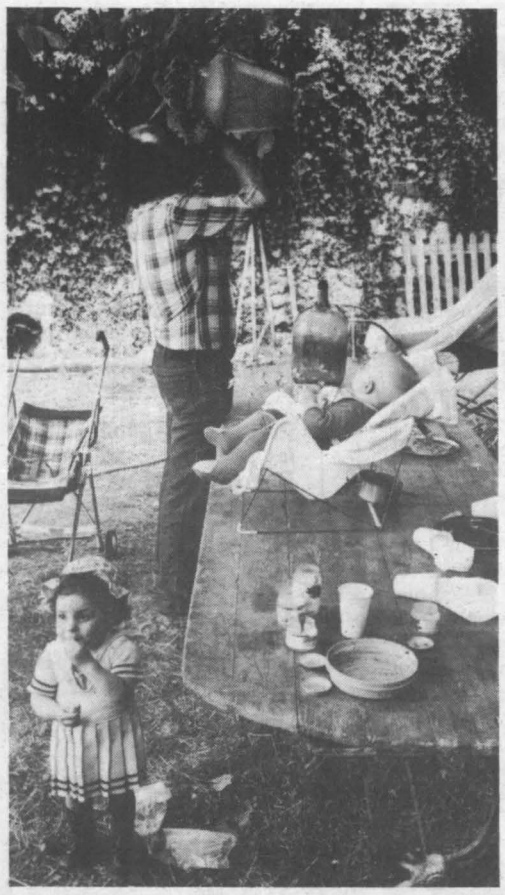


Viva

Le pays de la terre et de l'eau, comprenez : Poitou-Charente, a intelligemment cogité cette formule vélo, adaptée et étendue au forfait canoë-kayak : six jours de descente en rivière avec encadrement par moniteur, hébergement en camping ou en dortoir. Pension complète à partir de huit cent cinquante francs, et pas de souci. Vivre en péniche-hôtel la vie des mariniers, ou vivre à l'heure du soleil sur un house-boat, c'est parcourir en une semaine une distance que la voiture couvrirait en quelques heures, c'est vivre dans le silence des chemins de halage, des biefs ombragés, c'est acheter au passage ses légumes chez l'éclusier, sans oublier de lui donner un coup de main pour les manœuvres d'éclusage… Les itinéraires fluviaux sont variés : on peut revenir à sa base ou finir sa croisière ailleurs. A tous les prix, selon le confort du bateau. Où ? Sur la Vilaine, la Sarthe, la Mayenne, le Bassin de la Maine, le Doubs ou la Saône, et une quantité de canaux, dont ceux du Nord et de l'Est, à tort très sous-estimés comme le canal des Ardennes et les alentours de Strasbourg.

Au trot et au galop maintes randonnées équestres dans un paysage verdoyant sillonné de petites rivières-obstacles, et traversé de pistes de galop. Toujours forfait, de mille six cents à deux mille cinq cents francs selon le type de séjour choisi, mais toujours avec disposition du cheval et de l'encadrement.

Heureux, paisibles, dans la voiture-calèche à bon gros cheval pas nerveux du tout, c'est la balade cahin-caha dans les vallons boisés de Saintonge ou la vallée du Blavet : une réapparition sympathique… Des séjours paresseux, il en existe de délicieux dans la Creuse, le Limousin, le Périgord, des forfaits randonnées douces ou moins douces pour globbe-trotters généralement épris d'espaces lointains, de temples et d'éléphants, mais qui veulent intelligemment s'enquérir des hauts lieux de l'art roman. Un circuit pédestre de six jours (cinq à six heures de marche par jour) au départ d'Angoulême par exemple qui permet de visiter, grâce à un topo-guide détaillé des chemins de grandes randonnées, les petites églises romanes, les grottes et les forêts. Forfait chasse au marais, forfait pêche en mer, semaine botanique… forfait partout, même pour l'amateur d'inso-

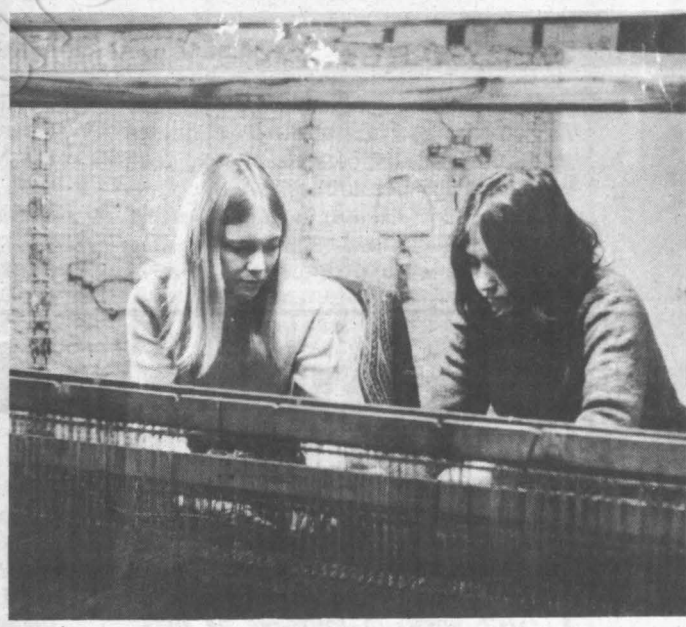




Viva







lite qui peut, en une formule avion/bateau, découvrir une région sous ses deux aspects : à ras de l'eau et en survol (Haute-Saône). Et puis des tas de trucs : ici, on vous aide à construire votre propre bateau, là on vous propose de participer à l'entretien des chevaux ou à la réparation des voitures anciennes, un peu partout on peut s'initier au tissage, poterie, photo, dentelle et tapisserie, exercer ses doigts à diverses techniques, on peut même apprendre les stratégies complexes de la recherche en généalogie, et même celles, non moins subtiles, qui consistent à vivre allègrement son troisième âge...

Faut-il parler du char-à-voile, du tir à l'arc, des lâchers de Montgolfière, des Dallas-rodéo, de musique, de cinéma, de festivals et tutti quanti ? et mon Dieu, à ne pas oublier un genre créatif bien de chez nous : « la balade du gourmet 1983 », circuits dans l'Ain et la vallée du Rhône avec étapes gastronomiques et dégustation de vins... la liste est longue et savoureuse. Recettes séculaires et zest d'invention, cela donne parfois des Bocuse et des Nandron, et toutes les « mères » de haute qualité qui se nomment Brazier, Guy ou Fillioud et qui ont engendré pas mal d'enfants dont une nuée de jeunes restaurateurs qui viennent récemment de se regrouper dans une association intitulée « Cuisine à notre façon ». Alors tant pis pour la ligne. Autres lieux de restauration campagnarde à base de produits d'origine fermière : « les fermes-auberges », et puisqu'il est question de bonne bouffe, côté Atlantique, un petit séjour original : celui de l'initiation à la cuisine régionale (poissons, crustacés). Une semaine de plaisirs, ce n'est pas très long, mais rien n'empêche de doubler la mise, et de se construire même des vacances «kit», avec assemblage astucieux, donnant tour à tour priorité à la tête, aux mains, aux jambes ou à l'estomac... Quatre semaines : de quoi satisfaire l'homme total que chacun porte en soi ! Et la cinquième ? Grâce à Dieu et comme lui, on se reposera. Enfin.

A constater l'abondance des plaisirs de toute nature que l'on trouve dans une France variée au possible, on ne s'étonne pas que le solde bénéficiaire de la balance économique du tourisme ait été en 1982 de douze milliards... Ce n'est pas rien. Surtout à l'heure des désordres monétaires que connaissent tous les pays.

Pour accentuer cette tendance positive, des crédits pour la promotion de notre tourisme à l'extérieur ont été obtenus par François Abadie (augmentation de 30 %) : formation accueil, présence publicitaire à l'étranger avec information (sans parti pris) sur la diversité de l'offre, ouverture ou ré-ouverture de bureaux (Suède, Australie, Brésil, Irlande). Quand l'investissement d'un bureau ne se justifie pas, quelques « sponsors » (pardon commanditaires) dont Air-France ou Bienvenue France, etc. mènent sur place des actions de promotion afin d'attirer une clientèle étrangère en France (dialogue Nord/Sud). En France même, le but est de doter le tourisme d'une structure qui pour être efficace doit être mise en place par les pouvoirs publics, mais en accord avec les collectivités locales et les professionnels qui connaissent les réalités de leurs régions : une réflexion d'ensemble en vue d'une cohérence dans les actions. L'informatique au service du tourisme, François Abadie y a aussi pensé, une banque de données pouvant établir une bonne connaissance des lieux et des possibilités. En étroite liaison avec les instances régionales, elle peut donner réponse au plus exigeant des publics.

Que le tourisme se démocratise, c'est aussi un fait. N'est-ce pas la première fois que le tourisme associatif est représenté à ce congrès ? Par « la Voix du lézard », justement, chaque association a pu prendre l'antenne, faire connaître ses implantations géographiques, s'étendre sur ses activités et ses buts, préciser ses caractéristiques, expliquer de quelle façon les prix sont étudiés (chez beaucoup d'entre elles, en fonction de la condition sociale et du nombre d'enfants). Si les allocataires sont prioritaires, il n'y a pas d'exclusive. « On est là pour aider les gens », explique une animatrice. Prochainement d'ailleurs, dans certains centres

(suite en page 26)

Principales associations de tourisme

★ ***Arepos, 34, rue des Martyrs, Paris IXe.***

★ ***Arts et vie, 39, rue des Favorites, Paris XVe.***

★ ***Association touristique des cheminots, 23, rue Yves Toudic, Paris Xe.***

★ ***Cecorel, 38, avenue Hoche, Paris VIIIe.***

★ ***Centres familiaux de vacances, 28, place St-Georges, Paris IXe.***

★ ***Léo-Lagrange loisirs, 19, rue de la Grange-Batelière Paris IXe.***

★ ***Ligue française de l'enseignement, 7, boulevard St-Denis, Paris IIIe.***

★ ***Loisirs vacances tourisme, 67, rue de Dunkerque, Paris Xe.***

★ ***Occaj, 9, rue de Vienne, Paris VIIIe.***

★ ***Renouveau cité internationale des arts, 18, rue Hôtel de Ville, Paris IVe.***
(également à Chambéry 2, rue de la Trésorerie).

★ ***Touring club de France, 6/8, rue Firmin Gillot, 75737 Paris Cedex XVe.***

★ ***Tourisme et travail, 187-189, quai de Valmy, Paris Xe.***

★ ***Unat, 8, rue César Franck, Paris XVe.***

★ ***Ucel (Union coopérative équipement loisirs) BP 211, 92002 Nanterre.***

★ ***Vacances loisirs familles, 12, rue du 8 mai 1945, Paris Xe.***

★ ***Vacances promotion, 150, bd de la Villette, Paris XIXe.***

★ ***Villages vacances familles, 38, bd Edgar Quinet, Paris XIVe.***

★ ***Val (Vacances Auvergne-Limousin), 33, rue Gilbert, Clermont-Ferrand 63.***

(suite de la page 25)



Pascal Lebrun

Raymond Vaillant présentant les chèques-vacances.

commerciaux, Bobigny, Parly II... un podium avec centre d'animation va être mis en place pour entrer en contact avec ceux qui ne partent jamais. Il y en a. Les mettre au courant des possibilités qui s'offrent à eux, leur expliquer les démarches... Concours, tirage au sort, séjour à gagner offert par les associations : une bonne idée pour faire connaître ce social à la carte, qui propose des solutions variées, et toujours sérieusement étudiées.

Autre stand novateur : celui de l'A.n.c.v. L'A.n.c.v. ? C'est l'Agence nationale des chèques vacances, initiative toute récente, dont le résultat, après concertation entre l'employeur et le salarié, est une épargne en vue des vacances de celui-ci. Chaque mois, pendant huit mois, le salarié fait l'achat de chèques-épargne (de 2 à 10 % du Smic), une autre part étant payée par l'employeur. Comité d'entreprise, Caisse d'allocations familiales, et autres organismes sociaux ont mis un service pour leur attribution ; ces chèques ne concernent pas seulement les salariés, mais les retraités, les femmes au foyer. Réservés aux plus défavorisés, ils leur permettent de payer des prestations : chemin de fer, établissements agréés (ils ont un signe distinctif) mais uniquement sur territoire français.

Quel que soit son compte en banque le vacancier est cependant un touriste de marque qui mérite bien des gentillesses... Reste à savoir comme le proclame une récente campagne de publicité si la France est vraiment ouverte de mai à septembre. Mais ceci est une autre histoire qui touche à l'étalement des vacances. Ce redoutable serpent de mer. ●

Ministère du Temps libre — 8, av. Opéra, Paris 1er. Liste des adresses des Maisons de province : Présidence cette année confiée à la Maison du Limousin 18, bd Haussmann Paris IXe. A.n.c.v. : 24, avenue Hoche Paris VIIIe.

Tourisme de luxe : là où le bât blesse

En France, il n'y a pas que le tourisme social ou à petits prix, il existe aussi un tourisme de luxe. Certaines régions, et certaines villes surtout, accumulent les 4 étoiles et 4 L (luxe) : ce sont les villes/congrès, point attractif du tourisme d'affaires, évoqué aussi par le ministre. Mais quand on prête une oreille attentive aux propos des invités de l'Hôtel Méridien — où s'est tenu en même temps que le congrès le forum Incom — on s'aperçoit que, quelque part, le bât blesse : une irritation sur un point précis : la nouvelle disposition de la loi finances 1983 sur la taxe du tourisme d'affaires. Ah la la... On le sait, séminaire et congrès regroupant chacun un nombre progressif de personnes sont en principe au service de l'entreprise.

Communiquer « dans un site favorable», échanger des réflexions, définir des objectifs pour aboutir à des actions. Bon. Personne n'est contre : la stimulation n'est-elle pas nécessaire à l'expansion d'une entreprise ? Qu'il y ait eu des abus... possible, non ? — que les critères subjectifs, l'attrait du dépaysement et du cadre très luxueux, des loisirs variés, l'aient emporté sur les critères objectifs... possible, non ! Toujours est-il que certaines sociétés, à tort ou à raison, se considèrent punies par cette taxe supplémentaire. Pour eux, c'est un désastre ! Un désastre subjectif ou objectif ? Ils expliquent : « Les gens ont besoin de se réunir, d'avoir des contacts réguliers pour confronter leurs expériences. » Exact. Scientifiques, médecins, cinéastes, industriels du pétrole, de la fonderie ou du caoutchouc, filiales de ceci-cela ont besoin de faire le point... or, avec cette loi, le budget est amputé : réceptions, cadeaux, congrès. Il va falloir se mettre en veilleuse, et trier sur le volet les gens à embarquer ou à inviter pour la grande confrontation... Alors, dans les villes de congrès (généralement bien situées — mer, montagne — mais il y a aussi des villes moins faciles « à vendre »), les professionnels du tourisme, les chaînes hôtelières, les agences de voyage, etc. sont préoccupés : « Ils viennent moins nombreux, « ils » restent moins longtemps...» A divers niveaux, et sur tous les plans, tous ont investi, c'est vrai. Equipements techniques (laboratoires de langues, sonorisation, salle de conférences...) aéroport, hôtellerie de luxe, manèges hippiques, golf, casinos, une gamme infinie de distractions, enfin un tourisme de premier ordre. «Indispensable !», disent les sociétés qui veulent garder leur image de marque et leur combativité vis-à-vis de l'étranger pour lancer leurs nouveaux produits. « Indispensable !», disent les villes congressistes, dont le commerce peut ainsi marcher toute l'année, et qui visent parmi ces gens huppés, friqués et dépensiers, ceux qui seront séduits par leur structure d'accueil... et reviendront — avec leurs amis. Alors, on discutait ferme au Méridien sur l'opportunité et le poids de cette taxe, qui ferait perdre à la France la place de choix qu'elle détenait jusqu'alors, et qu'elle a déjà été obligée de partager avec Londres...

Si certains se réjouissaient de l'ouverture prochaine d'une antenne spécialisée à Chicago (Centre du tourisme d'affaires au U.s.a.), si certaines évidences vous laissaient songeur, il y avait çà et là des petits groupes résolument contre tout... et les propos étaient loin d'être amènes. Enfin, le tourisme ce n'est pas si innocent que ça !

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 4 MARS

T.f.1 « Quelques hommes de bonne volonté », d'après Jules Romains — réalisation de François Villiers. n° 3. Vers l'abîme — 21 h 40.

Cette semaine, voici Daniel Ceccaldi en Haverkamp, le marchand de canons. Une interprétation solide et convaincante mais, patience, Brialy-Quinette ne va pas tarder à refaire parler de lui...

A.2 Ciné-club — Cycle Jean Rouch : « la Chasse au lion à l'arc » — 23 h.

La chasse aux fauves considérée comme un rituel.

F.r.3 Vendredi : le corps de mon identité, être transsexuel, réalisation Michel Follin — 20 h 35.

Un des plus troublants problèmes de l'identité. Les transsexuels sont environ un millier en France et n'ont rien à voir avec l'homosexualité. Victimes d'une erreur fatale de distribution dans le scénario de la naissance, ils arrivent parfois à transformer leur corps mais leur vie sociale est à jamais celle des parias. Une plongée au cœur de la différence.

SAMEDI 5 MARS

F.r.3 « Nous n'irons plus aux champs », téléfilm de Pierre Cavassilas — 20 h 35.

La série des rediffusions de téléfilm continue sur F.r.3. Ce soir, la brutale reconversion d'un cultivateur écolo qui se retrouve embauché dans la grande industrie. De l'herbe à l'usine, un passage difficile.

DIMANCHE 6 MARS

T.f.1. «Duo sur canapé», de Marc Camoletti, 20 h 35.

Lassitude conjugale, aventures, jalousie... Le tout sur un canapé devenu le terrain des opérations militaires de reconquête amoureuse. Un seul mot, un seul : navrant !

A.2. Soirée électorale — de 19 h 45 à 23 h.

F.r.3 Même programme qu'Antenne 2. Mêmes invités, aussi, sûrement.

LUNDI 7 MARS

T.f.1 « L'Arme à gauche » de Claude Sautet — 20 h 35.

Un vieux Sautet de 1964. Un polar mâtiné de film d'aventures. Le tout se passant aux Caraïbes. Sautet avait fait mieux avant et a fait mieux depuis.

Téléthèque : l'année 63, de Bernard Gouley — 22 h 15.

Pour se rincer l'œil. Souvenirs, souvenirs... On assassinait Kennedy, les Kurdes se révoltaient en Irak et dans le nord de la France, les mineurs faisaient grève. A la télé, Thierry la Fronde côtoyait Janique Aimée qui fut le symbole attendrissant d'une France pure et simple, avec le cœur sur la main. Flippant, parce que, depuis, on a vieilli.

A.2 Musique au cœur : Wilhelm Furtwangler, d'Eve Ruggieri — 20 h 35.

Un regard sur l'un des plus grands chefs de ce siècle qui ressemblait à un dinosaure. Peut-être parviendra-t-on à lever enfin le voile de l'ambiguïté qui ne cesse de faire de l'ombre au génie de « Furt ». A savoir : pourquoi a-t-il refusé de quitter l'Allemagne nazie ?

Théâtre pour demain : «Raison d'amour», d'Eric Westphal — 21 h 50.

Les agences matrimoniales ou comment trouver l'oiseau rare qui n'existe pas. Une des escroqueries les plus scandaleuses du monde moderne. Avec Corinne Marchand et Jean-Luc Bideau.

F.r.3 « Les girls », de Georges Cukor (voir encadré).

MARDI 8 MARS

A.2 « Quand la ville dort », de John Huston — 20 h 40.

Un hold-up qui tourne mal : un formidable film coup de poing, noirissime et habillé d'un « casting » fabuleux. Accrochez-vous à votre fauteuil et guettez la première apparition de Marilyn Monroe...

MERCREDI 9 MARS

A.2 « Elle voulait faire du cinéma », téléfilm de Caroline Huppert — 20 h 35.

L'histoire d'Alice Guy, la première femme cinéaste du monde. Une évocation tendre et parfaitement réussie de Caroline Huppert qui démontre depuis quelque temps un sacré talent dans l'art de manier une caméra de télé. Avec Christine Pascal.

F.r.3 « Au bon coin : les pêcheurs », de Serge Duhor — 21 h 55.

Est-ce que vous allez à la pêche ? Non, je vais à la pêche. Etc. Etc. Etc. Ou comment on apprend que, dans la confrérie du pêcheur français, les femmes sont très actives : elles donnent des conseils.

JEUDI 10 MARS

T.f.1 « La Chambre », téléfilm d'Yvan Butler — 20 h 35.

Atteint d'un mal étrange, un savant est mis en quarantaine pendant des mois puis des années. Petit à petit, l'isolement modifie son comportement... Yvan Butler fut l'un des cinéastes helvétiques qui ont donné naissance, dans les années soixante-dix, au nouveau cinéma suisse. Ce jeune réalisateur qui est beau comme un dieu a également un talent étrange et pénétrant. Il a une manie, aussi : observer de près les apparemment « normaux » qui sont, en fait, de doux psychopathes non avoués. Ce constat avait été à l'origine de l'un de ses meilleurs films : « la Jeune Fille au violoncelle ».

F.r.3 Cinépassion : « Les Demoiselles de Wilko », d'Andrezj Wajda — 21 h 50.

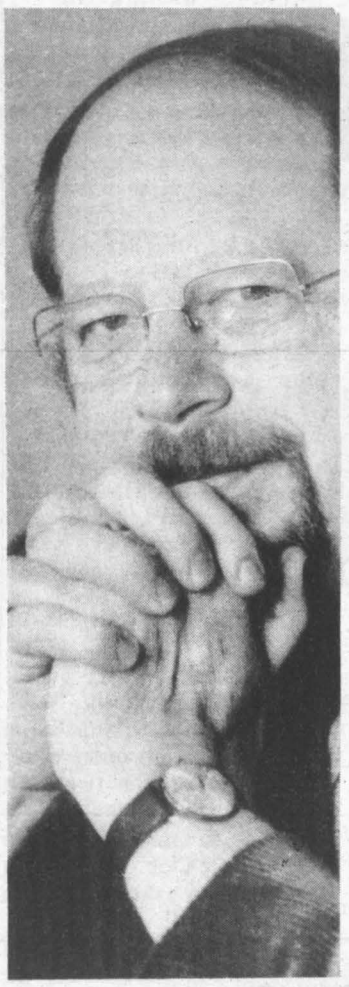
L'émotion du souvenir, quinze ans après. Victor retrouve Wilko et les « demoiselles » qui ont partagé son adolescence. Mais la vie les a changées, le temps a passé. Sur une musique signée Karol Szymanowski, l'un des plus grands compositeurs polonais du XXe siècle, une œuvre tendre, nostalgique et amère.



L'émission de la semaine : «Les Girls», de Georges Cukor, F.r.3 lundi 7 mars 20 h 35.

Georges Cukor nous a quittés. Celui qui fut peut-être le metteur en scène le plus féministe et le plus éternellement jeune d'Hollywood méritait bien qu'on multiplie les hommages. Après « Sylvia Scarlett », la semaine dernière, voici un savant portrait de groupe avec homme. Gene Kelly se démène seul au milieu de trois femmes qui se sont partagés ses faveurs. L'une d'entre elles, Lady Sybil Wren, alias Kay Kendall, était une actrice exceptionnelle que la mort faucha trop tôt. Drôle, racée, superbe, elle a peu tourné mais chacun de ses films est un enchantement. Applaudir Cukor et découvrir Kendall, un chouette programme !

La chronique littéraire de Claude Glayman



Saint-Simon : « Mémoires : 1691-1701 ; addition au Journal de Dangeau. » Editions établies par Yves Coirault. Bibliothèque de la Pléiade, N.r.s.

DANS ses « Mémoires », Saint-Simon a l'écriture moderne du reportage d'actualité. Reportage sur l'histoire de son temps que Saint-Simon restitue en une géniale vision et qu'il destine à la postérité : l'inimitable écriture et l'objectif posthume distinguent le mémorialiste du journaliste d'aujourd'hui qui, lui, écrit vite et pour une consommation immédiate.

Bien qu'il ait commencé à noircir du papier dès 1694 — âgé à peine de vingt ans — Saint-Simon est un auteur du XVIII[e] siècle. N'oublions pas cette précision sous prétexte que les « Mémoires » traitent largement du siècle de Louis XIV ; Saint-Simon, qui a certes vécu quatre-vingt-cinq ans, est le contemporain de Montesquieu — qui le rencontra à deux reprises et disparut avant lui — ; il met un terme à l'œuvre de sa vie (aux environs de 1750) au moment de l'Encyclopédie et de Rousseau — Jean-Jacques et Voltaire quittent ce monde dix-huit ans après lui — ; Chateaubriand, qui l'admirait, naît huit ans seulement après la mort de Saint-Simon. Ce qui peut tromper, c'est que quoique écrivain du XVIII[e] siècle, Saint-Simon n'est pas un philosophe des Lumières. D'un certain point de vue, il apparaît d'une autre époque, parce que défendant la noblesse (la sienne était pourtant récente) face à l'absolutisme royal (Louis XIV était notoirement coupable à ses yeux de protéger ses bâtards). Parce que guère partisan des corps intermédiaires chers à l'auteur de « l'Esprit des lois ». Très profondément religieux, attaché à l'abbé Rancé rénovateur de la Trappe (il lui montre ses premiers essais en littérature) ; tenté par le jansénisme (il défend Port-Royal et les protestants), affichant une conception divinisée de la justice et de la vengeance.

Mais, d'un autre point de vue, Saint-Simon est profondément moderne, dans son projet et dans son expression, se distinguant de l'esprit des Lumières, plus jeune que lui et lourd de certaines interprétations « totalitaires » comme le fut par exemple la Terreur sous la Révolution française. Révolution que Saint-Simon pressent dans la mesure où il devine que le chaos est probablement au bout de règnes absolutistes et terriblement injustes comme celui de Louis XIV. Dans la mesure où, observateur impitoyable de la comédie humaine, il sait que celle-ci ne peut jamais disparaître... du moins tant que les hommes existeront.

Son entreprise est d'abord autobiographique. La généalogie de sa famille le fait remonter à Louis XIII, roi qu'il admirait sans réserve et qui fit la fortune de son père. Ce dernier est-il sincère quand il pleure la mort du « roi juste », nous ne le saurons jamais en dépit de la conviction de plume du petit duc. De toutes les manières aux yeux du mémorialiste, il y a lui, les siens, ses ambitions — politiques notamment — ses amis, et puis tous les autres. Un univers volontiers manichéen en forme d'égocentrisme, d'égotisme, qui annonce Chateaubriand et Stendhal, lequel s'est délecté à la lecture de Saint-Simon. Mais peu importe cette partialité. Cette hargne explique l'éblouissante réussite des « Mémoires », surtout elle n'empêche pas, bien au contraire, le témoin de décrire l'objet de son observation.

Là ce sont les activités militaires : en 1695, par exemple, le maréchal de Joyeuse repasse le Rhin dans le désordre et voici épinglées l'éternelle bêtise des armées et leur brutalité coutumière (en l'occurrence le pillage d'un petit village du Palatinat). Ailleurs, apparaissent le roi, la cour, l'étiquette et la fortune : « La naissance et les biens ne vont pas toujours ensemble. » S'en suivent les innombrables liaisons matrimoniales et les titres. Saint-Simon a l'obsession des alliances familiales et du blason. Et nous apprenons tout sur chacun de ses personnages, fussent-ils les plus météoriques. Météorique est d'autant plus le terme que la mort fauche les humains comme des mouches. Chez Saint-Simon, on meurt sans cesse ; la tragédie est banale. Le père du duc disparaît et disparaissent une multitude de noms qui n'auront pris un visage un instant que grâce à l'écrivain. Des célébrités parmi les mortels, La Fontaine, le peintre Pierre Mignard, La Bruyère, l'abbé Fénelon (réjouissante la carrière de celui-ci opérant par madame Guyon et madame de Maintenon interposées).

La fin est toujours commune, Saint-Simon note le jour de celle de monsieur de Luxembourg : « Il mourut le matin du 4 janvier 1695, cinquième jour de sa maladie, et fut regretté de beaucoup de gens, quoique, comme particulier, estimé de personne et aimé de fort peu. »

Individus sortis des millions de biographies qui ont effleuré la Terre mais également événements, actions, comme on dit au théâtre. Ils s'additionnent les uns aux autres dans un décousu apparent : l'histoire de France et celles qui tournent autour d'elle ont un côté haché, sans liens autres que ceux de la juxtaposition. Saint-Simon jette d'abord l'essentiel de l'événement et puis en vient ensuite très vite aux indications, suites, développements et dénouements. Il semble que Saint-Simon ait été témoin de tout. Quel greffier gratte-papier ! Une sorte de notaire du monde, de son monde. Etait-il doué d'ubiquité, lui qui s'écrie : « Comme je n'y étais pas, je n'en dirais pas davantage ! » Il éprouve un immense besoin de savoir, de savoir les autres, avant les autres et mieux que les autres. Il opère comme un journaliste, voyeur, espion, entretenant des relations avec une foule de mouchards, comme le fera beaucoup plus tard Marcel Proust, un autre inconditionnel du petit duc. Les commérages mais également la mémoire nourrissent la littérature. Saint-Simon n'avait pas la préoccupation du temps qu'aura l'auteur de « la Recherche », comme lui, il a eu en revanche la passion du détail que ne dissimulent ni les masques variés de l'écrivain ni ses perfidies. Technique et inspiration, brio et bonheur d'expression, et en même temps pratique de la caricature au sens élevé du terme. Il y a chez Saint-Simon un délire et un grouillement de la langue qui font qu'une fois entré dans son univers — si différent du nôtre — on n'en peut plus sortir, emporté par une boulimie qui ne s'interrompt jamais. On est happé pour toujours et on ne s'en lasse jamais, comme s'il se produisait un renouvellement incessant des choses à dire et des choses dites.

Yves Coirault, professeur à la Sorbonne, qui, avec quels talent et érudition, a établi et annoté cette dernière et probablement définitive version des « Mémoires », parle d'un baroquisme de Saint-Simon qui le placerait loin de l'esthétique classique. Je ne souscris pas à l'hypothèse baroque de notre auteur, convaincu en revanche que son surprenant modernisme l'entraîne très loin de la vision classique. Saint-Simon est un grand manieur de prose — d'une prose dont je ne vois guère d'autre exemple en son siècle, encore que Rousseau ! Et surtout pas au XVIII[e], période d'or du classicisme — il annonce le roman du XIX[e] siècle et du XX[e] siècle. Le cas Saint-Simon est un cas assez unique dans nos lettres encore qu'il y ait eu auparavant d'autres mémorialistes, ne serait-ce que le cardinal de Retz !

Yves Coirault rappelle que Saint-Simon s'est énormément servi d'autres mémoires justement, en particulier ceux du maréchal de Bassompierre et de Dangeau, un gentilhomme mort en 1720 qui avait tenu un journal en continu et que Saint-Simon découvrit comme une aubaine et annota. La nouvelle édition de la Pléiade, dont nous commentons le premier et pour l'instant unique volume, comprend les additions de Saint-Simon au texte de Dangeau. Précieux document qui rehausse, s'il en était besoin, la qualité exceptionnelle de cette publication. Yves Coirault a pris le parti d'une orthographe et d'une ponctuation modernes : il me semble que c'est un bon parti. Il faut à tous ces atouts ajouter quelque cinq cents pages, ultra-savantes mais parlantes de notes et de variantes qui éclairent singulièrement notre lecture et la pimentent un peu plus. Ce n'est qu'en 1788 que sont parus pour la première fois les « Mémoires » de Saint-Simon en deux volumes. Jusqu'à la dernière initiative de La Pléiade, il était difficile de les lire : la précédente et différente version de La Pléiade était épuisée et quasiment introuvable, les éditions Ramsay en avaient édité une présentation en plusieurs volumes à partir de 1977. C'est assez dire que la nouvelle intégrale de La Pléiade arrive à point nommé et qu'on attend avec impatience les autres volumes. Car, qui a goûté à Saint-Simon ne saurait s'en passer, la drogue est irrésistible, plus qu'on ne l'imagine et c'est l'une des plus puissantes de la littérature.



Saint-Simon génial voyeur

Les "Mémoires" que le petit duc nous a laissés sont une drogue dont on ne peut plus se passer quand on y a goûté

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cédex 15 - Tél. : 538-52-27

EMPRUNT

C

ADG-O

TAUX D'INTERET ANNUEL

15,10%

Obligations de 5 000 Francs
émises à 4 980 Francs
remboursables au pair
le 7 mars 1993

FONDS DE RACHATS
Chaque année l'émetteur,
selon les conditions du marché, pourra racheter
10% des titres restant en circulation

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT

15,18%

CHARBONNAGES DE FRANCE

GROUPE CdF

B.A.L.O. du 21.2.83 - visa C.O.B. 83-39 du 1.2.83

SPECIAL POCHE

UN PAQUET D'ANGLAISES

S'offrir une pile de chefs-d'oeuvre de la littérature britannique pour trois fois rien, c'est facile avec la collection "Domaine étranger"

PAR NICOLE CHAILLOT

• ***Rosamond Lehman : « l'Invitation à la valse », « Intempéries », « le Jour enseveli », (Domaine étranger 10-18) ; « la Ballade et la source », « Poussière » (Livre de poche). Tous ces romans ont été traduits par Jean Talva.***

• ***Nancy Mitford : « A la poursuite de l'amour », « l'Amour dans un climat froid », « Cher Ange », « Pas un mot à l'ambassadeur » (Domaine étranger 10-18).***

• ***Evelyn Waugh : « Hissez le grand pavois », « Diablerie », « l'Epreuve de Gilbert Pinford », « Ces corps vils » (Domaine étranger 10-18).***

DE Jane Austen à Evelyn Waugh (qui en dépit de son prénom ambigu était un vénérable père de famille nombreuse) en passant par Nancy Mitford et Rosamond Lehman, il est bon, grâce à la collection « Domaine étranger » dirigée par Jean-Claude Zylberstein de retrouver ou de découvrir un bon siècle de littérature britannique.

Tous ces romans superbement traduits, si différents sur bien des points présentent une curieuse parenté due sans doute à un ton very « british », chevauchant alternativement le très — très chic et le très — très — cynique, le très — très — fleur bleu et le très — très cruel. Tous ces spéléologues de l'âme vont très loin à la découverte de leurs personnages et la prétendue prude Albion a donné à la littérature mondiale quelques écrivains parmi les plus libres, les plus vigoureux et les plus hardis (et je ne parlerai ici ni des sœurs Brontë, ni de Lawrence, encore moins d'Iris Murdoch ou de Margaret Drabble).

Quel étonnement par exemple de relire aujourd'hui Rosamond Lehman que son prénom gnangnan prédestinait aux bibliothèques de jeunes filles : pour beaucoup, Max du Veuzy, Delly ou Rosamond Lehman c'était blanche capeline et capeline blanche ! Eh bien, parlons-en des romans à l'eau de rose façon Rosamond Lehman. « Intempéries » par exemple une bluette pour oies blanches ? En fait une histoire assez sordide et assez triste d'adultère compliquée d'un avortement et d'une tentative de suicide, le tout se déroulant dans les milieux interlopes du Londres d'avant-guerre.

Dans « le Jour enseveli », deux sœurs aiment le même homme. L'aînée est sa femme, la cadette sa maîtresse. Toutes deux ont des enfants de leur mari ou amant.

Dans « la Ballade et la source », une enfant de dix ans est la confidente bouleversée d'une sexagénaire démoniaque de méchanceté et d'intelligence. Le monde de violence, de passion et de folie révélé par la vieille dame marquera à jamais la petite Rébecca.



Un autre exemple : « Poussière » — sans doute le plus beau livre de la romancière anglaise — voit la « jeune fille d'à côté », Judy, amoureuse depuis l'enfance d'un garçon dont l'amitié pour un certain Tony cache mal une liaison homosexuelle à la mode de Cambridge, rencontrer à son tour la passion sous les traits d'une camarade d'université, l'éblouissante Jennifer.

Un des personnages de Rosamond Lehman dit quelque part que : « L'amour c'est pour les grandes personnes. » Eternels adolescents, enfants prolongés, plongés dans un monde trop brutal pour eux, les personnages de Rosamond Lehman exhalent une poignante nostalgie mêlée de cet érotisme voilé qui donna à ce grand écrivain méconnu — en France du moins — une auréole de scandale.

Autre grand écrivain méconnu, dont Domaine étranger a entrepris la réhabilitation, Nancy Mitford (tiens encore une femme, curieux, non !). Sixième fille d'un lord (dont une des sœurs s'illustra en épousant le Furher anglais Mosley et l'autre devint une disciple de Trotsky qu'elle suivit en exil), Nancy Mitford est le peintre goguenard et attendri d'une espèce en voie de disparition : le hobereau propriétaire terrien.



Nancy Mitford.

Dans un manoir campagnard britannique où un ogre titré terrorise femme, enfants, serviteurs et chiens en usant deux dentiers par an à force de grincer des dents de colère, deux jeunes « honorables » (futures ladies) Fanny et Linda connaissent leurs premiers émois sentimentaux et charnels. La première, rendue raisonnable par les exploits scandaleux de sa mère surnommée la Trotteuse, raconte les aventures de sa folle et ravissante cousine. Tout ça finira très mal. Le ton étonnamment libre et désinvolte de « A la poursuite de l'amour » — que le public français découvrit à la télévision dans une assez pâle adaptation — vaut bien qu'on fasse un grand détour par les autres romans de cette pseudo-frivole qu'était Nancy Mitford.



Rosamond Lehman

Dans « l'Amour dans un climat froid » sans doute son meilleur roman, nous retrouvons Fanny, heureusement et tranquillement mariée, narrant les rocambolesques démêlés conjugaux de la belle et richissime Polly Hampton ainsi que les métamorphoses de sa douairière de maman, la hiératique Lady Montdore qui, saisie par le démon de midi, se fait tirer la peau pour les beaux yeux de Cedric un jeune androgyne, perverti jusqu'à la moelle... En dehors de la jubilation qu'on peut éprouver à suivre les aventures de ces aristocrates en plein délire, Nancy Mitford fait le portrait, mine de rien, d'une époque et d'une classe — propriétaires terriens et autres hobereaux de province — qui vont bientôt disparaître sous les coups de boutoirs des hommes à chapeaux melons de la City et minés par l'inconséquente irresponsabilité de leur propre conduite.

Follement francophile, Nancy Mitford préféra vivre à Paris et y finit ses jours après avoir publié un livre charmant et érudit « Voltaire amoureux ». Le Paris qu'elle nous décrit a-t-il seulement jamais existé ? Ces Français courtois, cultivés et suprêmement civilisés jusque dans leurs vices qu'elle nous décrit ont-ils jamais existé ailleurs que dans ses rêves ? Dans « le Cher Ange » — un affreux gamin a compris tout le parti qu'il pouvait tirer de la séparation de ses parents et s'ingénie à les faire divorcer — et surtout dans « Pas un mot à l'ambassadeur » — où nous retrouvons Fanny en ambassadrice à Paris —, Nancy Mitford donne libre cours à sa passion pour la France. Ces deux romans, par ailleurs très gais et très réjouissants, donnent une image parfaitement sublimée d'un Paris des années cinquante aussi invraisemblable et séduisant que celui des Guermantes de « la Recherche ». L'atmosphère sophistiquée est astucieusement renforcée par l'éditeur qui publie sur chaque couverture des photos délicieusement surannées du photographe de cour anglais Cecil Beaton. Bref un plaisir assez raffiné qu'on peut s'offrir pour la modique somme de 30 F, puisque tous ces livres sont publiés dans une collection de poche.

Venons-en maintenant à cet écrivain mystérieux qu'était Evelyn Waugh. La noirceur, la méchanceté, le cynisme mais aussi la compassion, la drôlerie et la spiritualité sont les qualités dominantes de cette œuvre bizarre. Pour l'aborder pourquoi ne pas commencer par un roman saisissant « l'Epreuve de Gilbert Pinford ». Ecrivain catholique fraîchement converti mais néanmoins assez paisible, Gilbert Pinford (qui ressemble comme un frère à l'auteur) traverse une « andropause » difficile qu'il tente de résoudre à coups de liqueurs fortes et de somnifères. Fuyant un malaise diffus, Pinford s'embarque pour une croisière afin d'y terminer un roman laissé inachevé. A peine à bord, il est le témoin de scènes d'une violence inouïe, et est rapidement en butte au sadisme d'une redoutable famille... Jusqu'au jour où il prend conscience que victime d'hallucinations il a été littéralement fou pendant quelques jours. Ce récit — qui cache à peine qu'il s'agit d'une confession — est constamment drôle, bien qu'angoissant, réjouissant, bien que lancinant.

La verve méchante d'Evelyn Waugh s'exerce pour une fois à ses dépens mais dans ses autres romans publiés également dans Domaine étranger c'est à l'égard de la société britannique en général que l'œil et la plume acérés de Waugh font des ravages. Un de ses héros, le très négatif et parfait bon à rien Basil, rejeton dévoyé de la « gentry » tourne tout en dérision. L'effort de guerre et le patriotisme dans « Hissez le grand pavois (publié en 1941, ce pamphlet fut peu apprécié de l'Angleterre churchillienne) ; le néo-colonialisme et les élites africaines sorties d'Oxford dans « Diablerie ». Rien n'est sacré pour Evelyn Waugh, immoraliste à la mode britannique, et la moindre hypocrisie est impitoyablement débusquée. Mais cette littérature décapante est aussi, au-delà de son comique immédiat, une leçon de courage, de lucidité et d'humour, qui est, comme chaque romancier anglais le sait, la politesse du désespoir. ●

petites annonces

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 294. Ville de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) 40 km nord-est de Paris, recrute en urgence une bibliothécaire et une sous-bibliothécaire section adulte. Par mutation ou par concours sur titres, expérience souhaitée, poste à pourvoir immédiatement.

Adresser candidature et c.v. à monsieur le Maire, Mairie de Savigny, 77547 Savigny-le-Temple, Cedex.

DIVERS

Réf. 292. Equipe de réalisation production, militants socialistes à la disposition des collectivités locales, réalise tous films ou vidéo de toute campagne de sensibilisation et de communication.

Tél. : (3) 973.51.83.

IMMOBILIER

Réf. 293. Rue de Bièvre particulier vend studio 30 m² mansardé, tout confort.

S'adresser au 354.30.02.

cinéma

N° 290 •

entretien avec
EDDY MITCHELL

entretien avec
MAX DEUTSCH

LE CINÉMA FRANÇAIS D'AVANT-GUERRE

et tous les films au cinéma et à la télévision

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.l'organisation

.la gestion

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte
92200 Neuilly.
Tél. Gérard Vacher
637 33 99
ORGANISATION DE FÊTE

OBJECTIF : 10 000 ABONNES NOUVEAUX

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (250 F)*** ☐

**** abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-ELysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Laissez venir à lui les petits enfants



Dans son dernier film "l'Imposteur", Luigi Comencini donne libre cours à son pessimisme et à son amour pour les innocents : Dieu, fou, enfant

PAR SERGE RICHARD

SORTANT du dernier film de Luigi Comencini, « l'Imposteur » (1), un doute vous saisit soudain. Et si « l'Imposteur » n'était pas le titre de l'œuvre, mais la signature ? Parce qu'après il a bien trompé son monde, Comencini, et si ce substantif n'était tellement péjoratif, on serait tenté de l'appliquer au cinéaste : ne feint-il pas de nous raconter une histoire toute simple pour déboucher, finalement, sur le plus mystérieux de ses films ?

Cela expliquerait la discrétion qui a entouré la sortie de « l'Imposteur ». Peut-être parce que la « grande presse » était trop absorbée par les ringardises des Césars, cet équivalent cinématographique du concours du plus beau mollet de Palavas-les-Flots.

En tout cas, à de rares exceptions près, la critique installée a boudé. A moins qu'elle n'ait été complètement désorientée par un film qui n'est peut-être pas le meilleur de son auteur, mais qui vaut davantage que les sorties récentes.

Pour excuser cet éventuel désarroi, il faut dire que le piège fonctionne bien. On entre sans méfiance dans une histoire d'autostoppeur recueilli sur l'autoroute par un trio de bons pères. Il se trouve que ledit jeune homme a un petit air de Jésus et que justement, les trois automobilistes romains sont des éditeurs religieux à la recherche d'un sosie du Christ pour une grande opération de pub ecclésiastique. Et voilà Giovanni engagé, par contrat, dans le Jésus Business. Suit une série de rotations et d'épisodes drolatiques sur ce thème de l'affairisme en soutane, rompu au marketing et au sponsoring, qui réjouissent le spectateur par leur humour et leur légèreté (on n'est pas chez Ferreri).

Et puis, peu à peu, « l'Imposteur » bascule dans une autre direction que cette pochade anticléricale. Le renversement a été heureusement préparé par la façon dont Comencini a traité son personnage de Giovanni. Même pour quelqu'un comme nous dont l'eau bénite n'est pas la tasse de thé, difficile de ne pas remarquer les signes dont s'accompagnent les faits et gestes du jeune homme : cette façon d'être sans cesse entouré d'enfants, de loger chez un charpentier, de donner aux pauvres, de comprendre immédiatement ce qu'on veut lui cacher, de pardonner, et même d'entendre le chant du coq au moment décisif, tout cela rappelle évidemment quelqu'un. Mais jusqu'à quel point Giovanni en est-il conscient ? Et d'ailleurs, s'il n'est Jésus revenu, qui est donc cet amnésique (un peu commode, l'amnésie) ?

Jeté au milieu des troubles et des « combinazione » de l'Italie contemporaine, Giovanni en tout cas se comporte comme celui auquel il prête ses traits. Il va donc, sans répit, essayer de porter secours à la droguée et affection au paralytique, d'intervenir pour des grévistes, d'offrir un terrain de jeux aux gosses du quartier, de faire honte aux marchands du temple, et surtout d'aider la jeune terroriste à refuser la mort d'autrui. On comprend mieux cette nouvelle direction du film quand on sait que Comencini pensait partout à « l'Idiot » de Dostoïevski, ce prince Michkine naïf, généreux et sublime.

Le complément obligé de cet « innocent », ce sont ces autres innocents : les enfants, voire les adolescents, y compris la très jeune terroriste et la très jeune droguée, moins responsables elles-mêmes de leur « faute » que le milieu familial où elles ont grandi. Les enfants, c'est ce vers quoi revient toujours Giovanni... et Comencini : qu'on se rappelle « l'Incompris », bien sûr, mais aussi « Casanova, un adolescent à Venise », « Eugénio » et surtout les admirables « Aventures de Pinocchio », la plus belle leçon d'esprit critique libertaire qu'on puisse offrir aux chères têtes blondes.

Car sans la révolte de Pinocchio, dit Comencini, on est perdu : l'enfant se détériore en adulte (voyez Casanova) et tout recommence. C'est d'avoir gardé en lui un morceau d'enfance libertaire qui a préservé Giovanni. Mais, à coup sûr, cela se paie très cher dans un monde d'imposteurs qui poussent le cynisme jusqu'à traiter le juste d'« imposteur ».

Comme on voit, le sombre chroniqueur de « l'Argent de la vieille » ou du « Grand embouteillage » n'a guère éclairci sa palette ! C'est toujours l'œuvre au noir. Ce pessimisme de Comencini n'est jamais qu'un humanisme déçu, déchiré même, et l'exemple de « Pinocchio » prouve qu'il peut parfois s'ouvrir à l'espoir. Mais le plus urgent est encore à faire, c'est-à-dire montrer du doigt un monde où le naïf — enfant, Dieu ou fou — se voit refuser la moindre place. Et une telle urgence valait bien que, pour une fois, Comencini abandonne son ton habituellement prolixe, coloré, pour un style dépouillé et les teintes froides d'une grande cité sans cœur. ●

(1) Luigi Comencini : « l'Imposteur » avec Beppe Grillo, Maria Schneider, Fernando Rey et Alexandra Stewart. En même temps, une énorme rétrospective — hommage des films de Comencini.

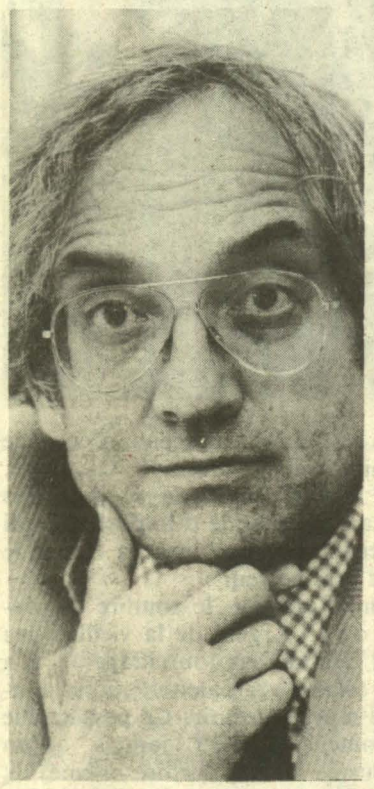


Beppe Grillo.

Luigi Comencini dirigeant Maria Schneider.



La chronique de Max Gallo



Meetings d'hier et d'aujourd'hui

Un meeting c'est un moment de la création collective, un jalon de la mémoire sociale

COMBIEN sommes-nous ? Quatre mille ? Quatre mille cinq cents ? L'orchestre joue, à gauche de la tribune, cependant que les gradins de cette salle des sports, située dans le quartier Est de la ville, se sont remplis. Dans les travées, devant les entrées, des groupes se forment. C'est le moment où il devient difficile de repérer un visage. Une collectivité s'est créée pour quelques heures, dans la rumeur, sous la lumière constrastée des projecteurs qui laissent des pans entiers de la salle dans l'ombre et isolent au contraire dans une lueur vive les rangées de chaises placées au pied de la tribune.

Ce meeting, le dernier de la campagne, sera réussi, on le sait avant même que n'arrivent Guy Hermier et Lionel Jospin que, bras au-dessus des têtes, la foule ne les acclame longuement. Je vois aller, courbés, d'un coin à l'autre, surveillant les voies de secours, la poignée de camarades qui sont à l'origine du succès. Pierre, Claude, René, car il n'y a pas de miracle de la spontanéité collective qui aurait rassemblé quatre mille personnes, un jeudi soir de février, dans une salle lointaine.

Faut-il une fois encore égrener la tenace passion militante : cette humble vertu discrète qui s'enracine dans la conviction, le sens du devoir, le goût du défi, des zones plus obscures peut-être et qui fait que, heure après heure, on rédige des tracts, on les tire, on charrie des chaises, on colle des affiches, on téléphone, on parcourt les rues de la ville, on tisse, on tisse cette toile que toutes les sollicitations et les nécessités de la vie personnelle échancrent et défont. Et l'on reprend alors le point, on recoud, on renoue et voici quatre mille personnes ensemble pour accueillir Lionel Jospin. A quelles fins ?

On rencontre toujours des sceptiques pour poser la question. Un meeting en 1983 ? Tous ces efforts afin de rassembler des convaincus pour un rituel connu, des arguments que l'on entend à la télévision et à la radio. A quoi bon enfouir dans ce creuset d'un soir tant d'énergie ? Combien de voix gagnées, demande l'un ? Sur ces quatre mille présents, dix, vingt, cinquante curieux hésitants qu'on aura décidés à voter pour la gauche ? Ce n'est même pas sûr. Alors un meeting pour le plaisir de se retrouver entre soi, se mettre au chaud, croire, croire que ces quatre mille sont toute la ville, tout le pays, que cette collectivité éphémère qui brûle, enthousiaste, est l'image du peuple. Et le sceptique de sourire, condescendant et protecteur. La gauche a besoin de ces messes, pour entretenir sa foi.

Pourquoi ne pas affronter ces questions même en pleine campagne électorale ? Réfléchir n'est jamais vain et la lucidité est l'exigence première, toujours. Les sceptiques ou ceux qui se disent réalistes et s'enveloppent dans les arguments bien coupés de ce qu'ils appellent la modernité oublient simplement qu'un meeting est un moment de la création collective, qu'à ce titre — et même s'il ne rassemble que des convaincus — il est rayonnant, source d'énergie pour tout le corps social, qu'il est instant d'invention, participant de la culture populaire et politique, qu'il est jalon dans la mémoire sociale. Et qu'il peut être dans une vie une référence dans la sensibilité, indestructible parce que faite d'émotion.

Je suis toujours frappé par l'aveuglement de ceux qui, — on en trouve à gauche, bien entendu — au nom d'une vision « scientifique » de la vie politique et de l'histoire découpent l'homme social en tranches, oubliant qu'il est un tout : que la passion, l'émotion, la sensibilité, le besoin de fraternité, de communion sont aussi des faits, au même titre que les données économiques ou que les prévisions. Certes, ignorer ces dernières au bénéfice des premières c'est se condamner à recevoir en retour et de plein fouet le « boomerang » de la réalité. Mais négliger « l'affectivité » politique et croire que l'histoire est uniquement fonction du jeu froid des forces économiques me paraît aussi une illusion théorique.

Et le meeting dans tout cela ? Creuset où se fondent et se recréent dans un alliage nouveau, régénéré, la conscience et la mémoire collective : arguments, émotions, raison, affectivité, la fusion, si le meeting est réussi, s'opère.

Pour l'illusion lyrique si lourde ensuite à porter ? Faut-il appeler illusion la mémoire des luttes passées, des enthousiasmes et des convictions ? La gauche doit-elle renoncer à tout projet qui par définition même comporte sa part d'utopie ? Quel étrange homme de gauche celui qui penserait que demain sera pire qu'aujourd'hui. Il me semble même que la frontière entre la droite et la gauche passe là : d'un côté, ceux qui admettent ce postulat — un postulat, oui — que l'avenir est ouvert, qu'une dynamique peut conduire l'homme à plus de conscience et d'humanité ; de l'autre, ceux pour qui la société est un ensemble de rouages, dont l'homme est une pièce immuable. Et sa mémoire, son affectivité, ses illusions constitueraient dès lors les handicaps au bon fonctionnement de l'ensemble, des obstacles à l'adaptation.

Pourquoi un meeting ? Des indices et des données économiques livrés à domicile sur un écran de terminal d'ordinateur, voilà ce qui est nécessaire. L'opposition n'est pas, certes, aussi tranchée que je la marque. Mais il y a des analyses qui peu à peu se simplifient. Notre voie ici, en France, ne devrait-elle pas être au contraire de tenir fermement les deux composants de la réalité ? L'information et la passion, l'ordinateur et le meeting, l'affectivité et la lucidité, la mémoire historique et la prospective.

Cependant, malgré les apparences, c'est le maintien de la mémoire collective qui exige le plus d'efforts. Toute la logique des nouvelles procédures techniques conduit à l'isolement individuel brisé seulement par la liaison électromagnétique. Meeting ? Regardons le débat à la télévision entre nos « délégués », hommes politiques et journalistes. Et restons seuls, devant le tube cathodique brillant. Meeting ? A quoi bon ! Gaspillage d'énergie sociale.

Et si au contraire c'est à partir d'un meeting qu'elle rayonnait, tout simplement parce qu'il y avait là un groupe humain rassemblé. Et que des hommes debout à côté d'autres hommes, tous rapprochés par la même conviction, communiant dans le même enthousiasme, ce plus qu'une « information », une dynamique, une créativité.

Je regardais courir d'une travée à l'autre, ce soir de meeting, des enfants. Ils s'arrêtaient tout à coup, écoutaient quelques mots, s'asseyaient au pied de leurs parents, applaudissaient avec eux, découvraient la foule qui sur les gradins battait des mains en cadence.

Et je me souviens de ce meeting du Front populaire dont — j'avais moins de cinq ans — je ne garde que des images floues. Une grande salle, des poings levés, l'Internationale. J'étais sur les épaules de mon père, entouré par ce chant et ces bras.

Un souvenir. Un enracinement. L'histoire se fait comme ça, par la mémoire.



Meeting à Paris pendant le Front populaire.

Sygma



La campagne des municipales avec Lionel Jospin.